

Suède : l'envie d'autre chose

LES sociaux-démocrates suédois ont subi, dimanche 15 septembre, un cuisant revers électoral. Avec 37,9 % des voix, ils totalisent, pour la première fois depuis la guerre, moins de 42 % des suffrages, ce score de vote qui leur permettait de se maintenir au pouvoir en exploitant l'incapacité chronique des partis de centre droit à s'entendre sur une politique de relance commune. Ces divisions n'ont pas disparu : au sein du bloc « bourgeois », les centristes ne sont pas toujours d'accord avec leurs partenaires conservateurs et libéraux, et le futur gouvernement du royaume sera encore incertain.

Proclamer la fin du fameux « modèle » social-démocrate suédois à l'occasion de cette défaite serait bien hâtif. D'abord parce que la gauche n'en était pas le seul architecte : la plupart des réformes sociales avaient été votées par les centristes, les libéraux et même les conservateurs. Si, pour ce qui est des rapports pragmatiques entre syndicats et patronat, de la politique industrielle entre l'Etat, les entreprises et le secteur privé, il reste bien vivant, il y a belle lurette, en revanche, que ce « modèle » avait été abandonné, par les sociaux-démocrates eux-mêmes, en matière de « justice sociale ».

Il leur aura fallu du temps, mais ils avaient fini par comprendre qu'un système fiscal très progressif ne contribuait pas à l'égalisation des niveaux de vie. En réalité, par le biais du crédit, les hauts salaires payaient proportionnellement moins d'impôts que les revenus moyens.

Plus de 40 % des Suédois souhaitent habituellement social-démocrate depuis un bon demi-siècle, ce n'est pas parce qu'ils étaient « socialistes ». C'était plutôt parce qu'ils faisaient confiance à un parti pragmatique, garant de la stabilité, qui gèrait bien les affaires et savait donner un coup de volant à droite ou à gauche selon l'état de l'économie et du débat d'idées. Ces dernières années, l'image de « sérieux » du parti s'était déformée. M. Ingvar Carlsson n'est pas Olaf Palme, le grand rassembleur, et le parti a été mêlé à divers scandales qui l'ont ébranlé.

C'est en vain que les sociaux-démocrates suédois ont tenté, pour se refaire une santé, de revendre leur modèle aux nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Les Scandinaves ont envie d'autre chose que des solutions « collectives » aux problèmes sociaux, ces discours usés et cette rhétorique, attitude de parti considérant ses adversaires politiques comme des nains incorporents.

« L'impression que les Suédois ne veulent plus être constamment pris en charges » est confirmée par l'entrée au Parlement des chrétiens-démocrates (essentiellement de confession pentecôtiste) prônant un retour aux valeurs morales et familiales et, surtout, des représentants de la Nouvelle Démocratie, un mouvement populiste anti-impôts, anti-bureaucratie, anti-contraintes automobiles, etc.

Ainsi que ce phénomène populiste avait touché le Danemark, le Norvège et la Finlande - entraînant de telles réactions parlementaires - il avait jusqu'ici épargné le Suède, toujours fier d'être le pays du Nord le plus sérieux. Après ces élections, elle n'est plus une exception et semble s'engager dans un « modèle » politique nordique plus instable, dans lequel la social-démocratie ne tient plus cette place prépondérante qui était le sien depuis des décennies.

Lire page 4 l'article de FRANÇOISE NIETO

M 0147 - 08170 - 6.00 F



Tandis que lord Carrington rencontre les protagonistes

L'armée yougoslave et les Serbes accentuent leur pression en Croatie

Le médiateur européen, Lord Carrington, était attendu, lundi 16 septembre, à Belgrade, où il doit rencontrer les deux principaux protagonistes de la crise yougoslave, le président croate, M. Tudjman, et son homologue serbe, M. Milosevic. Les forces serbes, appuyées par l'armée fédérale, ont lancé une nouvelle offensive dans plusieurs régions de Croatie, notamment en Dalmatie, le long de la côte adriatique. Le commandement militaire affirme qu'il veut ainsi répliquer au blocus de nombreuses casernes de l'armée fédérale, encerclées par les forces croates. Les combats de dimanche auraient fait une trentaine de morts.

quelque 1 500 hommes. C'est à 16 h 10 que les premiers coups de feu ont éclaté à proximité d'un hôpital, suivis d'une fusillade nourrie et de l'explosion de grenades.

La réponse de l'armée fédérale est immédiatement venue sous la forme d'un ultimatum : le chef de la garnison, le colonel (macédonien) Triko Zdravković, intimait aux autorités l'ordre de faire cesser les combats dans les dix minutes à défaut de quoi Zadar serait bombardée.

Sautant dans une 4L rouge de pompiers, M. Livjanić se rendait immédiatement sur les lieux de l'affrontement.

YVES HELLER

Lire la suite page 4

Zadar dans l'attente des « barbares »

ZADAR

de notre envoyé spécial

Les gens de Zadar sont graves. Leur visage impassible ne laisse rien transparaître quand retentissent les coups sourds dont l'écho se répète de rue en rue. Les gens de Zadar affectent de ne pas avoir peur. Mais déjà plusieurs milliers de femmes et d'enfants ont fui cette cité tant convoitée, dont l'histoire n'est faite que de pillages, de destructions, d'occupations, par les Croisés ou Napoléon, Venise ou l'Italie musolinienne, par l'Autriche-Hongrie ou l'Allemagne nazie.

Le maire, M. Ivo Livjanić, a sur son bureau les plans d'évacuation de sa ville, la cinquième de Croatie avec 134 000 habitants.

« Les agresseurs, disait-il dimanche, sont aux portes de Zadar et la ville peut être conquise d'une heure à l'autre, dans un bain de sang. » S'il anticipait quelque peu, sa ville n'en est pas moins extrêmement menacée, déjà en partie coupée du reste de la Croatie, et près d'être totalement assiégée.

Mais, dimanche, la guerre est venue du centre même de la cité, lorsque des civils et des éléments de la Garde nationale ont tenté en vain de prendre l'une des cinq ou six casernes situées à l'intérieur de la ville, où les effectifs fédéraux sont évalués à

Lire aussi

■ La guerre gagne tout le territoire de la Croatie par FLORENCE HARTMANN

Les bouleversements en Union soviétique

■ Les propositions de Moscou sur le retrait des troupes soviétiques mécontentent les dirigeants baltes

■ Le Parlement géorgien déclare « troupes d'occupation » les forces soviétiques

■ Un Canadien conseille les autorités de Kiev par MICHEL KAJMAN

■ Un entretien avec M. Charles Millon sur les conséquences idéologiques de l'effondrement du communisme

pages 2, 4 et 5

La CIA sans ennemi...

Les auditions de M. Gates soulignent les incertitudes de l'après-guerre froide

WASHINGTON

de notre correspondant

Ces derniers jours, les images annonçant la fin de la guerre froide n'ont pas manqué. Mais, dans le flot, les toutes dernières ont particulièrement frappé aux Etats-Unis et furent rediffusées à plaisir par les chaînes de télévision. Elles montraient le secrétaire d'Etat James Baker en visite à Moscou, reçu en grande pompe et avec chaleur au siège du KGB, cependant que M. Vadim Bakatine, le nouveau chef d'une organisation qui incarne le communisme soviétique, indiquait candidement : « Mais quel va donc être dorénavant notre ennemi ? »

La même question va être posée par une commission du Sénat, cette semaine à Washington, à M. Robert Gates, nommé en mai candidat du président George Bush pour prendre la tête de la direction de la CIA, une organisation dont l'essentiel de l'activité, depuis sa création en 1947, a été consacré à la lutte contre le communisme.

Les questions des sénateurs porteront sur le rôle de M. Gates dans le scandale de l'« Irangate » mais surtout sur la réorientation

des missions de l'agence de renseignement dans le contexte de l'après-guerre froide.

Agé de quarante-sept ans, M. Gates a passé toute sa vie professionnelle au sein de la CIA, dont il fut le numéro deux, avant d'occuper les mêmes fonctions au Conseil national de sécurité à la Maison Blanche.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 3

Le rapport de la CNUCED Le Sud pour mémoire

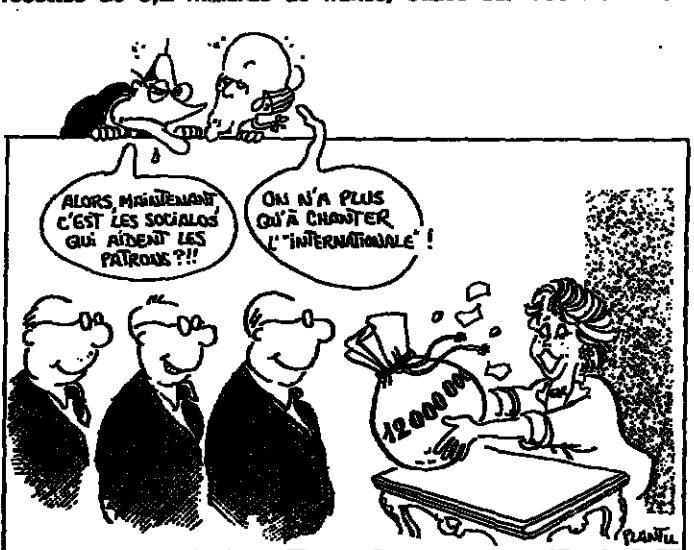
La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) fait état, dans son rapport annuel publié le 16 septembre, d'un tassement de la croissance du commerce international. Selon la CNUCED, l'Afrique devrait être très touchée en 1991 par le ralentissement de l'activité et la croissance devrait se renforcer en Amérique latine.

Lire page 21 l'article d'ERIC FOTTORINO

Un « plan global » présenté par M^{me} Cresson

Dix-neuf mesures en faveur des PMI-PME

M^{me} Edith Cresson devait présenter, lundi 16 septembre à Bordeaux, son plan pour les PMI-PME. Le dispositif comprend, pour l'essentiel, des mesures fiscales. La baisse de l'impôt sur les sociétés interviendra dès 1992 pour les PME. Un crédit d'impôt pour augmentation de capital est instauré. L'engagement de l'Etat au profit des PME se traduit par des abandons de recettes de 8,2 milliards de francs, étalés sur 1992 et 1993.



Lire page 19 l'article de CAROLINE MONNOT

La démocratie usée

Les scrutins partiels confirment la désaffection à l'égard des grands partis

par Jean-Yves Thomeau

La France a bonne mine ! Au moment où la démocratie submerge la « nouvelle Europe », deux ans après les célébrations en grande pompe du Bicentenaire de la Révolution, elle boude un système offert en exemple au monde entier. Ses émissaires qui, depuis la chute du mur de Berlin, parcourent les pays de l'Est afin de vanter les bienfaits de la liberté qui s'exprime au suffrage universel et

par le biais des régimes parlementaires devraient prendre des leçons de modestie.

Commencé depuis plusieurs années, le mouvement de désintérêt des Français envers leurs institutions représentatives et l'acte qui les fonde, le vote, s'accroît de dimanche en dimanche, au fil des scrutins partiels. En 1972, lorsque 40 % des électeurs inscrits ne s'étaient pas déplacés pour participer au référendum organisé par Georges Pompidou sur l'élargissement de

la Communauté européenne, on avait crié à la catastrophe. Ce record a pourtant été battu en 1989, pour le seul autre référendum (avenir de la Nouvelle-Calédonie) organisé depuis lors : 62,96 % d'indifférents.

Dimanche 15 septembre 1991, premier tour d'une élection législative à Saint-Nazaire : M. Claude Evin, ancien ministre et proche de M. Rocard, tente de retrouver - sans trop de peine, pense-t-on - son siège de député.

Lire la suite page 9

AGOTA KRISTOF



La fête de l'Humanité

L'effondrement du communisme en Union soviétique et dans les pays de l'Est a été sans effet sur la fête de l'Humanité qui a obtenu, ce week-end, à La Courneuve, le même succès populaire que les années précédentes.

Lire page 10 l'article d'ALAIN ROLLAT

Le « trouble culturel » de la CGT

Les événements d'URSS et la montée de la contestation au sein du PCF relaient l'opposition, au sein de la CGT, entre partisans d'un renouvellement des pratiques syndicales et les tenants de l'immobilisme.

Lire en page 20 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'avenir des forêts

Le X^e Congrès forestier mondial a lieu à Paris du 17 au 26 septembre. Champs économiques consacre un dossier à l'avenir des forêts : les menaces qui pèsent sur les massifs du Canada et sur les essences de Malaisie, les conflits entre l'économie et l'écologie.

Lire pages 23 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

«Etat providence» contre «Etat subsidiaire»: tel est le clivage qui, selon le président du groupe UDF de l'Assemblée, doit désormais structurer la vie politique

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI

» L'opposition est bien placée pour aller dans ce sens. Elle doit bâtir un discours politique;

DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>
Nom : _____	
Prénom : _____	
Adresse : _____	

Code postal : _____	
Localité : _____	

Pays : _____	

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capitales d'imprimerie.	
111 MON 03	PP Paris RP

LA FASCINATION DES FORMES PURES



ETERNA

Renseignements: tel. (0) 43 82 0 3 2 0

CARAUD 3 et 5, boulevard Saint-Martin 75003 PARIS Tél. : (1) 42-72-75-62	BOLLOT JOAILLIER GUILDE DES ORFÈVRES 29, rue de la Sellerie 02100 SAINT-QUENTIN Tél. : 23-62-24-66
--	---

هكذا من الأصل

50 من الاحوال

ETRANGER

La crise de confiance entre Jérusalem et Washington

M. Shamir demande à ses ministres de mettre une sourdine aux attaques contre les « propos antisémites de M. Bush »

C'est dans un climat particulièrement assombri par la controverse dite « des garanties » que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait arriver lundi 16 septembre en Israël, pour une septième tournée dans la région depuis la guerre du Golfe. Théoriquement consacrée à la mise en œuvre d'une conférence régionale de paix que l'administration américaine souhaite toujours organiser pour le mois prochain, la rencontre de M. Baker avec les dirigeants israéliens ne pourra pas éviter la question de ces garanties qu'Israël réclame pour lancer un emprunt et dont le président Bush a décidé d'ajourner l'examen pour quatre mois.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ayant dénoncé l'envahissant lobby juif à Washington et mené le Congrès d'indiquer son veto pour empêcher Israël d'obtenir immédiatement satisfaction, le président des Etats-Unis s'est encore entendu, ce dimanche « d'antisémitisme et de mensures » par un ministre (sans portefeuille), M. Rahavim Zeevi, dirigeant d'un parti d'extrême droite qui compte deux députés à la

Knesset. Conscient, selon l'expression de M. Roni Milo, ministre de la police, « des considérables dommages » que l'état juif pourrait s'offrir en cas de rupture avec la Maison Blanche, le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, a aussitôt demandé à ses plus bouillants ministres de mettre une sourdine à leurs critiques.

Au cours du conseil des ministres, soutenu par le chef de la diplomatie, M. David Lévy, pour qui une dégradation des relations avec les Etats-Unis pourrait être « très dangereuse », M. Shamir a ajouté : « On ne gagne rien à trop parler. Interrogé dans la journée par une chaîne de télévision américaine, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, s'est montré plus net dans le « rejet » des insultes lancées par son collègue. « Son opinion, a-t-il poursuivi, n'est ni celle du gouvernement ni celle du peuple d'Israël, il éprouve du respect pour le président Bush ».

Restent les causes profondes du bras de fer israélo-américain qui n'ont pas pour autant disparu. M. Shamir fustige toujours de ne pas reconnaître les crimes de la Maison Blanche quant à l'éventuelle utilisation des fonds empruntés - 10 milliards de dollars - pour accélérer la colonisation juive des territoires arabes occupés, et il souhaite toujours que le Congrès américain examine aussitôt que possible la question des garanties bancaires. « Il n'y a rien de changé dans notre position sur cette question », ré-

pondait dimanche, à la sortie de la réunion du gouvernement, le ministre de la santé, M. Elmad Olmert : « Israël a besoin de cet argent pour des objectifs humanitaires en faveur des immigrants soviétiques ».

M. Bush, pour sa part, n'a aggraver ni l'intention de renouer à ce que son administration considère comme un puissant levier politique pour inciter le gouvernement israélien à geler les implantations juives dans les territoires.

Des concessions sur la représentation palestinienne ?

On espère cependant à Jérusalem que M. Baker est porteur d'une sorte d'arrangement préliminaire qui permettrait à l'état hébreu, confronté à l'arrivée de plus de trois cent mille juifs soviétiques depuis l'an dernier, non seulement de tenir financièrement jusqu'à l'an prochain, mais aussi de sauver la face. « S'il vient des mains vides, craignait un député du Likoud, le parti au pouvoir, on risque vraiment d'effondrement ». M. Baker, qui laisse habilement son entourage le présenter comme plutôt moins intransigent que son « patron » sur l'affaire des garanties, a-t-il la moindre chance, en échange d'une certaine « compréhension », d'obtenir des concessions israéliennes sur la question de la représentation palestinienne ? C'est évidemment là-dessus que devrait porter l'essentiel de ses

entretiens avec MM. Shamir, Lévy et Arens, lesquels sont nés pour rejeter la présence, à l'éventuelle table des négociations, de tout membre avéré de l'OLP et de tout résident à Jérusalem-Est.

Selon plusieurs journaux, lundi matin, les Palestiniens auraient trouvé moyen de contourner cet obstacle, leurs députés pouvant être choisis dans deux villages arabes des faubourgs de la ville, Izariyah et Abu Dis qui, pour les Israéliens, ne font pas officiellement partie de la municipalité de Jérusalem. Il y a justement, dans ces deux localités, deux hommes qui pourraient bien faire l'affaire : M. Ziad Abu Ziad, un avocat-journaliste, et M. Ali Abou Hilal, l'activiste autorisé la semaine dernière par Israël à rentrer chez lui. Ce dernier devrait bien sûr renoncer à son affiliation à l'OLP.

PATRICE CLAUDE

□ Un soldat israélien tué en Cisjordanie. - Au cours d'une embuscade tendue par deux tireurs près de Jenine, en Cisjordanie, un soldat israélien a été tué, samedi 14 septembre. Il faisait partie d'une patrouille mécanisée de huit hommes. Selon l'armée, onze soldats ont été tués dans les territoires occupés, depuis le début de l'intifada, il y a quatre-vingt-cinq mois, et l'utilisation des armes à feu « augmente de manière inquiétante ». (Corresp.)

IRAQ : après avoir évincé le premier ministre

Le parti Baas a choisi des hommes sûrs pour affronter une étape difficile

Après avoir évincé du pouvoir, vendredi 13 septembre, le premier ministre Saadoun Hammadi, apparemment sanctionné pour ne pas avoir réussi à sortir le pays de son isolement et de la grave crise économique qu'il traverse, le parti Baas, étroitement contrôlé par le président Saddam Hussein, a placé au sommet de la pyramide du pouvoir des hommes dont la loyauté et l'efficacité ont été éprouvées face aux insurrections qui ont suivi la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

Le bruit court dans les milieux politiques de Bagdad que M. Pharaon aurait ordonné à l'armée populaire, un corps de volontaires encadrés par le Baas, de tirer en l'air au lieu d'affronter réellement les insurgés.

De même, c'est un baasiste rompu aux questions militaires et du renseignement, M. Khidir Abdel Aziz Douri, quarante-sept ans également, qui a été désigné par la nouvelle direction pour diriger la province nord du pays, qui comprend les trois gouvernorats kurdés. D'après sa biographie officielle, M. Khidir Douri a été membre entre 1968 et 1978 de trois « bureaux militaires » et, jusqu'en 1982, doyen de la faculté de sécurité nationale, qui forme les officiers du renseignement irakien.

Sept membres du parti ont fait leur entrée dans la nouvelle direction du Baas et le dixième congrès a reconduit à l'unanimité le président Saddam Hussein au poste de secrétaire, qu'il occupe depuis 1979 : seize autres membres dirigeants ont été réélus. D'après les biographies officielles des nouveaux membres de la direction publiées dimanche par le quotidien *El Thawra*, organe du parti Baas, six d'entre eux ont travaillé à un moment ou un autre dans des « bureaux militaires » chargés de l'activité du Baas dans l'armée. Vu l'importance politique de l'armée en Irak, cela témoigne d'abord du crédit qui leur est accordé par le parti.

Si le profil politique des autres membres de la direction baasiste est moins tranché, il n'en demeure pas moins qu'ils devront affronter la même tâche, et le fait que le congrès soit qualifié par M. Saddam Hussein comme celui « du Jihad (guerre sainte) et de la construction » est significatif à cet égard. (AFP.)

Le plus remarquable des nouveaux membres est le général Abdel Rahman Abdel Rahman Douri, quarante-sept ans, ancien directeur de la sûreté générale et ambassadeur à Moscou au début des années 80. Selon *El Thawra*, le général Douri s'est distingué dans la conduite des combats contre les insurgés chiites qui s'étaient emparés en mars des villes de Kerkuka et de Najaf, au sud de Bagdad, et il avait été décoré par la suite de la médaille de la « bravoure ».

□ JORDANIE : rencontre entre le roi Hussein et le président du CRIF. - M. Jean Kahn, président du Congrès juif européen (CJE) et du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a rencontré le roi Hussein de Jordanie à l'occasion de la récente visite de ce dernier au Parlement européen, à Strasbourg. L'entrevue, qualifiée par M. Kahn de « chaleureuse », a été l'occasion pour le président du CJE d'exprimer au souverain jordanien les vœux des juifs européens pour un règlement de paix au Proche-Orient, en soulignant que l'OLP ne peut pas, selon lui, être présente « en tant que telle » dans la négociation.

M. Kahn a observé que le roi Hussein avait parlé d'une « participation » palestinienne et non d'une « délégation » de l'OLP.

Selon des responsables irakiens, 161 baasistes avaient été « exécutés » par les rebelles rien qu'à Najaf, et un porte-parole du Baas cité dimanche par la presse a affirmé que l'ancien responsable de l'organisation du parti dans la région, M. Abdel Hassan Pharaon, a été déferé devant une commission d'enquête du parti pour « incurie ».

AMÉRIQUES

La CIA sans ennemi...

Suite de la première page

M. Gates est né dans le Kansas, à Wichita, a étudié l'histoire à l'université de l'Indiana, puis obtenu un doctorat en sociologie à la Georgetown University de Washington, où il a appris le russe. Entré à la CIA en 1966, il y a fait une carrière d'analyste, spécialiste des questions soviétiques. Marié, père de famille, il a la réputation d'être un fonctionnaire extrêmement dévoué et travailleur. En somme, un profil modeste.

Mais là s'arrêtent les qualités sur lesquelles s'accrochent ses partisans. Pour les uns, il a été façonné par la lutte contre le communisme ; il ne connaît que l'Union soviétique de Brejnev et d'Andropov ; il est imprégné d'une vision extrêmement noire de ce qu'a été le bloc communiste autour de la Russie. Il a vécu sous l'influence de William Casey, dernier directeur de l'agence et désigné des chevaliers de la guerre froide. Il n'a pas vu la tourmente que représentait M. Gorbatchev, de même qu'il aurait toujours surestimé la force de l'économie, de l'armée et de l'appareil du parti à Moscou.

En se refusant à percevoir la moindre évolution à Moscou au cours des cinq ou six dernières années, il a encaissé deux secré-

taires d'Etat : M. George Shultz et James Baker - ce dernier étant allé un jour jusqu'à lui interdire de prononcer un discours. Pour cette école, dont on trouve des représentants dans l'administration, au Congrès et dans la presse, la conclusion va de soi : Robert Gates n'est pas l'homme le plus apte à diriger la CIA en cette période de bouleversements politico-stratégiques.

Ses détracteurs - aussi nombreux et dans les mêmes milieux - vantent, au contraire, sa prudence, sa parfaite connaissance de la CIA, ses talents de gestionnaire, au moment précis où la maison doit se transformer.

Plus de questions que de réponses

Pour le géant issu de la guerre froide (près de vingt mille fonctionnaires, sans compter les « épigones » et un budget annuel évalué à 30 milliards de dollars), il s'agit de devenir une machine plus souple, moins « mono-obsessionnelle », que beaucoup aux Etats-Unis veulent voir réduite en taille et en puissance.

Cette ambiguïté sur la vraie nature de M. Gates reflète un peu la confusion et les hésitations de l'administration Bush devant l'ampleur du bouleversement stratégique

en cours. Celui-ci est chaque jour un peu plus patent - après Cuba, l'Afghanistan - mais suscite encore plus de questions que de réponses à Washington. Quel réajustement pour la diplomatie américaine ? Quelles perspectives pour l'immense complexe militaro-industriel ? Jusqu'à présent, deux réactions contradictoires ont dominé.

La première est celle de la prudence et de l'attentisme ; c'est une tendance qu'incarne le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney. Il multiplie les interventions pour assurer que le budget de la défense, déjà soumis à des coupes considérables, ne saurait être davantage diminué en ces temps de grande incertitude sur ce que va devenir l'Union soviétique. La deuxième réaction, souvent entraînée par un réflexe isolationniste, appelle, au contraire, à engager le plus vite possible « les divisions de la paix » avec l'URSS, donc à rogner encore dans les budgets de la défense et de la CIA, pour se consacrer prioritairement à des urgences intérieures. Dans la droite républicaine et sur les bancs démocrates au Congrès, les voix ne manquent pas qui appellent à un repli des Etats-Unis sur le continent américain, maintenant que l'adversaire traditionnel a disparu. Contrairement à ce que semblent penser certains en Europe - notamment en France - cette dernière tendance est sans doute plus forte qu'une éventuelle aspiration à voir l'Amérique jouer « les policiers de la planète » en tant qu'unique et dernière superpuissance.

Une bonne partie des débats

devant la commission du Sénat, chargée d'examiner la nomination de M. Gates, n'a porté que sur moins sur un passé encore très « interventionniste ». M. Gates va subir un interrogatoire en règle sur son rôle éventuel dans le scandale de l'« Irangate ». Pour échapper à une enquête possible sur cette affaire, il avait préféré renoncer à sa candidature à la tête de la CIA lorsque le président Reagan lui proposait le poste en 1987, afin de succéder à William Casey, alors agonisant.

L'« Irangate » est ce gros fiasco qui marqua le deuxième mandat de Ronald Reagan à la Maison Blanche. Il s'agissait de vendre secrètement des armes à l'Iran (qui en reçut fort peu) pour obtenir la libération des Américains retenus en otages au Liban (qui restèrent captifs), afin de financer la Contramarquage, en lutte contre le régime castriste de Managua (qui ne fut pas défilé).

Toute l'opération était parfaitement illégale. A en croire l'instruction en cours, menée par le procureur Lawrence Walsh, l'affaire ne fut point le seul fait d'une équipe d'aventuriers à la Maison Blanche - Olivier North et John Poindexter, - mais impliqua aussi et largement la CIA, notamment William Casey et l'un des hauts responsables de l'agence, M. Clair George, tout juste inculpé.

La question posée à M. Gates est simple : à l'époque, numéro deux de la CIA, pouvait-il ignorer ce que faisaient et son chef (Casey) et son subordonné immédiat (M. George) ?

ALAIN FRACHON

□ Washington n'envisage pas d'évacuer la base de Guantanamo. - Un porte-parole du département américain de la défense a indiqué, samedi 14 septembre à Washington, que les Etats-Unis « n'envisagent pas d'évacuer » leur base navale de Guantanamo, dont la « mission régionale dépasse la prise en compte de la présence soviétique à Cuba ». Cuba avait, le même jour, dans un éditorial du quotidien officiel *Granma*, appelé les Nations unies à faciliter un « retrait simultané des troupes soviétiques de son territoire avec celui du personnel américain » de cette base située à la pointe orientale de l'île et sur laquelle La Havane revendique sa souveraineté. (AFP, Reuters.)

□ Mort du sinologue John Fairbank. - M. John King Fairbank, considéré comme le plus éminent sinologue américain de l'après-guerre, est décédé samedi 14 septembre des suites d'une crise cardiaque à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Ancien professeur à l'université de Harvard (1936-1977), J. Fairbank est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur la Chine. Il venait juste d'achever la rédaction d'un nouveau livre, intitulé *Chine : une nouvelle histoire*. (Reuters.)

DIPLOMATIE

Les négociations sur la paix au Cambodge

Le prince Sihanouk se dit « optimiste » sur la signature d'un accord le 31 octobre à Paris

Le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS) cambodgien, s'est déclaré samedi 14 septembre « optimiste » sur les chances de parvenir à la signature d'un accord de paix par le Cambodge le 31 octobre à Paris et a confirmé que de toute façon il retournerait à Phnom-Penh le 14 novembre.

accord est celui du système électoral à mettre en place au Cambodge. Il s'est déclaré confiant sur les chances de voir les différentes parties cambodgiennes accepter un compromis élaboré par la France et qui leur sera proposé la semaine prochaine à New-York, lors d'une nouvelle série de réunions prévues en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

A l'issue d'une rencontre avec M. Mitterrand, le prince a rappelé que « le seul problème sérieux » qui subsiste encore sur la voie d'un tel

Le prince Sihanouk a estimé que les Khmers rouges, principale force de la résistance au régime de Phnom-Penh et responsables de la mort de centaines de milliers de Cambodgiens lors de leur passage au pouvoir entre 1975 et 1979, « seront sages » et respecteront les accords signés, notamment en ce qui concerne le désarmement de toutes les forces en présence.

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
46-62-74-43

Le Monde
SCIENCES
ET MEDICINE

ECLAIRER
LE PRESENT
POUR IMAGINER
L'AVENIR.

Lionel
JOSPIN
L'INVENTION
DU POSSIBLE

324 pages,
120 F.

Flammarion

EUROPE

YOUgoslavie : nouvelle escalade de la violence

La guerre gagne tout le territoire de la Croatie

Les ministres des affaires étrangères allemand et italien ont lancé, dimanche 16 septembre, un « appel urgent » au « retrait immédiat » de l'armée fédérale de Croatie. Samedi, le ministre croate des affaires étrangères, M. Separovic, a pour la seconde fois menacé de quitter la conférence de paix de La Haye après que le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Van den Broek, eut reproché aux autorités croates d'être responsables de l'escalade de la violence, notamment par leur décision d'encercler les casernes de l'armée fédérale.

BELGRADE

Le week-end des 14 et 15 septembre a été l'un des plus violents depuis le début des hostilités en Croatie. Alors que les forces croates perdent chaque jour un peu

plus le contrôle de leur territoire, le gouvernement de Zagreb a annoncé, samedi, qu'il avait décidé le blocus des casernes de l'armée fédérale sur tout le territoire et appelé les soldats croates à la désertion. Le vice-président du gouvernement, M. Zdravko Tomac, a, de son côté, déclaré que la délégation croate ne quittera pas la conférence de paix de La Haye mais que « la Croatie n'acceptera pas, au nom de fausses négociations, de regarder les bras croisés comment elle perd ses territoires ». Le gouvernement de Zagreb demande à la CEE d'ordonner le retrait de l'armée fédérale ou de lever l'embargo sur l'importation d'armes en Croatie. Le ministre croate de la défense, M. Bobic, et le maire de Zagreb ont appelé dimanche la population à la « défense active ».

Zagreb est, depuis samedi, en état de siège : barrières policières, obstacles anti-chars, barricades dressées aux accès de la ville pour prévenir toute attaque extérieure. Les casernes sont encerclées pour éviter d'éventuels mouvements de

troupes. D'après Radio-Zagreb, les forces spéciales de la police croate ont investi, dimanche, les locaux du commandement régional de la défense aérienne yougoslave qui, selon les autorités militaires, étaient désaffectés. Dans l'après-midi de dimanche, les sirènes d'alerte aérienne ont retenti, et la population a gagné les abris. En début de soirée, des appareils de l'armée fédérale continuaient de survoler la ville.

La Dalmatie touchée

Des barricades ont aussi été dressées ces derniers jours aux abords des aéroports militaires et des casernes fédérales dans des zones qui, jusqu'à présent, n'étaient pas touchées par les combats, notamment en Istrie, à Rijeka. En Slavonie, les forces croates encerclent les casernes depuis déjà plusieurs semaines.

L'armée fédérale a répété, samedi, qu'elle allait prendre « des mesures décisives contre les forces croates ». A Vukovar

(Slovénie orientale), dans la soirée de samedi, la caserne a été déboulée et, dimanche soir, les combats reprenaient. Pendant une attaque aérienne, samedi, des missiles ont atteint « par erreur » le village de Bac, situé de l'autre côté du Danube, en Serbie. Cette « bavure » a fait trois morts et une quinzaine de blessés. Certains n'excluent pas qu'elle soit due à un pilote croate de l'armée fédérale.

De violents affrontements ont eu lieu également à l'est de la Slavonie, entre Borovo-Selo (serbe) et Borovo-Naselje (croate), ainsi qu'à Vukovar et à Osijek, bombardée par l'aviation fédérale. D'intenses combats se sont aussi déroulés en Banja : à Sisak, Petrinja et Dubica.

Le sud-ouest de la Croatie n'a pas non plus été épargné, notamment dans la région de Gospić. A Split, sur la côte adriatique, tous les accès sont bloqués, et des barricades contre l'artillerie lourde ont été placées dans le port. Enfin, pour la première fois, la guerre a touché la Dalmatie. Le port de Ploče, à une centaine de kilomètres au nord de Dubrov-

nik, est bombardé depuis samedi soir par l'armée fédérale. Les installations portuaires ont été endommagées lorsque des bâtiments de guerre de la marine fédérale ont ouvert le feu. L'aviation est intervenue après que les forces croates eurent investi un dépôt d'armes de l'armée fédérale. Alors qu'expirait l'ultimatum fixé par le président yougoslave Stipe Mesić aux forces de l'armée fédérale pour rejoindre leurs casernes, ces dernières dénoncent les « provocations » croates. Elles ont ainsi qualifié d'« enlèvement terroriste » l'arrestation vendredi soir, par les forces croates, du général Milan Akcemićević, commandant adjoint de la V^e Région militaire (qui regroupe la Croatie et la Slovénie), et des sept officiers et onze soldats qui l'accompagnaient. D'autre part, le Front de libération croate a revendiqué, samedi, les six attentats à la bombe commis depuis le début du mois à Belgrade. Les explosions ont fait deux blessés.

FLORENCE HARTMANN

Zadar dans l'attente des « barbares »

Suite de la première page

M. Livjanić appela aussitôt, tandis que les balles fusaient, à l'arrêt des combats. « Je reconnais que j'ai eu très peur », dit-il. A peine avait-il réussi à faire taire les armes, une trentaine de minutes plus tard, que deux avions militaires partis de la base voisine survolaient Zadar pétrifiée, à très basse altitude. Deux ou trois passages en rase-mottes ont suffi. « C'est un avertissement », a prévenu le colonel Zdravković.

Quant à l'origine de l'incident, elle paraît peu claire. Il semble qu'il se soit agi d'une initiative isolée d'hommes pressés d'imiter l'exemple de ceux qui ont réussi dimanche à neutraliser un certain nombre de casernes de l'armée fédérale en divers points de la Croatie. Plus vraisemblablement des gardes nationaux sous-armés, qui se plaignent de se battre pratiquement à mains nues, ont pu être tentés de faire main basse sur du matériel entreposé sous leurs yeux, des canons et des mortiers notamment.

L'état des Serbes des montagnes

Depuis un certain temps déjà les casernes sont partiellement bloquées à Zadar, les fédéraux pouvant tout juste aller s'approvisionner et les Croates se tenant prêts à couper tous les accès à la moindre alerte.

La principale menace sur la cité portuaire vient toutefois de l'extérieur, de ces forces qui res-

serrent progressivement leur étau alentour. Descendant des montagnes voisines de la Krajina, à forte minorité serbe et qui s'est unilatéralement déclarée « région autonome », ceux que les Croates ne désignent que sous le nom de « terroristes » ou « tchetniks » ont régulièrement progressé, s'appuyant sur les villages serbes qui forment un arc-de-cercle à une vingtaine de kilomètres à l'est de Zadar.

Un combat inégal

L'immense structure rouge du pont de Maslanka, qui enjambe un bras de mer à moins de 30 kilomètres de la ville et constitue le principal lien routier vers le nord de la Croatie et Zagreb, est désormais aux mains des Serbes. Les forces croates s'en sont retirées pour disposer leurs premières lignes à une quinzaine de kilomètres seulement du port. Autour, les villages croates sont régulièrement pris sous les tirs serbes, très nettement audibles à Zadar. Krušovo, Islam, Latinsk, Novigrad, ont été désertés; leurs habitants se sont réfugiés à Zadar, qui a dû absorber quelque 10 000 réfugiés sur une population intra muros de 74 000 habitants.

Samedi, c'était Podgradina qui brûlait, et de toute la plaine on pouvait voir d'épaisses colonnes de fumée s'élever au-dessus des ruines. A Poljnik, Maksimal enrage de constamment battre en retraite devant les Serbes, mais « comment voulez-vous at- tacker avec pour toute arme des

kalachnikov ? ». Trente ans, silhouette massive, il est originaire d'un village voisin, mais porte le béret vert des régiments étrangers de parachutistes. Il a effectivement servi dans la Légion, mais un an seulement. « J'ai eu des problèmes familiaux », se borne-t-il à dire pour expliquer la brièveté de son service. Aujourd'hui garde national croate, il se bat aux côtés de professeurs, de commerçants ou de paysans réservistes. Il « espère » que leur parviendront les armes qui leur permettront enfin de ne plus reculer. S'il en est encore temps.

L'un des responsables locaux de la Garde nationale, ancien officier supérieur de l'armée fédérale, ne cache en effet pas

son pessimisme. Il est très au fait du dispositif serbe et des effectifs engagés contre ses hommes, et n'augure que la défaite pour les Croates et la prise à terme de Zadar. Sur quatre accès routiers à la ville, deux sont d'ores et déjà coupés vers l'est et le nord-est et les deux autres sont menacés.

Encore, vers le nord, faut-il utiliser un bac pour rejoindre la côte à la hauteur de Karlobag, à partir de l'île de Pag, qui n'est reliée à la péninsule de Zadar que par un pont qui serait facile de faire sauter. Au sud, la route menant à Sibenik (également convoitée par les Serbes de la Krajina) et à Split est toujours ouverte, mais terriblement exposée tant est étroit à cet

endroit le couloir dalmate encore sous contrôle croate.

A entendre l'officier qui tient à garder l'anonymat, l'attaque sur Zadar devrait être menée par l'est, sur deux axes, à partir de zones contrôlées par les villages serbes et où seraient déjà concentrés une trentaine de chars soviétiques par six canons de 105 et 120 mm placés sur le pont de Maslanka. Face à ce déploiement, les Croates ne peuvent opposer que deux mortiers... Autrement dit, si les irréguliers serbes et l'armée décident de passer à l'attaque, les jours de Zadar, si souvent prise, pillée, soumise au cours des siècles, sont à nouveau comptés.

Appel à l'Italie

Les habitants le savent; à commencer par le premier d'entre eux, M. Livjanić, un professeur d'italien et de français qui a quasiment élu domicile dans sa maison, au cœur historique de l'ancienne Jadara. Tandis que, sur la place carrée s'étendant au pied de l'hôtel de ville ainsi que dans les ruelles rectilignes, des hommes en tenues disparates patrouillent, le pistolet-mitrailleur ou le fusil de chasse à l'épaule, M. Livjanić multiplie les appels à l'étranger. Il en appelle surtout à l'Italie voisine, à laquelle Zadar appartenait encore il y a moins de cinquante ans, sous le nom de Zara. Il veut faire jouer la solidarité de l'ancienne puissance occupante, pour qu'elle reconnaisse la Slovénie et la Croatie, « seule voie possible pour tenter de sauver la situation ».

Plus concrètement, M. Livjanić prépare l'avenir — un avenir sombre, puisqu'il tient en un mot : évacuation. Les plans prévoient, dès que les militaires

croates jugeront imminente une attaque ou un bombardement de la ville, le transfert des femmes, enfants, vieillards — « tous ceux qui ne peuvent pas se battre » — vers les villes qui font face à Zadar.

Dans un deuxième temps, si la situation venait à s'aggraver, les habitants seraient évacués sur l'Italie. « Nous utiliserons tous les bateaux disponibles », dit M. Livjanić, qui a pris contact avec plusieurs municipalités italiennes afin de recenser les possibilités de logement d'urgence — 5 000 à 6 000 personnes, selon le maire, ont déjà fui. Chaque ferry qui quitte le port pour Ancone ou pour le port croate de Rijeka plus au nord, est bondé, comme sont remplis de réfugiés certains villages avoisinants. Dans l'attente des « barbares », selon la terminologie utilisée par M. Livjanić, celui-ci pare au plus pressé en faisant aménager des abris et en tentant de ramener au « manque des médicaments nécessaires en situation de guerre ». C'est de Romans, ville jumelée avec Zadar, qu'un premier chargement doit arriver mercredi, indique-t-il.

Dimanche à 23 heures — l'heure du couvre-feu — Zadar, qui a vu fleurir dans la journée barrières de camions et obstacles anti-chars, s'est un peu plus repliée sur elle-même. Comme la nuit précédente, la ville a été secouée par quelques explosions : des maisons serbes ont une nouvelle fois été détruites ou endommagées. « Vengeance de Croates qui ont tout perdu, famille et biens, dans la guerre », déclare le maire, qui affirme tout faire pour tenter de calmer les esprits dans une cité qui compte 10,5 % de Serbes.

YVES HELLER

SUEDE : défaite des sociaux-démocrates aux élections législatives

Le leader conservateur, M. Carl Bildt, est prêt à diriger une coalition « bourgeoise » minoritaire

Le gouvernement social-démocrate suédois de M. Ingvar Carlsson a démissionné, lundi 16 septembre, après son échec de la veille aux élections générales. Plusieurs partis non socialistes se sont déclarés prêts à former une coalition, qui sera cependant minoritaire au Parlement, où les populistes de la Nouvelle Démocratie auront une position d'arbitre entre les deux « blocs ».

STOCKHOLM

Fallaient-ils se soucier les du socialisme, ces électeurs suédois qui se répartissent jusqu'ici docilement en blocs homogènes, pour voter comme ils l'ont fait, en allant s'encourager franchement, à droite cette fois, sans se soucier du chaos que cela risquait d'entraîner ? A croire qu'ils le souhaitent. Au pouvoir depuis 1982, le Parti social-démocrate ne recueille que 37,9 % de voix, soit un recul de 5,3 % par rapport au scrutin de 1988. Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a présenté lundi 16 septembre la démission de son gouvernement. Mais la victoire annoncée du bloc de centre droit

(conservateurs, libéraux, centristes et chrétiens-démocrates) qu'on appelle ici la « coalition du trèfle à quatre feuilles » n'est pas nette.

Si les conservateurs ont progressé de 3,4 % depuis 1988 pour atteindre 21,7 %, le Parti libéral et le Parti du centre ont en revanche perdu davantage de terrain que prévu : avec 9,2 %, les libéraux sont désormais loin du brillant score de 1985 de leur leader, M. Bengt Westerberg; côté centriste, la perte de 3,3 % de voix ne leur laisse plus que 8 %.

« Les trois partis (social-démocrate, libéraux et centristes) qui ont pris de grandes responsabilités l'année dernière en s'entendant sur des questions

très importantes pour bien des années à venir ont reculé », constatent le premier ministre. La chute des libéraux et des centristes a ainsi favorisé la poussée de deux outsiders de la frange droite : les chrétiens-démocrates qui remportent 17 mandats d'un coup avec 7,3 % des voix — dont quelques-uns assurément pris aux libéraux — et les populistes de la Nouvelle Démocratie, créée en février dernier, qui, avec 6,6 %, obtiennent 24 sièges dont ils entendent bien se servir, tout en affirmant qu'ils ne recherchent pas de places au gouvernement. Autres perdants de ce scrutin : les Verts du Parti de l'environnement qui n'au-

ront tenu qu'une législature, victimes sans doute de leur manque d'homogénéité mais aussi de l'absence de grands sujets écologiques rassemblant, totalement absents du débat électoral. N'ayant pas atteint le seuil de 4 % des voix, les Verts quitteront donc l'enceinte parlementaire. Le Parti de la gauche (ex-communiste) a quant à lui survécu à l'épreuve, malgré une perte de 1,1 % et il restera au Riksdag « pour défendre ses idées (...). » « Vu que les forces de droite sont maintenant sur l'offensive, nous sommes plus nécessaires que jamais », a indiqué, satisfait, le leader de la gauche, M. Lars Werner.

Les Verts disparaissent du Riksdag

Avec 169 mandats pour le « trèfle », 156 pour la gauche socialiste et 24 pour la Nouvelle Démocratie, les « bourgeois » n'ont donc pas la majorité et la Nouvelle Démocratie est ainsi appelée à jouer un rôle d'arbitre, ce qui l'a grandement réjoui. La nouvelle a été d'ailleurs accueillie par un feu d'artifice tiré au moment même où M. Carlsson annonçait la démission de son gouvernement. Dans ce cas de figure — « le pire qui pouvait se présenter », selon M. Westerberg — il est difficile de prévoir la composition du nouveau gouverne-

ment. Ce sera sans doute une coalition, mais laquelle ? Quant à la fonction de premier ministre, elle ira très vraisemblablement au leader conservateur, M. Carl Bildt, qui, dimanche soir, s'est dit prêt à assumer cette fonction dès que le président du Parlement lui en fera la demande.

Une éventuelle coalition à quatre, « bourgeoise », non majoritaire, aurait besoin de l'appui de la Nouvelle Démocratie pour faire bloc, mais M. Westerberg a clairement indiqué que le Parti libéral refuserait toute participation à une coalition qui serait dépendante des populistes. Il n'écartera pas, en revanche, une coalition très minoritaire entre conservateurs et libéraux, qui pourrait gouverner en s'appuyant parfois sur les sociaux-démocrates.

Les leaders des partis « de droite » se félicitent en tout cas de la défaite de la gauche, une défaite que M. Bildt n'a pas hésité à qualifier d'« historique » alors que le leader chrétien-démocrate, M. Alf Svensson, parlait de victoire d'une « majorité non socialiste indubitablement compacte ». En Norvège, que la Suède critique souvent pour l'instabilité de sa politique, on se demande si « les Suédois ne se sont pas mis à imiter les Norvégiens ».

FRANÇOISE NIETO

POLOGNE : à six semaines des élections

La Diète refuse les pouvoirs spéciaux au gouvernement

La Diète polonaise a rejeté, samedi 14 septembre, le projet de loi visant à donner au gouvernement des pouvoirs spéciaux pour légiférer dans certains domaines économiques (le Monde du 7 septembre). Il n'a manqué au gouvernement que dix-neuf voix pour faire passer son projet, pour lequel la majorité des deux tiers était requise.

Le premier ministre libéral, M. Jan Krzysztof Bielecki, a indiqué que, malgré ce vote négatif, il resterait en fonctions jusqu'aux élections du 27 octobre, tout en soulignant que l'attitude des députés ne lui facilitait pas la tâche : selon le gouvernement, trente-sept projets de loi, dont dix-neuf considérés comme prioritaires, sont actuellement en souffrance. Les milieux gouvernementaux ne nourrissent cependant plus guère d'espoirs sur l'attitude de la Diète face à la demande de pouvoirs spéciaux, pas plus qu'ils ne s'attendent à voir adopter prochainement les amendements constitutionnels visant à renforcer les pouvoirs présidentiels.

Tous les groupes parlementaires issus de Solidarité ont voté en faveur du projet gouvernemental, qui s'est heurté à l'opposition des forces post-communistes. Le pouvoir polonais avait, vendredi, déjà essayé un revers à la Diète, qui a refusé d'approuver la candidature de M. Marek Dabrowski, soutenu par le président Walesa et le gouvernement, au poste de gouverneur de la Banque centrale de Pologne.

Les résultats

Partis	%	Sièges
Social-démocrate	37,9 (-5,3)	138 (-17)
Gauche (ex-communiste)	4,7 (-1,1)	17 (-4)
Conservateur	21,7 (+3,4)	79 (+13)
Libéral	9,2 (-3)	34 (-10)
Centre (ex-agriculteur)	8 (-3,3)	29 (-13)
Chrétien-démocrate	7,3 (+4,4)	27 (+27)
Nouvelle Démocratie (populiste)	6,6 (+6,6)	24 (+24)
Verts	3,4 (-2,1)	0 (-20)

Taux de participation : 85,4 %. Entre parenthèses : les variations par rapport au scrutin de septembre 1988.

فكرنا من الأصل

صكنا من الامم

EUROPE

Les tensions dans les Républiques

Le Parlement géorgien déclare les troupes soviétiques «troupes d'occupation»

Réuni dimanche 15 septembre dans une atmosphère d'extrême confusion, le Parlement de Géorgie a demandé un siège à l'ONU et déclaré les troupes soviétiques stationnées sur le territoire géorgien «troupes d'occupation».

En début de séance, la plupart des soixante-quatre députés communistes ont été expulsés du parlement, puisque le PC a été mis hors la loi à la suite du putsch de Moscou. Puis le groupe parlementaire de la table ronde, qui soutenait jusqu'ici le président Gamskhourdia, s'est scindé à propos de la publicité des débats : une partie des députés, refusant de le huis clos, a quitté le Parlement, sous les

boies des partisans de M. Gamskhourdia rassemblés à l'extérieur du bâtiment. Pendant ce temps, la violence continue entre Arméniens et Azéris : soixante-dix passagers arméniens d'un train, pris en otages vendredi par des Azéris dans l'enceinte azerbaïdjanaise de Nakhitchevan, ont été libérés samedi, mais quatorze autres sont toujours portés manquants. Les otages avaient été capturés après l'assassinat de deux bergers azéris.

Toujours dans le Caucase, mais cette fois dans la République autonome des Tchétchènes-Ingouches, administrativement rattachée à la Fédération de Russie, le Parlement local s'est dissout dimanche, tandis

que le président de cette petite République, M. Zavgayev, a été contraint de démissionner, après presque un mois de manifestations hostiles. En Azerbaïdjan, le Parti communiste a voté samedi sa dissolution, au cours d'un congrès extraordinaire présidé par le président Ayaz Moutalibov, qui a lui-même pris ses distances avec le parti après avoir, dans un premier temps, soutenu les putschistes.

Enfin, en Asie centrale, le PC d'Ouzbékistan, lui aussi réuni en congrès extraordinaire, a choisi de se transformer en «parti démocratique du peuple». — (Reuters, AFP, Tass.)

Les propositions de Moscou mécontentent les dirigeants baltes

Announced par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors de sa visite, samedi 14 septembre, dans les Etats baltes, la proposition de l'URSS de retirer ses troupes de ces pays seulement à partir du 1^{er} janvier 1994 a été mal accueillie à Riga, Vilnius et Tallin. A Riga, la capitale lettone et le siège du commandement des forces soviétiques de la Baltique, le président Anatoli Gorbunov a clairement fait savoir que sa république ne saurait s'accommoder de délais aussi longs.

M. Gorbunov estime incompatible la souveraineté de la Lettonie et le stationnement de soldats soviétiques sur son territoire. A la proposition du ministère sovié-

que de la défense d'avancer la date du début du rapatriement de ses soldats si la Lettonie aidait financièrement à leur construire des logements en URSS, M. Gorbunov a rétorqué que le problème ne se poserait pas en cas de réduction des effectifs militaires globaux du puissant voisin. De toute façon, il a déclaré n'envisager d'éventuelles discussions sur ce thème qu'avec la Russie, très favorable à une diminution des dépenses du budget de l'armée, dans le cadre «de négociations interétatiques» et non avec le pouvoir fédéral.

A propos du lien que fait Moscou entre accélération du retrait des troupes et aide économique

destinée à la construction d'habitations, le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, a déclaré : «Il ne peut y avoir d'analogue avec l'Allemagne». Les Baltes font en effet valoir qu'ils ne disposent pas, loin s'en faut, de moyens comparables à ceux de l'Allemagne sur le sol de laquelle demeurent toujours des unités envoyées par l'URSS dans l'ex-RDA. En outre, a souligné M. Landsbergis, «la Lituanie n'a jamais attaqué l'Union soviétique» et ne lui doit donc, elle, aucune réparation au titre des dommages de guerre.

Au cours de sa visite éclair, M. James Baker a annoncé une aide américaine de 14 millions de dollars pour les trois pays baltes. — (AFP.)

Un Canadien conseille les autorités de Kiev «Profession : l'Ukraine»

KIEV

de notre envoyé spécial

«Ma profession maintenant, c'est l'Ukraine», dit simplement Bohdan Hymryshyn. De fait, il ne chôme pas. Ce Canadien, né en 1928 à Koropce, près de Tarnopol en Ukraine, alors sous administration polonaise, ressemble vaguement au professeur Tournefort. Mais il n'est pas distrait, pas du tout : peut-on devenir par inadvertance une éminence grise décisive de la transition ukrainienne vers l'indépendance ?

Tout a recommencé en 1988 quand Bohdan Hymryshyn a pris ses retraites anticipées. C'était une ruse, «j'ai fait cela pour m'occuper de l'Ukraine». Je pensais venir les choses à Normand, lorsqu'on est, l'unique d'un lieu, intrinsèquement du futur. Si tout a recommencé en 1988, tout a commencé très tôt. Tout s'est peut-être noué autour d'une tragédie très ancienne : mon frère a donné sa vie en voulant parler ukrainien. Arrêté et jugé à Lvov en 1940 par les autorités soviétiques, à dix-sept ans et demi, ce frère sera tué en prison quel que temps plus tard. Un frère ainsi assassiné, la mère morte en 1957 à Lvov dans la solitude faite de pouvoir faire appel à sa famille exilée. «Je me sentais l'obligation morale de faire quelque chose pour mon pays natal».

Cet Ukrainien «libéré en 1939 par les Russes de l'occupation polonaise, en 1941 par les Allemands de l'occupation russe, en 1945 par moi-même» a la mémoire longue de toutes les diasporas.

Donnez lui un bout de papier...

Et une mémoire que n'a pas eue une vie de personnage de roman. Travailleur forcé en Autriche, prisonnier évadé, repris par les Américains dont il fouillait, la nuit, les poubelles pour survivre, se sachant le jour, Bohdan Hymryshyn échappé au rapatriement forcé auquel Yalta vouait les citoyens soviétiques. Il sera ensuite bûcheron au Canada, étudiant, et bientôt spécialiste de l'écono-statistique.

Mais c'est le monde, les gens qui m'inspirent. Il va,

Genève, assister à un cours de perfectionnement de cadres, y reste comme professeur de sociologie économique, puis devient directeur de l'Institut international de management de Genève. En fin de compte, ce qui le passionne c'est «la géopolitique, la manière de structurer les sociétés des pays». Donnez lui un bout de papier et il vous griffonnera le schéma que tout homme d'Etat devrait porter cousu dans la doublure de sa veste : comment agencer au mieux modes de vie, institutions politiques et systèmes économiques.

Après deux ans de conférences et d'activités destinées à assumer son indépendance financière : «Je ne veux pas que l'argent puisse interférer dans mes activités en faveur de l'Ukraine», Bohdan Hymryshyn entre dans le vir du sujet. Il ne va pas tarder à frapper très fort.

La gaffe de Margaret Thatcher

«Leonid Kravtchouk (le président ukrainien) est venu me rendre visite à Genève fin janvier. Il était au symposium de Davos. Il m'a demandé de devenir son conseiller. Sous cette forme je n'ai pas accepté. Kravtchouk m'a dit : vous avez raison, ça peut être gênant d'être conseiller d'un communiste. Je lui ai répondu : ça peut être gênant pour vous d'être conseiller par un Ukrainien de l'extérieur. Il n'y a pas besoin de personneliser ces choses. J'ai établi un groupe de conseillers qui conseilleront toute la présidence».

C'est ainsi que le président du Soviet suprême ukrainien, les vice-présidents et les présidents de commissions (au nombre desquels se trouvaient un petit tiers de «démocrates», souligne Bohdan Hymryshyn) se sont trouvés entourés d'une étonnante équipe informelle : Marc Lalonde, plusieurs fois ministre au Canada ; un avocat canadien, Roy Romanov, chef de l'opposition au Parlement du Saskatchewan ; le directeur de l'Institut français pour les relations internationales, Thierry de Montbrin ; Romano Prodi, universitaire de Bologne ; l'ancien ministre des affaires étrangères japonais

Saburo Okita ; le professeur Burenstam-Linder, membre du conseil d'administration de la Banque centrale de Suède et ancien ministre du commerce extérieur ; Kurt Furgler, qui fut un temps président de la Confédération helvétique ; Sir Geoffrey Howe, ancien ministre britannique des affaires étrangères ; Shirley Williams, qui détint plusieurs portefeuilles ministériels dans le gouvernement travailliste ; le financier et philanthrope américain George Soros ; Lester Thurow, économiste américain...

Et bien sûr Bohdan Hymryshyn qui préside un groupe d'experts dont le secrétaire général est assuré par un avocat américain, John Hewko, installé à Kiev. Ce groupe, rarement réuni au complet, conseille la présidence ou le président ukrainien lui-même sur diverses questions ponctuelles et pratique aussi une sorte d'ingénierie législative par une lecture critique de certains projets de loi. Dernier exemple en date : la stratégie «modeste» dit Bohdan Hymryshyn, qu'il convient d'adopter envers la Banque mondiale, le FMI et le BERD a été élaborée au sein de ce groupe d'experts.

Margaret Thatcher a failli devenir conseiller de Leonid Kravtchouk, mais, égoïste elle-même, elle a commis une gaffe rédhibitoire, déclarant qu'«on n'entend pas de relations diplomatiques avec les provinces».

Bohdan Hymryshyn préside encore la Fondation ukraino-américaine pour la renaissance qu'il a créée et qui répartit des fonds apportés par diverses autres fondations pour subventionner les projets qu'elle retient. Il s'agit dans tous les cas d'aider à recréer la société civile et de rendre la société plus ouverte. Il faut faire vite. Dans sa suite, vaste et meublée, curieusement, comme un appartement petit-bourgeois de l'hôtel Octobre, ancienne résidence du comité central du PC ukrainien, Bohdan Hymryshyn continue de déployer son inlassable activité, comme il continue d'ailleurs à le faire lorsqu'il est à Genève.

Et pour prouver qu'on peut faire très vite, Bohdan Hymryshyn a décidé la création d'une école de management à Kiev.

MICHEL KAJMAN

Alexandre Soljenitsyne prêt à revenir en Russie

Alexandre Soljenitsyne a affirmé, samedi 14 septembre, que les changements intervenus en Union soviétique rendaient plus probables ses chances de retour dans sa patrie, mais avant que les accusations de trahison portées contre lui en 1974 ne soient abandonnées.

A la suite de la publication de *L'Archipel du goulag*, un réquisitoire contre les camps de travail en URSS, l'écrivain, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans, avait été déchu de sa citoyenneté soviétique et expulsé en 1974.

«J'ai déjà dit il y a longtemps que je reviendrais et cela reste vrai. Je ne vais pas toujours vivre ici», a indiqué le Prix

Nobel de littérature, en exil avec sa famille à Cayendish (Vermont) depuis quinze ans. «Sous le férule du KGB et du Parti communiste, contre les quels j'ai toujours combattu, je ne pouvais pas revenir», a poursuivi l'écrivain, ajoutant qu'il n'avait fait pour le moment aucune tentative pour rentrer en Russie et qu'il n'avait pas d'information sur un éventuel abandon des charges de trahison.

Alexandre Soljenitsyne a dit qu'il n'était pas surpris par les récents bouleversements en Union soviétique : «Ce que j'ai prédit il y a un quart de siècle s'est produit». — (AFP, AP, Reuters.)

L'Atlantique en Business Class, l'Amérique en First Class.

Partez de Paris pour les Etats-Unis sur TWA en classe Ambassador : vous choisirez ainsi la classe affaires qui a été élue la meilleure de tous les transporteurs internationaux Américains par les lecteurs du Business Traveler International Magazine, pour la troisième année consécutive. Encore mieux, quel que soit votre point d'arrivée, vous continuerez votre voyage en 1^{re} classe sans supplément vers plus d'une centaine de destinations du réseau intérieur TWA.

"LA RÉPUBLIQUE, L'EUROPE ET L'UNIVERSEL"
Colloque Belfort, 21 et 22 septembre 1991
sous la présidence de
Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

IREP: (16) 84-28-70-96

Offre valable dans la mesure des places disponibles lors de la réservation.

EUROPE

Finlande : la crainte de l'isolement aux confins de l'Europe

Presque sans se l'avouer, Helsinki donne l'irrésistible impression de s'orienter vers l'adhésion à la Communauté

HELSINKI

de notre envoyé spécial

La Finlande, qui possède une frontière de 1 300 kilomètres avec l'URSS, destine les deux tiers de ses exportations à l'Europe occidentale. Tels sont les deux termes, contradictoires, que doit prendre en considération le gouvernement d'Helsinki au moment où se pose, avec une acuité renforcée, le problème de sa candidature à la Communauté. Pas question de prendre des distances, même légères, avec le marché unique européen alors qu'une crise économique menace, due, pour une large part, à l'effondrement des exportations vers l'URSS.

Mais le pays peut-il pour autant se jeter dans les bras d'une communauté de nations qui affirme vouloir s'ériger en union politique et se doter, à terme, d'une politique commune de défense? Même si la neutralité - statut juridique, mais aussi milieu culturel au sein duquel la Finlande s'est épanouie depuis la guerre - n'est plus un tabou (surtout depuis les bouleversements de ces dernières semaines à Moscou), sa sensibilité ne la pousse pas à perdre une nécessaire liberté de manœuvre par rapport au géant russe? Historiquement, celui-ci, indépendamment du régime, n'a jamais été un voisin facile.

La Suède, partenaire et rivale...

La création entre les Douze de la CEE et les Sept de l'Association européenne de libre échange (AELE) d'un «Espace économique européen» (EEE) avait été considérée à Helsinki comme la for-

mule idéale pour éluder un choix aussi difficile. «Il signifierait une adhésion économique mais sans adhésion politique», résume M. Tapiola, secrétaire international de l'Organisation centrale des syndicats finlandais. L'échec des négociations sur l'EEE, à Bruxelles en juillet dernier, a déçu les Finlandais. Ils se rendent compte que, même dans l'hypothèse où les difficultés techniques qui l'ont provoqué (droit de pêche, transit alpin pour les camions, fonds de solidarité au profit des pays les plus pauvres de la CEE) seraient surmontées lorsque les pourparlers reprendront à l'automne, le cœur n'y est plus.

L'EEE n'intéresse plus guère désormais la plupart des protagonistes et ne sera donc pas cette solution-miracle un moment espérée, mais tout au plus un arrangement transitoire en attendant que l'adhésion de l'Autriche et de la Suède, lesquelles ne pensent qu'à ça, puisse devenir effective. La candidature annoncée par Stockholm fin 1990 a achevé de troubler les Finlandais.

La Suède, partenaire et rivale depuis le début des temps... Les industriels finlandais, en particulier, supportent mal l'idée de se trouver, par rapport à l'Europe, dans une situation différente et moins avantageuse que leurs concurrents suédois. Une large majorité d'entre eux est favorable à l'adhésion et, au vu des sondages, l'ensemble de l'opinion publique - même si c'est de façon moins nette - partage cette orientation. Le gouvernement de coalition de centre-droite, au pouvoir depuis le printemps, va devoir ouvrir le débat sans tarder car, pour des raisons de calendrier, c'est dès le début de 1992 qu'il lui faudra sans doute trancher: si la Finlande décide d'être candidate, elle a intérêt à ce que son cas soit

traité en même temps que ceux de l'Autriche et de la Suède, autrement dit courant 1993.

Les difficultés économiques suscitent souvent une réaction de repli. Dans le cas de la Finlande, qui aujourd'hui subit un ralentissement sévère de son activité après avoir connu dix années de croissance ininterrompue, elles militent plutôt en faveur de l'adhésion. Celle-ci pourrait devenir, en effet, un ingrédient essentiel du redressement en favorisant la recherche de nouveaux débouchés à l'Ouest, en facilitant une relance des investissements en Finlande.

Chute du commerce avec l'Est

Durant des décennies, le commerce avec l'Est, composante économique de la politique de neutralité, a été très profitable à la Finlande, qui payait ses achats de pétrole à l'Union soviétique avec des livraisons de biens d'équipement et de produits de consommation. Peu sensibles à la conjoncture, elles servaient d'amortisseur lorsque les exportations vers l'Occident traversaient une passe difficile. «C'était un commerce politique, très profitable pour nous, les entreprises n'avaient pas des clients soviétiques mais des contacts politiques à Moscou», explique un éditeur, proche du Parti conservateur. De fait, en l'absence de concurrence, les industriels finlandais pouvaient demander de très bons prix.

Ces temps fastueux sont révolus. Cette année, la Finlande paie son pétrole russe en devise forte et ses ventes à l'Union soviétique ne représentent plus que 5 % ou 6 % du total de ses exportations au

lieu de 20 % en 1986 et encore 14 % en 1990. Les industries textiles et agroalimentaires ont particulièrement souffert et s'efforcent d'adapter leurs produits à la demande des pays occidentaux, sensiblement plus exigeants. «Cette réorientation connaît quelques succès. L'industrie finlandaise a su tirer profit de la forte croissance qu'a provoquée la réunification allemande, nos entreprises participent au programme de construction de logements en URSS pour les soldats de l'armée rouge rapatriés de l'ex-RDA, et que finance le budget allemand. Mais tout cela prend du temps. Dans l'intervalle, le chômage atteint 7 % de la population active. Ici, c'est un niveau historique, et il pourrait atteindre 8 % l'hiver prochain», explique M. Nieminen, le directeur du Centre d'études de l'économie finlandaise.

L'effondrement de l'économie soviétique n'explique pas tout. La Finlande, devenue au fil des ans un pays ultra-prospère, vit au-dessus de ses moyens, distribuant largement salaires et dividendes, multipliant les programmes d'équipements collectifs. Sa compétitivité s'en est trouvée sérieusement érodée. C'est notamment vrai pour la filière bois-papier, qui, en 1990, a représenté à elle seule plus de 40 % des recettes d'exportation. Ainsi, la société Enso Gutzeit, l'un des principaux groupes européens de l'industrie forestière, a vu en 1990 son bénéfice divisé par trois par rapport à 1989, supportant le ralentissement de la demande, des coûts très élevés et une concurrence nord-américaine accrue. Cette perte de compétitivité préoccupe une entreprise qui, à l'image des trois autres grands groupes forestiers finlandais, réalise 80 % de ses ventes à l'exportation. Elle est aggravée, constate l'un de ses dirigeants, par la décision récente de lier le mark finlandais à l'écu, sans avoir au préalable procédé à une dévaluation de la monnaie nationale.

Bref, le mot d'ordre aujourd'hui pour relancer l'activité est de baisser les prix. Les patrons rêvent d'obtenir le feu vert des syndicats pour des réductions de salaires; l'industrie forestière exerce une pression très vive sur les agriculteurs pour qu'ils diminuent (de 12 %) les prix du bois, et les négociations en cours visent d'ailleurs les pays de l'ALEC candidats à l'adhésion: à s'engager vis-à-vis d'une «orientation» que vous n'avez pas vous-mêmes encore définie et sur laquelle vous n'êtes pas d'accord entre vous», note ainsi un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères en faisant allusion à l'avis récemment donné par la Commission européenne à propos de la candidature de l'Autriche et à l'idée y figurant que les perspectives tracées par les Douze en matière de politique étrangère et de sécurité devront être consi-

derées comme faisant partie de l'acquis communautaire.

M. Nieminen, l'économiste, comme M. Tapiola, le syndicaliste, admettent que la neutralité finlandaise, conçue pour maintenir le pays à l'écart du conflit entre les blocs, n'est plus une nécessité. Mais, outre le fait que ce n'est pas là une opinion unanime, ils constatent que le problème spécifique finlandais, le problème géopolitique, demeure. Les références historiques sont constantes: les Finlandais pensent à leur «époque d'hiver» contre les Soviétiques en 1939, à la «sympathie» inefficace des démocrates. Bref, instruits par une expérience douloureuse, ils restent souvent convaincus qu'ils ne peuvent faire confiance qu'à eux-mêmes pour assurer leur sécurité, fût-elle européenne. «Depuis la première paix de Novgorod signée en 1223 entre la Suède (dont la Finlande faisait alors partie) et la Russie», comme dit M. Tapiola, les liens et les tensions avec le grand voisin de l'Est ont toujours été innombrables. Exemple aujourd'hui, les relations privilégiées avec l'Estonie (on évalue à 150 000 le nombre de vias qui seraient accordés par la Finlande à des Estoniens en 1991), ou encore la décision de principe prise au printemps par les présidents Manner-Koivisto et Boris Eltsine d'engager des négociations commerciales.

Le problème géopolitique

Le gouvernement puis le Parlement choisiront-ils finalement de sauter le pas? Pour le moment, ils tergiversent, et il est vrai que la position de M. Esko Aho, premier ministre et leader du Parti du centre, dont les agriculteurs composent la clientèle traditionnelle, n'est pas facile. On ignore, par ailleurs, quelle est l'intime conviction de M. Koivisto, le président de la République, à qui la Constitution reconnaît des pouvoirs importants en matière de politique étrangère. Dans l'expectative, l'administration évite de se prononcer et ironise volontiers sur les ambitions politiques de la Communauté: «Vous invitez avec beaucoup de hâte les pays de l'ALEC candidats à l'adhésion: à s'engager vis-à-vis d'une «orientation» que vous n'avez pas vous-mêmes encore définie et sur laquelle vous n'êtes pas d'accord entre vous», note ainsi un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères en faisant allusion à l'avis récemment donné par la Commission européenne à propos de la candidature de l'Autriche et à l'idée y figurant que les perspectives tracées par les Douze en matière de politique étrangère et de sécurité devront être consi-

derées comme faisant partie de l'acquis communautaire.

M. Nieminen, l'économiste, comme M. Tapiola, le syndicaliste, admettent que la neutralité finlandaise, conçue pour maintenir le pays à l'écart du conflit entre les blocs, n'est plus une nécessité. Mais, outre le fait que ce n'est pas là une opinion unanime, ils constatent que le problème spécifique finlandais, le problème géopolitique, demeure. Les références historiques sont constantes: les Finlandais pensent à leur «époque d'hiver» contre les Soviétiques en 1939, à la «sympathie» inefficace des démocrates. Bref, instruits par une expérience douloureuse, ils restent souvent convaincus qu'ils ne peuvent faire confiance qu'à eux-mêmes pour assurer leur sécurité, fût-elle européenne. «Depuis la première paix de Novgorod signée en 1223 entre la Suède (dont la Finlande faisait alors partie) et la Russie», comme dit M. Tapiola, les liens et les tensions avec le grand voisin de l'Est ont toujours été innombrables. Exemple aujourd'hui, les relations privilégiées avec l'Estonie (on évalue à 150 000 le nombre de vias qui seraient accordés par la Finlande à des Estoniens en 1991), ou encore la décision de principe prise au printemps par les présidents Manner-Koivisto et Boris Eltsine d'engager des négociations commerciales.

La Communauté, c'est l'idée dominante, devra, d'une manière ou d'une autre, tenir compte de ces réalités finlandaises. «Notre souveraineté, nous l'avons gagnée par la guerre. S'agissant des relations avec l'URSS, avec la Russie, nous ne pourrions accepter un processus de décisions supranationales où nous n'aurions que peu d'influence. Il faut que nous puissions continuer à traiter nous-mêmes nos relations avec l'Union soviétique. Nous avons là une sorte d'obligation particulière comme il en existe d'autres dans la Communauté. Comme en a, par exemple, la France vis-à-vis de l'Afrique du Nord. Ce ne devrait pas être un problème insurmontable», résume M. Nieminen, qui a consacré un ouvrage à ce dossier de la neutralité et des relations avec l'URSS. Rien n'est dit, mais, presque sans se l'avouer, la Finlande donne l'irrésistible impression de s'orienter vers l'adhésion. Si le chemin peut encore être long, l'épisode de l'espace économique européen n'apparaît déjà plus que comme une solution technique, transitoire. L'Europe à quinze, à seize, la Communauté, elle aussi, doit s'y préparer.

PHILIPPE LEMAITRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRESOR PUBLIC

DEUX DE NOS SICAV
DESTINÉES AUX PARTICULIERS
COMPTAVALOR ET TRESOR PLUS
VIENNENT D'OBTENIR
LA MEILLEURE NOTE.

Soumettre nos SICAV à l'examen d'un organisme indépendant (Standard and Poor's - ADEF), manifeste notre volonté de transparence.

Leur voir décerner la meilleure note (AAA m pour Comptavalor et AAA f pour Trésor Plus) traduit la sécurité qu'elles vous apportent :

- absence de risque sur les titres constituant leurs portefeuilles ;
- efficacité et rectitude des méthodes de leur gestion, assurée par les spécialistes de CDC TRESOR ;
- qualité du dépositaire (Caisse des dépôts et consignations).

Etre noté nous oblige à soumettre ces SICAV à des contrôles fréquents : cela garantit la permanence de la sécurité de vos placements.

En outre, chez nous, sécurité se conjugue avec performance :

- * **COMPTAVALOR** SICAV monétaire 9,41 % sur 1 an*
- ** **TRESOR PLUS** SICAV obligataire de capitalisation 10,95 % sur 1 an*

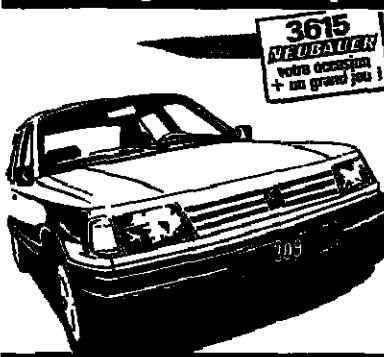
*performance du 31.08.90 au 30.08.91

TRESOR PUBLIC
VOTRE ARGENT VA FAIRE DES PROGRÈS

Une agriculture trop subventionnée

L'homme de la rue, comme l'industriel, attend de l'adhésion à la Communauté (mais aussi des engagements qui devront être pris au GATT) une baisse sensible des prix agricoles et alimentaires. Paradoxe pour le visiteur bruxellois, les productions françaises, voire allemandes, sont considérées comme admirablement rentables dans ce pays de lacs et de forêts où l'agriculture est tenue à bout de bras grâce aux subventions de l'Etat. «L'une de nos principales préoccupations au cours de l'actuelle décennie sera de régler l'affaire agricole», souligne M. Havisto à la Fédération de l'industrie finlandaise, et les fermiers rencontrés dans la région de Savolinn semblent réagissants à l'idée

Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !



- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Gratic (Sp)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 4248 21.63.21

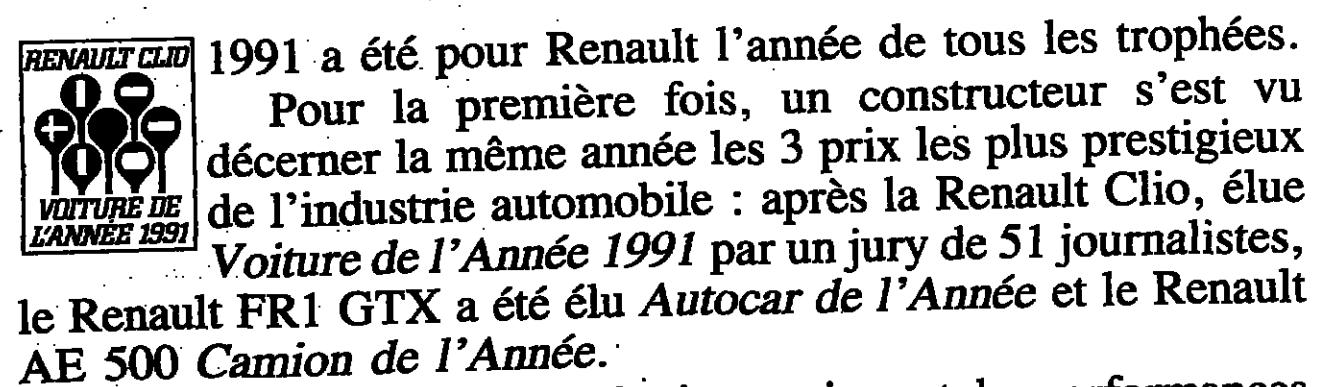
فكرنا من الأصل

ham-
des
a un
astu-
tage
onia
. du
fris-
nde

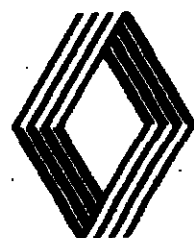
Etat
pu
ne-
évi-
rel.
nts
ent

de
tre
ti-
1, 2
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830

**Renault est
le premier constructeur
à remporter
les 3 trophées
la même année.**



Dans les trois cas, au-delà des innovations et des performances de chacun des véhicules, c'est un trait commun qui a fait la différence : la qualité.



RENAULT

ASIE

Rejetant l'accord conclu entre Manille et Washington

Le Sénat philippin se prononce contre le maintien des bases américaines

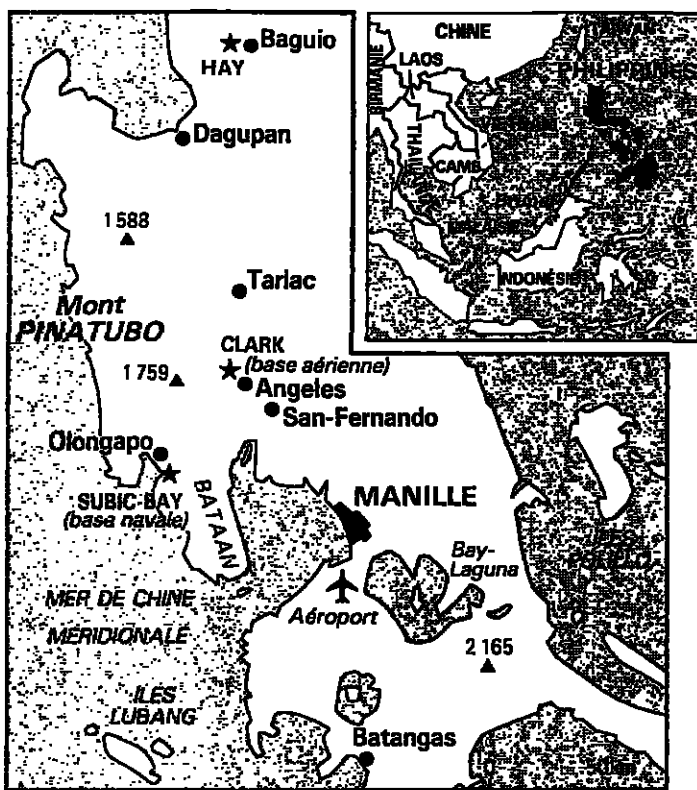
Le Sénat philippin a rejeté, lundi 16 septembre, par douze voix contre onze, l'accord entre Manille et Washington, annoncé le 17 juillet, sur la présence de bases américaines dans l'archipel. Ce vote devrait logiquement mettre un terme à un siècle de présence militaire américaine aux Philippines. Pourtant, le débat n'est pas clos, car le président, M^{re} Corason Aquino — quant à elle favorable au maintien des bases — a annoncé son intention de soumettre cette question à un référendum.

BANGKOK

de notre correspondant

La base aérienne de Clark ayant été gravement endommagée par l'éruption du mont Pinatubo, le traité annoncé en juillet, à l'issue de difficiles négociations, prévoit seulement le renouvellement, pour une période de dix ans et moyennant un loyer de 203 millions de dollars par an, du bail de l'ensemble aéronaval de Subic, sur l'île de Luzon. Il aurait fallu que les deux tiers des vingt-trois sénateurs philippins se prononcent en faveur du traité pour que ce dernier fût ratifié. La semaine dernière, onze sénateurs, dont le beau-frère de la présidente Aquino, avaient fait savoir qu'ils voteraient contre, quoi qu'il advienne.

M^{re} Cory Aquino a tout entrepris pour obtenir la ratification du traité. Elle a même pris la tête, le 10 septembre, sous une pluie torrentielle, d'une « marche sur le Sénat », tentant de ranimer l'esprit du « people's power » (le pouvoir du peuple) qui lui avait permis, en 1986, de remplacer Ferdinand Marcos. Mais, tout en réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes, la manifestation n'a pas fait changer d'avis les sénateurs hostiles au renouvellement du bail soit par principe — le vieux fond nationaliste — soit parce qu'ils en estiment les conditions désavantageuses. Le président Bush a fait savoir, pour sa part, qu'il s'agissait de sa « dernière offre ». Les Américains, a-t-il signifié la semaine der-



nière, n'ont rien de mieux à proposer. Le bail expirant lundi, l'armée américaine, qui a déjà pratiquement quitté la base aérienne de Clark, devrait donc logiquement faire ses paquets.

Vers un référendum

Les États-Unis entendent, en effet, mettre le plus rapidement possible un terme à une présence militaire ainsi devenue « extra-constitutionnelle ». Mais M^{re} Aquino, qui a annoncé qu'elle ne serait pas candidate à un second mandat présidentiel en mai 1992, n'a pas dit son dernier mot. Elle envisage d'obtenir les trois millions de signatures nécessaires (10 % du corps électoral philippin) à la tenue d'un référendum populaire sur les bases américaines.

Afin de donner une chance à

cette initiative, les Américains envisageraient, de leur côté, de geler pour un temps leur retrait militaire. Aux Philippines, l'enjeu est considérable. L'armée, qui se bat contre une insurrection animée par des communistes, est dans l'ensemble favorable à la présence militaire américaine. Les communistes ont d'ailleurs sauté sur l'occasion pour annoncer un cessez-le-feu unilatéral auquel ils mettront un terme si jamais le Sénat ratifie le traité. Un départ américain pourrait également ranimer les réseaux d'officiers d'extrême droite qui ont déjà, à sept reprises en moins de six ans, tenté de renverser le gouvernement.

Sur le plan économique, la fermeture de Subic serait une catastrophe supplémentaire dans une région qui ne s'est déjà pas remise des effets de l'éruption du mont Pinatubo. Pour l'instant, un com-

promis, qui consisterait à accorder aux Américains un délai, sans compensation, de trois ans pour se retirer, a été rejeté. La Bourse de Manille fléchit depuis plusieurs jours et certains calculent que les investisseurs étrangers, déjà peu attirés par une économie vacillante, le seront encore moins faute d'une présence militaire américaine qu'ils considèrent comme une bonne garantie.

Réaménagement militaire régional

Certains pensent qu'un référendum pourrait donner tort au Sénat philippin. Toujours en quête d'une identité, les très chrétiennes Philippines entretiennent encore des rapports ambigus avec les États-Unis. Quarante-cinq ans après avoir accordé l'indépendance à leur ancienne colonie, les États-Unis demeurent très présents dans l'archipel. Mais il faudrait que ce référendum ait lieu au plus tard début 1992 afin que les Américains ne se retrouvent pas directement impliqués dans la campagne pour l'élection du successeur de M^{re} Aquino, ce qu'ils veulent éviter à tout prix.

Sur le plan régional, la guerre froide ayant vécu, un retrait militaire américain ne modifierait pas substantiellement, du moins à court terme, l'équilibre actuel. La baie de Subic, à l'abri des typhons et dotée d'installations exceptionnelles, est sans doute irremplaçable pour la marine de guerre américaine. Mais à une époque où les Soviétiques ne maintiennent plus qu'une mince présence sur la base aéronavale vietnamienne de Cam-Ranh, qu'ils se disent d'ailleurs prêts à quitter, Subic et Clark ont perdu leur caractère impératif. Les États-Unis devront, cependant, procéder à un réaménagement compliqué et coûteux de leur présence militaire dans la région.

Il reste que les Philippines ont manqué, une fois de plus, l'occasion de modifier leurs relations avec les États-Unis en évitant un débat passionnel. Quelle que soit la solution adoptée, des oppositions latentes ont été ravivées, ce qui promet une lutte encore plus dure pour la succession de M^{re} Aquino.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré les affrontements meurtriers des jours précédents

L'accord destiné à mettre fin aux violences dans les ghettos noirs a été signé

Une vingtaine d'organisations politiques, syndicales et religieuses ont signé, samedi 14 septembre, à Johannesburg, un accord de paix, destiné à mettre fin aux affrontements entre partis rivaux qui ensanglantent les cités noires. Le document, paraphé par le président Frederik De Klerk, porte également la signature des dirigeants du Congrès national africain (ANC) et du mouvement Inkatha, à dominante zouloue.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Malgré le climat de tension qui continue de prévaloir dans les banlieues de Johannesburg — où les affrontements interethniques ont fait plus de cent vingt-cinq morts, la semaine dernière — l'accord de paix, destiné à mettre fin aux violences entre factions noires rivales, a finalement été officialisé, comme prévu, par une vingtaine d'organisations politiques, syndicales et religieuses.

Mais, si les deux principaux belligérants de la communauté noire, le Congrès national africain (ANC), présidé par M. Nelson Mandela, et le mouvement Inkatha, dirigé par le chef zoulou Mangosuthu Buthe, ont formellement accepté de déposer les armes, l'optimisme affiché par les signataires doit être largement tempéré, tant les obstacles à une véritable réconciliation entre communautés restent nombreux.

Un fossé de haine

Comme le souligne le quotidien *City Press*, l'accord a été « signé, mais pas scellé ». Le document prévoit que les signataires renoncent à toute attaque, verbale ou physique, contre leurs adversaires, et, surtout, acceptent de se soumettre à un système de contrôle de la violence. En cas de « dérapage », un mécanisme complexe, avec des commissions multipartites locales, régionales et nationales, associées aux forces de l'ordre, prévoit une médiation entre les belligérants et d'éventuelles poursuites judiciaires devant des cours spéciales de justice.

Mais le consensus, idée centrale du texte, paraît difficile à faire passer dans la réalité. Les réticences sont grandes dans les rangs de l'ANC et de l'Inkatha, dont les partisans ont continué d'en découdre.

MAROC

L'envoyé spécial du « Monde » indésirable au Sahara occidental

Le directeur de l'information au ministère de l'Intérieur et de l'Intérieur a indiqué à l'envoyé spécial du *Monde*, Jacques de Baurin, dimanche 15 septembre, à Casablanca, que les autorités marocaines « ne souhaitent pas » qu'il se rende au Sahara occidental, où un référendum d'autodétermination est en préparation. Ce responsable a présenté cette décision comme une réponse à la manière dont le journal « maltraite » systématiquement le royaume chérifien.

Plusieurs journalistes étrangers se sont récemment rendus au Sahara occidental, non sans avoir eu, parfois, un peu de mal à travailler sur place. Ainsi une équipe de télévision espagnole s'est-elle vu notamment reprocher ses méthodes de tournage.

Dans un éditorial paru il y a une semaine dans le quotidien *pro-gouvernemental le matin du Sahara*, qui passe pour refléter l'opinion du palais, M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, s'en était violemment pris, une fois encore,

comme si de rien n'était, au moment même où les participants à la « conférence de la paix » s'apprêtaient à signer l'accord. Des échauffourées très violentes ont eu lieu, à quelques centaines de mètres de l'endroit de la cérémonie à Johannesburg, l'hôtel Carlton, aux abords duquel quelque deux mille militants de l'Inkatha étaient venus manifester. L'un de ces manifestants a été tué à coups de casse-tête, lors d'un affrontement avec un groupe adverse. Au total, une dizaine de personnes ont trouvé la mort, samedi, dans la seule région de Johannesburg.

On voit mal comment le fossé de haine, qui s'est creusé entre ethnies rivales, pourrait être résorbé. La bonne volonté et l'esprit de dialogue, prônés par les signataires à l'adresse des signataires de l'accord, risquent de ne pas suffire à apaiser les choses. Le texte de l'accord a, par ailleurs, laissé de côté un problème central : celui des armées privées — dont l'usage n'a pas été formellement interdit.

Le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, a indiqué clairement qu'il n'était pas question de dissoudre l'« MK », la branche armée de l'ANC, pas plus que de démanteler les « unités de défense » anti-Inkatha, mises en place dans les cités noires. Cette question sera discutée directement avec le gouvernement, a affirmé M. Mandela. Quant à M. Buthe, il a, une nouvelle fois, revendiqué le droit des « guerriers » zoulous de porter les armes « traditionnelles » — haches de cérémonie, lances, et casse-tête. Devant les deux mille membres de son mouvement, venus narguer la police aux portes du Carlton, M. Buthe a brandi son bâton de chef, en s'écriant : « Moi aussi, je porte une arme traditionnelle ! ».

Le refus de l'extrême droite blanche de participer aux efforts de réconciliation constitue un autre sujet d'inquiétude. Réunis en congrès, dimanche, dans la région du Transvaal (Johannesburg), les dirigeants du Parti conservateur (CP), MM. Andries Treurnich et Ferdie Hartzenberg, ont accusé le président De Klerk, violemment censuré par les congressistes, de vouloir « donner à l'ANC le contrôle des forces de sécurité ». Plusieurs sections locales du CP ont proposé de créer des « groupes de défense » armés parmi la communauté blanche, et de développer les contacts au sein de l'armée et de la police pour « lutter contre la révolution à venir ». — (Interim.)

AFGHANISTAN : les retombées du désengagement américano-soviétique

La rébellion refuse la proposition de Kaboul d'un cessez-le-feu unilatéral

L'accord de désengagement d'Afghanistan conclu la semaine dernière entre Moscou et Washington a été généralement bien accueilli dans la région. Le président afghan, M. Najibullah, a proposé dimanche 15 septembre un cessez-le-feu unilatéral — sans préciser de date — et averti que les rebelles qui combattent son régime seraient tenus pour responsables d'une éventuelle poursuite des combats. Les dirigeants de la résistance ont une nouvelle fois rejeté tout cessez-le-feu immédiat.

Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré, samedi 14 septembre à Djeddah, avoir reçu un soutien « très important » de l'Arabie saoudite en vue d'un règlement négocié en Afghanistan. L'Arabie saoudite est le principal bailleur de fonds de la résistance sunnite afghane.

ISLAMABAD

Correspondance

« Il faut que les choses aillent vite », Shaharyar Mohammad Khan, un des principaux responsables de la diplomatie pakistanaise, ne cache pas son impatience, qu'il a surprenue, car Islamabad a longtemps été accusé de prolonger le conflit en poursuivant une « solution militaire ». M. Khan parle aujourd'hui de la nécessité d'un train de propositions à présenter « de préférence dans les deux ou trois mois » et qui incluraient un « calendrier de cessez-le-feu » et la mise au point d'un « mécanisme de transition crédible et impartial » à Kaboul.

La nature de cette administration provisoire qui serait chargée de pré-

parer — sur le modèle namibien — des élections dans une période de six à dix-huit mois, a été au centre des entretiens qu'ont eus, en fin de semaine dernière, à Téhéran M. Perez de Cuellar et les présidents pakistanaise et iranien, M. Ghulam Ishaq Khan et Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, selon des sources de l'ONU. Un pari ambitieux pour ce pays en proie à une extrême pauvreté et à d'éternelles rivalités ethniques, politiques et religieuses. Sans parler des influences étrangères.

Ainsi, l'Iran, qui entend défendre la minorité chiite, affirme que celle-ci représente 25 % de la population. Téhéran insiste pour que ce facteur soit pris en compte dans l'élaboration d'un règlement politique. Le chiffre iranien est contesté par les partis sunnites afghans tandis que les spécialistes avancent prudemment une estimation de 15 %. Par ailleurs, l'avenir du président Najibullah fait toujours l'objet d'une vive controverse. L'ONU estime que son mouvement, le Watan (ex-Parti démocratique du peuple d'Afghanistan) doit jouer un rôle dans la période de transition tout en soulignant qu'il pourrait céder les leviers du pouvoir (défense, intérieur, sécurité d'Etat...) et que le président ne serait pas « l'interlocuteur obligé » en cas de négociations.

La résistance divisée

De son côté, la résistance rejette tout cessez-le-feu dans l'immédiat et ses porte-parole n'ont cessé ces derniers jours de mettre en garde contre la poursuite d'une « aide clandestine » de Moscou aux « criminels de Kaboul » après la date butoir du 1^{er} janvier. « Nous espérons que les Soviétiques seront sincères » cette fois, a déclaré M. Burhanuddin Rabbani, chef du Jamiat, parti charnière entre les fondamentalistes et les traditionalistes de l'opposition afghane au Pakistan.

Une cassure est de plus en plus visible parmi ces organisations sun-

nites, avec trois partis dits « modérés » prêts à s'engager immédiatement sur la voie d'un règlement et trois autres factions dites fondamentalistes flirtant toujours avec le Jihad et l'option militaire. C'est le cas du Hezb de M. Gulbuddin Hekmatyar, qui continue d'alimenter des rumeurs d'offensive imminente sur Kaboul avec le soutien d'une partie de l'armée. Le quotidien pakistanaise *The Frontier Post* a affirmé, dimanche 15 septembre, que le Hezb disposait de deux fabriques d'armes et de stocks importants à l'intérieur de l'Afghanistan. M. Hekmatyar a longtemps été le protégé de l'ISI, les services spéciaux pakistanais. Depuis les événements du mois

dernier en URSS, la diplomatie pakistanaise insiste sur sa volonté d'accroître le processus de « règlement politique » pour stabiliser l'ensemble de la région et favoriser une « coopération économique » avec l'Afghanistan ainsi qu'avec les Républiques musulmanes d'Asie centrale.

Des contacts ont été établis pour l'ouverture d'un consulat pakistanaise à Tachkent et d'une ligne aérienne avec la capitale d'Ouzbékistan. Enfin, la question de trois millions de réfugiés afghans encore présents sur son territoire préoccupe Islamabad, qui redoute un arrêt des financements de l'ONU d'ici un an.

GAD SUTHERLAND

EN BREF

o **BANGLADESH** : vers un retour au régime parlementaire. — Consultés par référendum, dimanche 15 septembre, les électeurs se sont prononcés, à une forte majorité, pour le retour à un système parlementaire. Seulement 30 % des électeurs inscrits ont participé au scrutin. — (AFP.)

o **BURKINA** : le chef de l'Etat candidat à l'élection présidentielle. — Le capitaine Blaise Compaoré, au pouvoir depuis le coup d'Etat d'octobre 1987, a annoncé, samedi 14 septembre, sa candidature à l'élection présidentielle prévue en décembre. — (AFP.)

o **LIBAN** : mort d'un militaire népalais de la FINUL. — Un soldat népalais de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) a été tué et un autre blessé, samedi 14 septembre, dans le sud du Liban, par les tirs d'un groupe de combattants non identifiés, dont l'un des membres a été également mortellement blessé. — (AFP.)

o **SRI-LANKA** : lourd bilan des combats. — Les combats entre les rebelles tamouls et l'armée sri-lankaise ont fait 82 tués samedi 14 septembre, portant à environ 550 victimes le bilan de l'offensive gouvernementale lancée le 2 septembre. — (AFP.)

o **TUNISIE** : élections législatives partielles le 13 octobre. — Des élections partielles seront organisées, le 13 octobre, pour pourvoir à la vacance de neuf sièges au sein de la chambre des députés, a-t-on appris, samedi 14 septembre, de source officielle à Tunis. Le principal parti d'opposition, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), a annoncé qu'il ne participerait pas à ce scrutin. — (Reuters.)

o **ZATRE** : suspension de l'aide américaine. — Les États-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient leur aide au Zaïre en raison des violations des droits de l'homme et de « l'absence d'un programme économique cohérent », a précisé l'ambassade américaine à Kinshasa. Cette suspension représente une perte de quelque 13 millions de dollars. — (Reuters.)

مکتبہ من الاصل

حکومتی اہل

AFRIQUE

destinée à mettre fin
dans les ghettos noirs
à être signée

POLITIQUE

Le Monde • Mardi 17 septembre 1991 9

991 5

L'élection législative de Saint-Nazaire

Alerte pour le PS, bonne nouvelle pour le PC

Loire-Atlantique
8^e circonscription (Saint-Nazaire)

8 ^e circonscription (Saint-Nazaire)						
	5 juin 1988		12 juin 1988		15 septembre 1991	
Inscrits.....	72 067		72 065		71 240	
Votants.....	44 838		45 719		26 797	
Abstentions (%).....	37,78 %		36,55 %		62,38 %	
Suffrages exprimés.....	44 097		44 430		25 503	
Candidats et étiquettes	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Claude Evin (PS)	21 880	49,61	29 895	67,28	7 621	29,88
Etienne Garnier (RPR)	11 737	26,61	14 535	32,71	6 428	25,20
Jean-Louis Le Corre (PC)	5 855	13,27			4 103	16,08
Joël Gicquaud (Verts)					2 394	9,38
René-Marie Bouin (FN)	2 266 (1)	5,13			2 173	8,52
Jean-Claude Demare (Ecol.)					1 679	6,58
Marie-France Belin (LO)	2 359 (2)	5,34			1 105	4,33

(1) M. André Tiro. (2) M. Bernard Garnier, PNPG (pour une nouvelle politique de gauche, Comités de M. Pierre Juquin).

En ballottage favorable, M. Claude Evin essuie, avec 29,88 %, un recul de 19,73 points par rapport au premier tour des élections législatives du 5 juin 1988. C'est donc un camoufflet pour cet ancien ministre de M. Michel Rocard, qui s'attendait à un redressement de l'électorat sous l'effet conjugué d'un taux de chômage (14 %) supérieur à la moyenne nationale et des « affaires » locales, espérant néanmoins limiter les dégâts. Outre l'érosion de la cote du candidat socialiste dans ce fief de la gauche, ce scrutin aura été marqué par un taux d'abstention qui s'est élevé à 62,38 %.

Le candidat du RPR, M. Etienne Garnier, voit son écart avec M. Evin se réduire de 23 points au premier tour des élections de 1988 à 4,68 points aujourd'hui, mais il ne bénéficie pas, pour autant, des nouvelles humeurs de l'électorat, puisque son score (25,20 %) est en légère baisse par rapport aux 26,61 % qu'il avait recueillis il y a trois ans. En fait, les transferts de voix s'effectuent au profit des autres candidats. La surprise est venue de celui du PCF, M. Jean-Louis Le Corre, qui progresse de 13,27 % à 16,08 %, soit un gain de 2,81 points. Populaire maire de la

petite commune de Trignac, voisine de Saint-Nazaire, M. Le Corre n'a pas manqué d'établir un lien entre cette consultation locale et le nouveau contexte politique français et international. « C'est une leçon pour tous ceux qui ont enterré trop tôt le Parti communiste,

et il a déclaré à l'annonce des résultats, pour ceux qui veulent nous faire courber le dos. » Cette leçon ne peut que nous conforter dans la voie que nous avons choisie », a conclu M. Le Corre, qui se définit comme un « orthodoxe », soutenant la direction de son parti.

Pour sa part, la mouvance écologiste confirme sa présence au cœur du paysage politique, avec un total de 15,96 %. Le duel entre courants rivaux a tourné à l'avantage de M. Joël Gicquaud, candidat des Verts, qui devance, avec 9,38 %, M. Jean-Claude Demare, candidat d'Ecologie-Solidarité, une coalition regroupant des militants de Génération écologie et de l'Alternative rouge et verte (AREV), qui a recueilli 6,58 % des voix. « L'écologie devient de plus en plus crédible, a déclaré M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement et président de Génération écologie. Aux écologistes de prendre leur responsabilité par une attitude unitaire et responsable ! »

Le Front national et les écologistes profitent du recul de la droite et des socialistes

Les réticences des anciens membres du gouvernement de M. Michel Rocard à tenter de retrouver leur siège de député ne peuvent qu'être confortées par le résultat de M. Claude Evin dans la huitième circonscription de la Loire-Atlantique. La chute de près de vingt points en trente-neuf mois de leur ex-college a de quoi rebouter l'ancien premier ministre lui-même dans les Yvelines, ou MM. Louis Besson en Savoie, Robert Chapuis en Ardèche et Lionel Stoleru dans l'Oise, qui, pourtant, l'avaient tous emporté au second tour de 1988 avec plus de 54 % des voix.

Le recul enregistré par l'ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité est nettement supérieur à celui, de plus de quinze points, dont avait pâti, dans le Territoire de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement au premier tour de la partielle du 2 juin dernier. L'échec de la victoire de l'ancien ministre de la défense avait été mis au compte de ses positions durant le conflit du Golfe. La répétition de déconvenues électorales pour le PS montre que l'explication est plus large.

Ce n'est pas le léger et modeste

gain – bien inférieur à ce qui était espéré d'ailleurs dans le camp socialiste – enregistré dans le canton de Seynod, en Haute-Savoie, par le PS qui peut contrebalancer non seulement le revers de Saint-Nazaire, mais aussi celui de Marseille (- 9,3 points de pourcentage).

A côté d'un Parti socialiste qui voit son électorat s'effriter, le Parti communiste connaît des résultats mitigés. Il ne peut que regretter la perte du canton qu'il détenait depuis 1977 dans l'Allier, sans, toutefois, en faire porter la responsabilité à un mauvais report de voix socialistes. Alors qu'il subit une infime érosion à Marseille et à Seynod, inférieure à 1 point de pourcentage dans ces deux cantons, il progresse à Saint-Nazaire (+ 2,81 points). Cette situation tendrait à montrer que la chute électorale du PC connaît un répit.

La droite n'a pas, pour autant, de motifs légitimes de se réjouir. Si elle gagne un siège au conseil général de l'Allier, ses représentants reculent : - 1,41 point en Loire-Atlantique, - 2,83 en Haute-Savoie par rapport à 1988, - 6,94 dans les Bouches-du-Rhône par rapport à 1985. La droite n'est pas

sur la voie de récupérer l'électorat lepdiste. Au contraire : aux trois premiers tours organisés ce dimanche, les candidats du Front national progressent : + 3,39 % en Loire-Atlantique, + 8,9 % en Haute-Savoie et + 8,31 dans les Bouches-du-Rhône. A Marseille, où la bataille régionale bat déjà son plein, l'extrême droite marque indéniablement un point. Son candidat, en se démettant de son mandat le 4 juillet dernier pour protester contre l'« ostracisme » dont il se disait victime de la part de la majorité de gauche du conseil général, avait lancé un défi : les électeurs lui ont donné raison.

Les gains spectaculaires de l'extrême droite, que ce soit dans des places fortes ou en terre de mission, soulignent la crise des partis traditionnels. Des preuves supplémentaires en sont apportées par les scores des écologistes : absents en 1988, ils totalisent 15,97 % des voix en Loire-Atlantique et 4,65 % à Marseille, tandis qu'ils gagnent 3,35 points en Haute-Savoie.

ANNE CHAUSSEBOURG

La démocratie usée

Suite de la première page
Résultat : 62,38 % d'abstentions pour un enjeu qui n'est tout de même pas si mince. Premier tour d'une cantonale partielle à Marseille, dans les quartiers du Vieux Port : 79,08 % d'abstentions, 44,36 % des suffrages exprimés pour le Front national, avec, pourtant, un enjeu de taille puisque le candidat sortant appartenait au parti de M. Le Pen (1).

Ainsi les Français continuent-ils à se détourner des urnes, de leurs élus, des dirigeants politiques. Un peu comme, en 1968, les « ennemis de mai » passaient indifférents devant l'Assemblée nationale, sans un regard pour un monde qui ne les concernait plus, à ce moment précis, et qui pourtant débattait, sans écho extérieur, de l'avenir du régime et du pays. Ainsi les Français se désintéressent-ils, quatre mois après sa nomination, d'un premier ministre qui, déjà, parle sans être entendu. Ainsi tiennent-ils pour anecdotique la conférence de presse organisée, mercredi dernier, par le président de la République (2), lequel a dû renoncer, samedi, à une visite dans le Morvan pour cause de manifestation agricole.

Les causes du phénomène sont connues. La perte de confiance est banale, dès lors que chacun constate l'impuissance des gouvernements à régler le problème qui inquiète le plus, le chômage, et dès lors que se répand, au travers des scandales politico-financiers curieusement dirigés contre les seuls socialistes, le slogan réin-

venté par M. Le Pen : « Tous pourris ! » Des rêves collectifs des années 70 et du début du premier septennat de M. Mitterrand – ou de l'hostilité collective, voire revancharde, de ceux qui avaient voté contre les « social-communistes » – les Français sont passés à la songerie individuelle et morose où mûrissent souvent les grosses colères.

« Rebrancher le courant »

La désaffection civique profite – outre les écologistes – à ceux qui représentent le vote protestataire le plus radical. Au Parti communiste, ce vote est une tradition et, surprise, il se maintient, voire il progresse. Le PCF a manifesté, le week-end dernier, par le succès de la Fête de l'Humanité, qu'il reste peut-être sinon une force d'attraction, du moins un pôle d'attraction pour ceux qui, à la gauche du PS, ont encore envie et besoin d'aventure collective. Au Front national, réurgence des tréfonds d'extrême droite que la France avait étouffés depuis la guerre et des « ras-le-bol » qu'elle exprime à rythme régulier, comme au temps du poujadisme au milieu des années 50, ce vote se développe au galop. M. Le Pen profite de la vague de mécontentements, et entend récupérer à son profit la grande manifestation organisée par les agriculteurs le 29 septembre à Paris.

L'usage de la démocratie frappe d'abord les partis gestionnaires et modérés, ceux qui sont pourtant

considérés comme les seuls partis de pouvoir crédibles. Ceux que l'on peut appeler désormais les « partis du centre » courent après les événements. Dans les années 70, les socialistes avaient collectivement organisé les conditions de leur conquête du pouvoir. Aujourd'hui, la droite classique s'efforce de faire de même. En réfléchissant sur leur projet pour l'an 2000, les socialistes adaptent et réorganisent leur pensée, mais un peu tard. Chacun – PS, UDF, RPR – est en retard d'un débat. Les citoyens, électeurs ou abstentionnistes, réagissent plus vite que les politiques ne réfléchissent. Et les pulsions populaires ont rompu le contact, pour l'instant, avec la « raison » des dirigeants.

M. Michel Rocard n'est pas très original lorsqu'il affirme qu'il faut « rebrancher le courant avec la base du pays ». Il a au moins le mérite de le dire, même si, dans sa position de retrait et d'attente, ce n'est pas difficile. L'ancien premier ministre est plus audacieux lorsqu'il ajoute que, pour y parvenir, « il faut que tous les militants politiques, à commencer par le sommet, créent assez de silence pour écouter les inquiétudes sourdes ». Mais comment y répondre par le silence ?

JEAN-YVES LHOMEAU

(1) Lors des dernières consultations générales, les taux d'abstention ont été les suivants : 21,63 % (municipales 1983, premier tour), 43,30 % (européennes 1984), 21,33 % (législatives 1986, premier tour), 18,61 % (présidentielle 1988, premier tour), 34,26 % (législatives 1988, premier tour), 26,90 % (référendum sur la Nouvelle-Calédonie, 1989).

(2) Selon un sondage BVA réalisé pour l'émission « 7 sur 7 » de TF1, dimanche 15 septembre, la conférence de presse de M. Mitterrand est classée en sixième position parmi les événements de la semaine et n'est citée que par 7 % des personnes interrogées.

Trois cantonales partielles

ALLIER : canton de Montmarant (2^e tour).
Inscr., 6 236 ; vot., 4 368 ; abst., 29,95 % ; suffr. expr., 4 240.
MM. Bruno Rojoux, div. d., 2 167 voix (51,10 %), ELU ; René Mathonière, PCF, 2 073 (48,89 %).

En recueillant 48,89 % des suffrages au second tour, le PCF perd au siège qu'il détenait depuis 1977 avec René Tabutin, décédé le 17 juin dernier. Arrivé légèrement en tête (18 voix) au premier tour, M. Rojoux a creusé l'écart sur son adversaire : 94 voix les séparent. La gauche (PCF + PS) atteignait 53,73 % au premier tour. Si M. Mathonière gagne, d'un tour à l'autre, 331 voix, alors que le candidat socialiste en avait obtenu 302 au premier tour, c'est bien la plus forte mobilisation des abstentionnistes de droit qui a fait la différence et permis à M. Rojoux d'être élu dans ce canton, situé dans la circonscription de M. André Lalonde, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale et où la Fédération de l'Allier du PS avait, dès le lendemain du premier tour, appelé à voter communiste.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 6 236 ; vot., 3 969 ; abst., 36,35 % ; suffr. expr., 3 804.
MM. Rojoux, 1 768 voix (46,16 %) ; Mathonière, 1 742 (45,79 %) ; Daniel Guillaumet, PS, 302 (7,93 %).

René Tabutin avait été réélu, il y a trois ans, au second tour, avec 2 229 voix (51,03 %), contre 2 139 (48,96 %) sur 4 368 suffrages exprimés, 4 458 votants (soit 29,14 % d'abstention) et 6 292 inscrits.

BOUCHES-DU-RHÔNE : canton de Marseille-II (1^{er} tour).

Inscr., 23 092 ; vot., 4 830 ; abst., 79,08 % ; suffr. expr., 4 743.
MM. Jean Roussel, Front national, 2 104 voix (44,36 %) ; Renaud Muselier, RPR, 1 457 (30,71 %) ; Alain Lhote, PS, 438 (9,23 %) ; M^{me} Danielle Bleitrach, PC, 328 (6,91 %) ; M. Bernard Deflesselles, écol., 221 (4,65 %) ; M^{me} Fabienne Schribling, div. d., 122 (2,57 %) ; M^{me} Pierre-Louis Causse, div. d., 41 (0,86 %) ; Jean Guericolas, div. d., 32 (0,67 %). Il y a ballottage.

Cette élection, provoquée par la démission de M. Roussel sept mois avant le renouvellement général de mars 1992, place le conseiller sortant, au premier tour, largement en tête, face à la multiplication des candidatures de droite. Il avait conquis ce siège en mars 1985, en profitant des querelles internes qui agitaient le RPR, longtemps bien implanté dans ce canton du centre ville de Marseille, où la population vieillissante est en constante

diminution et les problèmes de sécurité, au premier rang des préoccupations des électeurs. Cette situation profite à M. Roussel, qui transfère du RPR après avoir figuré un temps dans les rangs du Parti républicain, a fait sienne les thèses du Front national.

En 1985, M. Roussel, soutenu par le Front national, l'avait emporté au second tour avec 6 043 voix (51,33 %) contre 5 729 (48,66 %) à M. Hyscinthe Stantini, RPR, député, conseiller général sortant, sur 11 772 suffrages exprimés, 13 027 votants (soit 55,53 % d'abstention) et 29 299 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 29 300 ; vot., 14 288 ; abst., 51,23 % ; suffr. expr., 13 988 ; MM. Stantini, 5 267 voix (37,65 %) ; Roussel, 5 044 (36,05 %) ; Albert Pigamo, PS, 2 592 (18,53 %) ; Robert Allione, PC, 1 042 (7,44 %) ; Louis Sinhalid, div. d., 43 (0,30 %).

HAUTE-SAVOIE : canton de Seynod (1^{er} tour).

Inscr., 22 764 ; vot., 8 627 ; abst., 62,10 % ; suffr. expr., 8 425.
M^{me} Françoise Camusso, UDF-CDS, adj. au m. de Seynod, 3 657 voix (43,40 %) ; MM. Jacques Poulet, PS, m. de Cran-Gevrier, 3 340 (27,77 %) ; Michel Landrillon, Front national, 1 186 (14,07 %) ; Stéphane Litroz-Barlet, Verts, 890 (10,56 %) ; André Genot, PC, 352 (4,17 %). Il y a ballottage.

[Dans ce canton à la fois rural et citadin, résidentiel et populaire, la gauche reste globalement sur ses positions des cantonales de 1988. On pensait toutefois que M. Poulet, maire de Cran-Gevrier, seconde ville de l'agglomération anaecloise, et conseiller régional, offrirait plus de résistance à la candidature de l'opposition unitaire. M^{me} Camusso, premier adjoint au maire de Seynod, les Verts progressent de 3,35 points par rapport à 1988. Le candidat du Front national, déjà présent aux précédentes cantonales, passe de 5,17 % à 14,07 %. Il est probable que l'absence d'un candidat RPR a joué en sa faveur.]

[Décreté le 29 juin dernier, Max Decaure, UDF-CDS, avait été réélu au second tour des cantonales de 1988, avec 4 897 voix (60,32 %) contre 3 161 (39,67 %) à M. Jean-Claude Destailleur, PS, sur 7 968 suffrages exprimés, 8 511 votants (soit 63,07 % d'abstention) et 22 073 inscrits. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 22 073 ; vot., 8 044 ; abst., 63,55 % ; suffr. expr., 7 946 ; Max Decaure, 3 674 voix (46,33 %) ; M^{me} Destailleur, 2 144 (26,98 %) ; Claude Desaire, RPR, 727 (9,14 %) ; Pierre Precias, Verts, 573 (7,21 %) ; Michel Landrillon, FN, 411 (5,11 %) ; André Genot, PC, 387 (4,87 %) ; Jean-Louis Authoissier, rég., 30 (0,37 %).]

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

VENISE 1090 F
MARRAKECH 1200 F
TUNIS 1280 F
ATHENES 1390 F
BANGKOK 3890 F
HERAKLION 1390 F
MONTREAL 2190 F
DAKAR 2370 F
LES ANTILLES 2600 F
LA REUNION 4200 F

Vol aller retour, départ de Paris. Prix minimum
Tapez 36 15 NF. Téléphonez au (1) 42 73 10 64

POLITIQUE

La Fête de l'Humanité

La kermesse de toutes les douleurs

La Fête de l'Humanité, marquée par de nombreux débats, a accueilli, du vendredi 13 au dimanche 15 septembre, au parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), autant de visiteurs que les années précédentes. M. Georges Marchais y a notamment insisté sur la nécessité de «confronter les idées du Parti socialiste et du Parti communiste» en relançant le projet de colloque commun aux deux formations avancé lors de sa dernière rencontre avec M. Pierre Mauroy. Les représentants des communistes «réfondeurs» ont boycotté le discours du secrétaire général du PCF en expliquant qu'ils ne voulaient pas participer à une «manifestation d'unité» autour de M. Marchais.

Le stand de la Pravda, au centre de la Cité internationale, sanctuaire des «partis frères», n'est plus ce qu'il était. Sa sobriété fait presque peine à voir. Quelques nappes modestement brodées, étalées sur des panneaux de contre-plaqué ajoutés à la hâte. Quelques insignes proposés en solde. Une vingtaine de photos et de dessins des enfants de Tchernobyl pour attester du «changement». Les éternelles poupées russes, certes, mais plus un seul livre, pas le moindre tract ni le moindre dépliant, plus aucun matériel de propagande, un seul exemplaire du journal. Le front en sueur, le nouveau rédacteur en chef de la nouvelle Vérité, Guennadi Selezniev, ne cache pas son désenchantement au public qui l'interroge en ce week-end de fête. Il explique que, pour son propre parti, dont les activités ont été «suspendues», voici venu le temps des vaches maigres. Il n'y a plus personne pour «sponsorer» l'ex-organe du comité central du PCUS bien qu'il se soit métamorphosé en «quotidien de politique générale» du PCF. La compagnie Aéroflot,

l'Intourist, l'agence Novosti, cette année, se sont défilés. «Ils ont craint de subir des représailles de la part de Boris Eltsine, explique-t-il d'un air triste. Si c'est ça la démocratie...» Guennadi Selezniev regrette aussi l'absence à son stand de tout représentant de l'ambassade d'Union soviétique en France. Il n'a à ses côtés, comme camarade, que le correspondant de l'agence Tass qui a su, lui, «résister aux pressions». Le rédacteur en chef de la Pravda n'en fait pas d'exprimer son amertume tranquille: «Johnny Hallyday est plus démocrate que l'ambassade. Il est là, lui...» Dans l'auditoire, un ancien combattant, «compagnon d'armes de l'escadillon Normandie-Niemen», compatit. Il se demande si Boris Eltsine «ne veut pas chasser les boîtes de la famille Romanov...» Guennadi Selezniev lui fait remarquer que Boris Eltsine «a été élu président par toute la Russie».

A l'entour, dans la poussière ensoleillée du parc de La Courneuve, la kermesse se moque des états d'âme. La foule est là, comme aux jours heureux. Il y a belle lurette que la Fête de l'Humanité n'appartient plus aux seuls communistes. Pourquoi le quotidien du PCF se retiendrait-il de paviser dans son édition spéciale? Haut les cœurs, camarades! C'est la consigne: «Les mots se portent bien, merci! Par centaines de milliers, ils sont là. Jeunes et moins jeunes. Dynamiques. Combattifs. La foule des grands jours. Nul ne peut l'ignorer!» Les militants ne le disent-ils pas à la cantonade? «Qui a dit qu'il n'y avait personne ici?» «Est-ce que j'ai une gueule de machabée?» Un moussachu l'a même écrit sur son tee-shirt: «Tant que je serai là, le PCF vivra!» Tout va bien, il le faut. Les organisateurs annoncent que dès 13 heures, dimanche, «plus de six cent quarante mille vignettes» auront été diffusées, soit un mieux par rapport à «la moyenne de ces dernières années». Et il y aura, dès 15 heures, «plus de sept mille six cents adhésions au Parti communiste français comptabilisées» ainsi que «sept

mille huit cents à la Jeunesse communiste» et, en prime, «près de quinze mille abonnements à l'Humanité». Bref, ce sera un «succès» qui, naturellement, revêtira une «incontestable signification politique». Ce sera un sacré démenti à ceux qui ont déjà enterré les communistes français. Roland Leroy, d'ailleurs, en a déjà donné l'assurance avant la Fête...

«On en prend plein la gueule...»

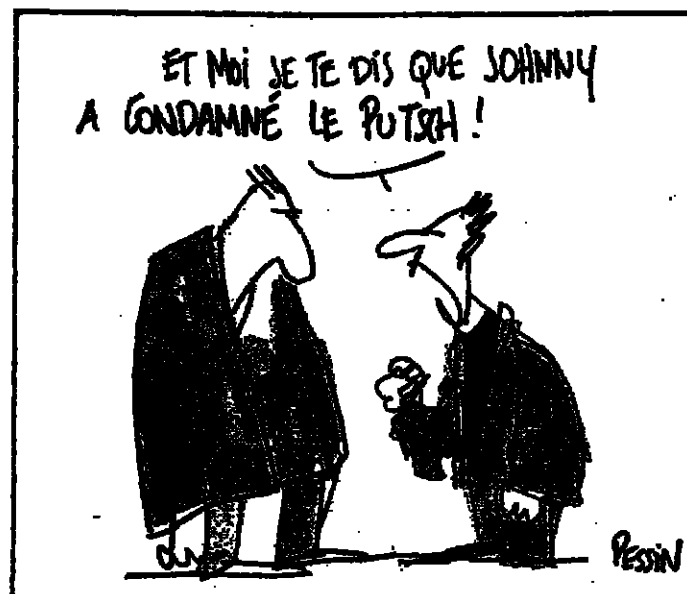
Mais où se cachent tous ces nouveaux adhérents? «C'est dur. On en prend plein la gueule à cause de l'Union soviétique...» Devant le stand de Gagny, André, le photographe qui essaie de convaincre les passants d'adhérer au PCF, se demande si sa section va pouvoir atteindre son objectif. «Nous voulons faire au moins quinze adhésions et pour l'instant nous n'en avons que six. Mais je suis content parce que ma fille vient de nous rejoindre...» Un peu plus loin, Thérèse, qui milite à Nanterre, cherche à comprendre: «Est-ce que je suis mauvaise? Je n'ai encore «fait» aucune adhésion...» La dame qu'elle vient d'intercepter en vain dans l'allée lui a demandé «quelles garanties» elle pouvait donner qu'il ne se passerait pas en France ce qui s'est passé en Union soviétique à un jour les communistes accablent au pouvoir...

Au stand de l'Humanité, Arnaud Spire et Jack Ralite, qui débattent de questions d'éthique, sont poliment interpellés par un de leurs adhérents: «Comment allez-vous remettre le rôle individuel de chaque homme au centre des préoccupations du monde ouvrier?» L'éditorialiste du quotidien du PCF cite Kant. L'ancien ministre de la Santé cherche à faire entendre sa différence de «réfondeur». «Là-bas, en Union soviétique, ils sont en train de nous rendre un fier service. C'est un bond en avant de l'histoire. Nous devons extirper nos kystes mentaux, inventer...» C'est difficile, cela passe en effet par la reconnaissance de la place de l'homme au centre de tout, cela implique de la modestie, du courage, y compris dans notre propre parti. Nous sommes à la maternité, entrons vite à l'école primaire! Jack Ralite est très applaudi.

Les autres «réfondeurs» sont en compagnie des militants bretons, Charles Fiterman y raconte avec le «reconstructeur» Claude Popper tandis que Anicet Le Pors ironise sur les propos tenus à TF1 par Georges Marchais, qui vient de justifier à nouveau le dogme du centralisme démocratique: «Ça doit correspondre chez lui à une sorte de fousmisme...» A la sortie du stand, un militant orthodoxe apostrophe l'ancien ministre de la fonction publique: «Ce n'est pas parce qu'on a été ministre qu'on a toujours raison...»

Au stand des Cahiers du communiste, un jeune militant brise un tabou: «L'effondrement du Parti communiste français ne serait-il pas lié à la personne de Georges Marchais qui, pour beaucoup, apparaît comme l'homme du stalinisme, l'homme de Moscou?» Sa question iconoclaste ne provoque aucune tempête.

Les tenants de la ligne majoritaire ne font pas la loi non plus au stand d'Economie et politique où le chef de file des économistes du parti, Philippe Herzog, suscite des applaudissements quand il justifie les critiques qu'il a adressées, lui aussi, à la direction du parti lors du dernier comité central: «Je suis peut-être trop brutal mais l'avenir du parti me tient à cœur. Nous nous battons pour des changements plus hardis. Nous ne devons pas prendre de retard. Le



parti en a absolument besoin car il est en danger.

Pendant ce temps, sur fond de bouillabaisse, à proximité du stand des Bouches-du-Rhône, Roberte s'écrit à «vendre» une adhésion à une jeune Parisienne sceptique. «En URSS, les gens qui adhèrent au Parti communiste étaient triés sur le volet, tante-t-elle, d'expliquer en désespoir de cause. Chez nous, c'est différent, nous travaillons avec tout le monde...» Sa copine Denise, elle, n'en revient pas.

«Le reflet du rayonnement»

Le grand gaillard avec lequel elle vient d'essayer d'engager la conversation l'a remercié avec un haussement d'épaule: «Oh! ça va, les cocos on les connaît!» Sa réplique: «Je vous signale que vous êtes chez les cocos» — se perd dans les flonflons d'une «bande» landaise tandis que dans la fumée des brochettes du restaurant tartiné René est aux prises avec un père de famille qui se montre moins brutal dans son refus: «Je connais beaucoup de gens de gauche qui pourraient adhérer si votre parti changeait...»

Conchita, en revanche, est tout souriante. «Non, assure cette militante venue de Gironde, la situation internationale ne pèse pas. Les gens, au contraire, parlent davantage et l'influence est le reflet du rayonnement des communistes à travers le pays. Non, pour les adhésions, ce n'est pas plus difficile que l'an dernier. Nous en ferons au moins autant, une soixantaine. Nous rencontrons beaucoup de gens qui nous disent qu'ils ont tenu à venir à la Fête, exprès, parce que tout le monde veut nous entendre...»

Un peu plus loin, sous le chapiteau de l'hebdomadaire Révolution, André Lajoinie est soumis à la douleur par un jeune camarade en rupture qui lui reproche d'avoir usé d'un discours «déconnecté des angoisses du peuple français» le jour où il a débattu à la télévision avec Jean-Marie Le Pen et qui le met au défi de citer «une seule lutte gagnée» par le PCF «depuis dix ans» ou «un seul exemple d'entreprise où les ouvriers appliquent les nouveaux critères de gestion». C'est dur, assure ce militant quinze ans que nous avons identifié socialisme et liberté, et que nous avons dénoncé le mal que les dirigeants de l'époque des pays de l'Est faisaient à leurs sociétés en refusant leur démocratisation indispensable. En Union soviétique, le stalinisme, puis le brejnevisme ont ainsi profondément dénaturé le socialisme. De ce qu'il aurait dû être, une société d'émancipation humaine, ces régimes en ont fait une société de casernes et de grilles. Il était déjà bien tard, en 1985, pour tenter de réformer cette société, de faire sauter ses blocages, de la transformer en une société socialiste moderne. Mais nous continuons aujourd'hui de penser que c'était possible.

blèmes des familles d'immigrés: «Je ne suis qu'un grain de sable, mais le Parti communiste, j'adore! Toutes ses idées sont bonnes. Mais pourquoi n'y a-t-il personne pour représenter nos idées et taper du poing sur la table?»

La fatigue d'Abraham Serfaty

Au stand d'Avancées, c'est le journaliste Roger Gicquel qui soumet à la question Pierre Zarka, chargé de l'organisation du parti au sein du bureau politique. Il l'ambuse à jurer, la main sur le cœur, qu'un PCF nouveau est né: «Personne ne s'est remis en cause plus que nous. Vous vous rendez compte de l'effort humain que ça représente...»

Aux carrefours du parc, les vendeurs de pin's font recette. On brade aussi des stylos (5 F pibon), des médailles (10 F) et autres «souvenirs du PDS», le «grand frère» de l'ex-RDA, dont l'organe affirme sa volonté de lutter «avec un peu d'humour contre cette jungle de la bureaucratie occidentale». Au stand de Zeri i Popullit, journal du Parti socialiste d'Albanie, nouveau venu à la fête, la pipe locale se vend 60 F.

Et Abraham Serfaty, dont tous les militants guettent la venue? Il est bien là. Roland Leroy l'a embrassé à son arrivée, discrète, en fin de matinée. «J'ai milité de 1945 à 1949 au sein du PCF qui

est, ne l'oublions pas, le Parti des fusillés. Je crois que cela personne ne doit l'oublier, ni moi ni le peuple français», a dit l'opposant marocain aux jacobins. Puis il a fait une brève visite au stand du Nord, sous les acclamations, entre une haine de militants en jure. Mais il n'a pas voulu prendre un vrai déjeûner: «Cela fait dix-sept ans que je mange des pâtes, a-t-il expliqué, j'ai peur d'être malade.» Mais cet «homme debout», comme le qualifie l'Humanité, ressent ses propres douleurs. Il est encore très fatigué et préfère ne pas prendre la parole sur la grande scène.

L'heure est enfin venue, pour Georges Marchais, de tenir la vedette. En cette fin d'après-midi du 15 septembre, au pied de la cathédrale de toile rouge qui a déjà célébré le talent d'Isabelle Aubret, la marée humaine réclame déjà un autre monstre sacré: «Johnny! Johnny!» Les «réfondeurs» font remarquer leur absence parmi les membres du comité central alligés, comme à la parade, derrière leur secrétaire général. Charles Fiterman vient de faire savoir, par un communiqué, que les communistes contestataires, contrairement à l'an passé, n'entendent pas «participer, dans les circonstances actuelles, à une manifestation d'unité» autour du discours dirigeant. L'ancien ministre des transports souligne qu'il n'a pas pu s'exprimer, qu'il a eu à dire, dans aucun des débats qui ont eu lieu pendant trois jours. Il estime que «les modalités et le style du meeting central de la Fête sont de toute façon à revoir car il donne au PCF une image anachronique». «Johnny! Johnny!» insiste la foule. «Johnny Hallyday, vous allez l'avoir et je vais l'écouter avec vous, répond Georges Marchais aux fans du chanteur, mais vous l'aurez d'autant plus vite que j'aurai terminé mon discours.» Vingt-six pages d'intéchaux, entrecoupées de quelques «Casse-toi!», «Dégage!» mais souvent ponctuées de gros applaudissements et conclues par une Internationale fervente.

Admirateur, au pied de la tribune, le rédacteur en chef de la Pravda continue d'épancher sa mélancolie. Guennadi Selezniev note qu'à la différence du PCUS le PCF «n'a jamais eut le pouvoir et n'a jamais été parti unique». Il y a de l'envie dans sa voix...

ALAIN ROLLAT

Le discours du secrétaire général du PCF

«Les valeurs humanistes du communisme sont vivantes et actuelles»

M. Marchais, dans son discours, a notamment déclaré, dimanche après-midi 15 septembre: «Dans ce pays capitaliste hautement développé qu'est la France, les valeurs humanistes du communisme sont vivantes et actuelles. Elles sont portées par des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes qui n'ont aucunement l'intention de renoncer à être des communistes. (...) Cela fait maintenant quinze ans que nous avons identifié socialisme et liberté, et que nous avons dénoncé le mal que les dirigeants de l'époque des pays de l'Est faisaient à leurs sociétés en refusant leur démocratisation indispensable. En Union soviétique, le stalinisme, puis le brejnevisme ont ainsi profondément dénaturé le socialisme. De ce qu'il aurait dû être, une société d'émancipation humaine, ces régimes en ont fait une société de casernes et de grilles. Il était déjà bien tard, en 1985, pour tenter de réformer cette société, de faire sauter ses blocages, de la transformer en une société socialiste moderne. Mais nous continuons aujourd'hui de penser que c'était possible.

«Confronter les idées»

«C'est pourquoi nous avons soutenu de toutes nos forces la perestroïka (...) La condition de la réussite de cette grande entreprise, c'était la démocratisation de toute la société, la participation active du peuple. Aucune révolution ne peut se faire sans lui, encore moins contre lui (...). Heureusement, le bain de sang que nous redoutions a pu être évité. Mais le putsch aura donné un avantage décisif à la droite et aux nouveaux riches.

Aujourd'hui, ce sont ces forces qui tiennent le haut du parc (...). Tout cela nous attriste beaucoup.»

Le secrétaire général du PCF, évoquant les répercussions des événements d'Union soviétique en France, a ajouté: «Ce nom de «communiste», qui, nous le portons avec une grande fierté! Nous ne voyons aucune raison d'y renoncer. Et, d'ailleurs, nous avons noté que, de son côté, le président de la République avait dit, mercredi dernier, qu'il recommandait à ses amis de ne pas céder à ceux qui leur demandent d'abandonner leur étiquette de «socialiste» (...). Il faut bien s'en rendre compte: ce qui vient de se passer en Union soviétique pose un problème à toute la gauche, à toutes les forces de progrès. Qui ou non le socialisme peut-il être autre chose que la pénurie, les chars d'assaut et, finalement, l'échec? Qui ou non y a-t-il une autre voie possible que le capitalisme? Ces questions, il est vain de tenter d'y échapper. Beaucoup d'hommes et de femmes de gauche s'interrogent à leur propos. Raison de plus, à notre avis, pour confronter, dans une initiative publique, les idées du PS et celles du PC, comme cela a été envisagé au printemps dernier (...).

«Les forces de droite, le grand patronat ont marqué des points, c'est vrai. Mais ce n'est pas tant parce qu'ils sont plus forts que parce que les forces populaires, les forces de gauche sont affaiblies et divisées. Rien de cela n'est fatal ni définitif (...). Oui, l'union fait la force! Si les Français et les Français décident de se rassembler majoritairement pour changer de politique, de pouvoir, de société, ce changement s'imposera.»

Les artistes à La Courneuve

«Je ne suis pas venu enterrer le parti»

D'ordinaire, les artistes qui se produisent à la Fête de l'Humanité font comme si de rien n'était. Vendredi soir, la tentation a été trop forte pour Jean-Jacques Burnel: «Vous connaissez le tirade de Marc-Antoine dans Jules César? a demandé le bassiste des Stranglers, qui formaient la majorité du public du vendredi soir, traditionnellement plus clairsemé que les foules du week-end.

Le reste de la programmation de la grande scène respectait les traditions de la fête. Quelques piliers — Manu Dibango, le vendredi, Hubert-Félix Thiéfaine et les Silenciers, le samedi — et, après le discours de clôture, une grande vedette populaire. Cette année, Johnny Hallyday a succédé à Georges Marchais sur la

grande scène. Le chanteur s'est déjà produit à la fête, a chanté pour le RPR et SOS-Reclame et a déclaré en avoir autant au service du Front national. Sa présence témoignait donc, tout au plus, de son inclination à se produire en plein air devant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Sur les scènes périphériques, la compagnie Bernard Lubat essayait de trouver le passage du Nord-Ouest entre jazz et rap avec le groupe IAM sous le regard (et quelques lazzi) des B-Boys descendus des cités voisines. Les espoirs du rock français (Luan Plazoff, FFF...) profitaient de l'occasion pour se rapprocher un peu du succès. Il fallait arriver à la Cité internationale, cette année plutôt à l'écart des grands axes du parc de La Courneuve, pour retrouver l'écho des grandes fêtes militantes, avec chanteurs kurdés et danseuses nigérianes, groupe de salsa approximatif et défilé de tambourinaires sud-coréens demandant le départ des troupes américaines.

THOMAS SOTINEL

La Vème République a plus de 30 ans. Ce qui avait fait son succès est à l'origine de ses excès.

Le pouvoir personnel est sans limite ni contrôle. Le rôle du Parlement est indigne d'une démocratie. La Justice est durablement en crise. Son indépendance n'est plus garantie.

Quand les Institutions fonctionnent mal, elles ne permettent pas de mieux en œuvre des politiques pour résoudre les problèmes qui se posent au pays. Il est temps de rendre la République plus républicaine.

Il est temps de construire une Vème République avec de véritables contre-pouvoirs.

La volonté en politique. C'est possible. Si vous voulez que l'Opposition gagne.

ADHÉREZ AU PARTI RADICAL



NOM
Prénom
Adresse

Tél.

Désire adhérer au Parti Radical.

1, place de Valois - 75001 PARIS
Tél. 42 61 56 32 - Fax 42 61 49 65

فكرنا من الأصل

صحة من الاصل

SOCIÉTÉ

Le Monde • Mardi 17 septembre 1991 11

991 5

Après le suicide du maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire

L'ère du soupçon

Les habitants de Saint-Sébastien-sur-Loire ont rendu, dimanche 15 septembre, un dernier hommage à leur maire qui s'est suicidé vendredi (le Monde daté 15-16 septembre). Le nom d'Yves Laurent, trente-neuf ans, conseiller général et chargé de mission auprès du ministre de la ville, avait été cité dans plusieurs journaux depuis une dizaine de jours dans l'affaire des fausses factures de la région nantaise.

NANTES

de notre envoyé spécial

Pas de déclaration. Surtout pas un mot. Comme si la paranoïa ouverte par le suicide du jeune maire de Saint-Sébastien au « parcours politique fulgurant », selon les mots du quotidien *Ouest-France*, ne devait plus se refermer. Ces visages fermés, ces lèvres serrées, ces peaux virant brutalement au bistre, c'est toute la micro-société socialiste nantaise. Entre douleur et détresse, hétéroclite et rage.

Aux journalistes accourus pour « couvrir », selon leur jargon, cette mort-là, les élus ne jetaient même plus comme dans les premières heures les mots d'« irresponsables » et d'« assassins », refusant jusqu'à leur regard. Répétés dans leurs mairies, encore frémissantes, ils cherchent à réprimer au coude à coude leur surprise et leur désarroi. Depuis tant de mois que cette mauvaise affaire de fausses factures rôde et pèse sur la région nantaise, que les allégations de l'industriel René Trager, ancien bailleur de fonds présumé de certains élus socialistes en 1986, vient les lécher, les envelopper tour à tour, impuissants devant la rumeur, empêtrés dans les rits de dossiers gigognes bien encombrés, toujours brandis, jamais véritablement « étalés ».

De la prison de Nantes s'échappent en effet les accusations de René Trager, devenu l'historien avéré des combines destinées à faire rentrer de l'argent frais dans l'escarcelle des élus locaux. Il était riche, généreux, respecté de ses « amis » socialistes, pour un peu militant. La voilà incarnée — six mois déjà — pressée de s'expliquer... Deux pas en avant, un pas en arrière. Dès vendredi, son avocat M. Patrick Descamps, s'est empressé de faire savoir que son client contestait avoir mis en cause Yves Laurent. Mais qui peut empêcher l'affaire de rattrapper ses proportions, d'enlacer tout un chacun, petit ou grand élu socialiste ?

Cette fois, ce qu'ils ressentent semaine après semaine comme une traque et qui s'appelle tout bonnement une instruction judiciaire les saisit pleinement au col. Sans convocation ni interrogatoire, sans incrimination ni incrimination des premiers rôles. Et tous, mécaniquement, évitent publiquement d'évoquer ces fausses factures de mauvaise réputation, confient leur « étonnement » à leurs attachés de presse chargés de transmettre à qui voudrait.

Une impression de lente et insupportable asphyxie, voilà ce qui les étreint en ces jours de deuil. Le petit monde politique

des élus socialistes de la Loire-Atlantique éprouve cette horrible sensation de tomber sans fin dans une marmite de poix. Un cauchemar mou.

Trop dur de parler. Trop tard. Jacques Floc'h, député (PS) et maire de Rezé, dont Yves Laurent était le suppléant, s'en va comme un orfèvre et sans un mot, le regard embué. Alain Chénard, qui fut maire de Nantes et le mentor politique d'Yves Laurent, rompt le cordon des inévitables curieux. Comme dans les drames antiques, ce sera l'un de ses proches qui traduira ses sentiments : « C'est un peu comme si son cœur avait éclaté ».

Un voile d'ambiguïté

Trop de soupçons. Trop d'entailles à la respectabilité d'un parti. Trop tard. Car cette poix tombée à gros saux sur les élus socialistes locaux, qui n'espèrent pas s'en déloger ? Qui ne souhaitent s'arracher à cette spirale de dossiers de justice, méchancetés prêtées à l'aveugle ? Yves Laurent, précisément, n'avait-il pas soulevé la veille ou l'avant-veille à ses amis, dans une de ces confidences à voix haute : « Les R 25 et les palais, ça commence à suffire. Une cure d'opposition nous ferait du bien ».

Trop beau ? Mais tellement lui. Ce fils d'ouvrier venu mourir face à l'océan, devant le cabanon de ses parents à la pointe Saint-Gildas, n'avait-il pas réussi l'impossible : rester simple en même temps qu'il engrangeait responsabilités et mandats. A trente-neuf ans, Yves Laurent n'était plus seulement le maire d'une gentille banlieue pavillonnaire de Nantes, mais l'un des pionniers des conseils municipaux d'enfants. Conseiller général, responsable PS du secteur de l'antenne, son dynamisme et sa fidélité au courant de Pierre Mauroy l'avaient conduit auprès de Michel Delabarre, ministre de la ville, dont il était l'un des conseillers.

Il avait donc réussi. Mais l'affaire avait fini par le happer à son tour, ne serait-ce que modestement. Jeudi soir, on pouvait le voir à Saint-Nazaire, dans l'entourage de Michel Rocard venu soutenir la candidature de Claude Evin aux législatives partielles. L'apparition de son nom dans le quotidien *Libération* du 4 septembre et l'événement du jeudi, paru le jour même, semblaient alors le laisser relativement serein. « Je sais qu'on m'en veut, confia-t-il à un journaliste. Cela fait partie du jeu, c'est la politique. Mais je ne me laisserai pas faire. Je ne bagarrerai pas. Ses proches notaient cependant sa nervosité.

« Le monde est pourri »

L'instruction judiciaire et la presse avaient progressé de conserve, posant questions et banderilles. Trop de banderilles ? Mais, en retour, combien de questions sans réponses ? Après avoir ainsi affirmé que le nom de M. Yves Laurent « n'apparaît nulle part » dans le dossier des fausses factures, le Parquet d'Angers n'a-t-il pas précisé que

« des instructions avaient été données aux policiers pour procéder à des auditions dans l'entourage » de ce dernier ? Ce voile d'ambiguïté, toujours.

Ces mille précautions entourant des dossiers passés désormais entre les mains de quatre juges, ce brouillard entretenu comme pour protéger et qui se dilue, en fin de compte, terrible poison... S'il se confirme qu'avant de se donner la mort Yves Laurent a bien écrit, dans une lettre destinée aux siens, « Le monde est pourri », encore faudrait-il pouvoir déterminer à quel point cette constatation désespérée vise les médias et seulement eux, ou plus globalement le système, médias, machines politiques et justice confondues.

Autant dire que le procès de la presse, engagé par Pierre Mauroy, premier secrétaire du parti socialiste, et Claude Evin, ancien ministre de la Santé, semble quelque peu hâtif. L'article de l'événement du jeudi censé avoir déterminé l'acte irréductible de l'élu socialiste était en effet prudemment tiré : « Les accusations d'un racketteur du PS ». Et l'enquête de quatre pages de l'hebdomadaire rapportait avec concision que le juge d'instruction Yves Aurélien avait aussi à étudier une histoire d'implantation d'implantation, en particulier à Saint-Sébastien-sur-Loire, dont le maire, Yves Laurent, est accusé par Trager d'avoir reçu 800 000 F de commission.

Prudence partagée par les autres journaux qui avaient relayé les derniers développements de l'enquête sur les fausses factures destinées à financer les socialistes de la région nantaise. Au point que le quotidien *Presse-Océan*, dans son édition de samedi, écartait l'idée qu'une campagne de presse ait été montée contre Yves Laurent. « Nous en sommes loin. Très loin », assurait son éditorial.

Il était en revanche curieux, sinon étrange, d'entendre des responsables socialistes mettre en demeure les « médias » et la « justice » de « s'intéresser sur les conditions de leur fonctionnement ». Comme si cela ne revenait pas, de manière tautologique, à faire porter la responsabilité du suicide d'Yves Laurent sur les journalistes et les juges, méthode accusatoire pourtant hautement dénoncée lorsqu'elle les vise.

LAURENT GRELSAMER

□ Suicide d'un chef d'entreprise nantais. — M. Paul Brothomé, cinquante-cinq ans, PDG d'Unibat Ouest, une entreprise de bâtiment et de travaux publics employant 170 personnes, s'est donné la mort le 1^{er} juillet dernier. Selon le journal *Ouest-France* du 14 septembre, M. Brothomé avait été entendu fin juin par le juge Yves Aurélien dans le cadre de l'instruction de l'affaire Trager. Son entreprise, mise en redressement judiciaire début juillet, avait été chargée de réaliser le gros œuvre de la résidence pour personnes âgées « Renaissance » à Rezé, un chantier dont le financement est au cœur de l'affaire des fausses factures de Loire-Atlantique (le Monde des 5 et 6 septembre).

Marne), l'appareil a été retrouvé dans la matinée par les policiers, abandonné dans un champ à Férolles-Atilly. Il avait été dérobé le matin même, quelques kilomètres plus au nord, sur l'aérodrome de Lognes.

□ Création d'une « Coordination nationale des banlieues ». — Une « Coordination nationale des banlieues » s'est constituée, dimanche 15 septembre, dans le but de préparer des « Assises » pour cet hiver à Lyon. Issue de Résistance des banlieues (région parisienne), de Jeunes Arabes de Lyon et banlieue (JALB) et d'associations de Lille, Marseille et Belfort, cette « coordination » entend proposer une alternative à la violence, et proposer aux ministères concernés des interlocuteurs crédibles et « non récupérés ».

PARIS

Le préfet dénonce l'intransigeance des défenseurs des mal-logés du quai de la Gare

« L'association qui encadre les familles fait de l'obstruction, au préjudice de ces familles. C'est grave. Nous sommes dans une situation de blocage », nous a déclaré M. Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, à propos de l'occupation du terrain situé 103 quai de la Rapée (13^e) par des sans-logis, pour la plupart d'origine malienne et conduits par l'association DAL (Droit au logement).

Dans son bureau de la rue Barbet-de-Jouy, M. Sautter regrette d'autant plus cette conjonction que, le jeudi 12 septembre, il a réuni onze associations caritatives et neuf organismes d'HLM, dont « Le logement pour tous » et « Ennatis », pour étudier avec eux la mise en œuvre de l'aide financière de l'Etat prévue par la loi Beson en faveur du logement des personnes défavorisées. Résultat de cette rencontre, qui mêlait « le droit et la charité » : 600 logements réhabilités en trois ans en Ile-de-France et mis à la disposition des familles menacées d'expulsion ou déjà expulsées. Mais à la préfecture de Paris, ainsi qu'à la mairie, on précise que ces occupants du quai de la Gare n'ont, dans ce cadre défini, « aucune priorité particulière puisqu'ils se sont mis en position d'illégalité en plantant leurs tentes sur un terrain appartenant à la Ville de Paris ».

Quai de la Gare, on est réservé à propos de cette réunion. On veut, en effet, être rélogé sans attendre. Pour cela, on demande toujours, deux mois après s'être installés aux abords du chantier de la Bibliothèque de France, l'application de la vieille loi de réquisition sur les logements vacants dans la capitale. Bref, le dialogue est rompu. L'abbé Pierre, soldat du camp de l'Etat, parait aujourd'hui se démarquer de l'intransigeance de l'association DAL et déclare : « Il n'y a de solution que progressive ». Début août, l'affaire, pourtant diffi-

cile à gérer, paraissait devoir être réglée, la préfecture de Paris ayant entrepris des recherches dans la capitale et en région parisienne pour trouver un hébergement décent à ces familles vivant à deux pas de la Seine entre poussière et boue. Le 27 août, le préfet avait présenté à leurs représentants un programme de relogement prévu pour environ 440 personnes. L'ultime proposition visait deux immeubles appartenant aux PTT, situés boulevard Vincent-Auriol dans le 13^e arrondissement.

Puis l'atmosphère s'est tendue. Les pouvoirs publics ont alors fait savoir à l'association DAL qu'ils souhaitaient la venue d'assistants sociaux dans le camp des sans-logis pour connaître exactement leurs besoins, afin d'adapter les propositions d'hébergement à chaque cas personnel. « En raison des obstacles mis par leurs représentants à la présence des travailleurs sociaux de la Ville, la recherche de solutions est constamment remise en cause par la difficulté d'identifier le nombre, la composition, l'origine parisienne ou de

banlieue et les ressources des familles occupant le quai de la Gare », a affirmé la préfecture. Finalement les assistants sociaux ont pu pénétrer dans le camp, le 28 août, pour deux jours. Depuis, à nouveau, portes closes. Le 18 juillet, le nombre de familles installées illégalement dans le 13^e arrondissement était de 27 ; le 23 août, on en comptait 91. Elles seraient aujourd'hui plus de 100. L'ambiance a aussi évolué à l'intérieur de ce qui apparaît à certains comme un camp retranché. Il est désormais moins facile de circuler librement parmi la ribambelle de gosses qui tapent dans de vieux chiffons roulés en boule, et l'on découvre que, au moment où le préfet connaît des heures difficiles dans ses relations avec les « rebelles » du quai de la Gare, ceux-ci disposent du téléphone et d'un fax installés par les services de l'Etat. L'affaire s'enlise, alors que, depuis le 2 septembre, les sans-logis de l'Est parisien peuvent être à tout moment expulsés de leur havre misérable.

JEAN PERRIN

La capitale ne bénéficiera plus des recettes du PMU

Un décret, signé du premier ministre et publié au *Journal officiel* du dimanche 15 septembre, confirme la décision de l'Etat de ne plus verser à la Ville de Paris la part des recettes du PMU tirées des courses sur les hippodromes de la capitale. Depuis 1945, une somme correspondant à 1,5 % des mises jouées par les parieurs aux courses de chevaux courues sur les trois hippodromes parisiens (Auteuil, Longchamp et Vincennes) était versée par l'Etat en dédommagement à la Ville de Paris, propriétaire des trois terrains. L'an dernier, le versement avait atteint le montant de 320 millions de francs.

En mai et en juin, le gouvernement a pris diverses dispositions

d'ordre financier, parmi lesquelles figuraient l'intention de ne plus effectuer ce versement. La Ville de Paris, dont le budget venait d'être amputé par l'Etat d'une diminution de 175 millions de francs de la dotation globale de fonctionnement et d'une obligation de verser 450 millions de francs au titre de l'aide aux villes pauvres, avait qualifié, par la bouche de l'adjoint au maire de Paris chargé des finances de la Ville, M. Alain Juppé, de « véritable hold-up » la suppression du versement PMU (le Monde du 11 juin). La mairie de Paris n'avait pas caché, alors, qu'elle pourrait reconsidérer les termes des concessions qui la lient aux professionnels des courses pour l'exploitation des hippodromes.

Ch. V.

Après avoir valorisé votre investissement en informatique, nous vous offrons encore davantage.

Nous sommes sur le point d'en réduire le coût. En effet, nous allons valoriser votre investissement en ressources humaines grâce à la simplification de la gestion du système, la réduction de sa complexité et la garantie de sa pérennité.

L'an dernier, Open Software Foundation annonçait son « environnement de traitement distribué » (Distributed Computing Environment) et ainsi redéfinissait et développait le concept même de l'interopérabilité multi-vendeur.

Le 17 septembre 1991, Open Software Foundation introduira sur le marché mondial cette nouvelle technologie qui remporte l'adhésion des grands constructeurs internationaux. Le même jour, Open Software Foundation annoncera « l'environnement de gestion distribuée » (Distributed Management Environment). Cet environnement vous offrira les outils nécessaires pour gérer simplement et efficacement les environnements distribués globaux.

L'informatique ouverte et distribuée d'OSF : « Freedom by design ».



Open Software Foundation
Excelsiorlaan, 32
1930 Zaventem, Belgique
Téléphone : 2 729 7853 Téléfax : 2 729 7869

OSF et Multi sont des marques déposées par Open Software Foundation, Inc.

EN BREF

□ Attentats contre les rectorats de Versailles et de Créteil. — Les rectorats de Versailles et de Créteil ont été la cible de deux attentats à l'explosif, lundi 16 septembre vers 1 heure du matin. Les engins explosifs, placés à l'extérieur de chacun des bâtiments, ont causé d'importants dégâts matériels. Au rectorat de Versailles, l'appartement du concubine, occupé par la famille de ce dernier, a été touché. Aucun blessé n'est à déplorer. Lundi 16 septembre au matin, les attentats n'avaient toujours pas été revendiqués.

□ Début de la « grève des P. V. » lancée par la FASP. — A partir de lundi 16 septembre en province, et de jeudi 19 septembre à Paris et en proche banlieue, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue) a demandé aux gar-

diens de la paix de « laisser leurs carnets de timbres-amendes au secrétariat de leur service » (le Monde du 13 septembre). Ce mouvement « d'interruption des conventions » — couramment appelé « grève des P. V. », même si les policiers n'ont pas le droit de grève — a été lancé pour une « durée illimitée », selon la FASP, afin de peser sur des négociations en cours au ministère de l'Intérieur. Les policiers verbaliseront toutefois les infractions graves au Code de la route.

□ Un fusible de « baron noir » a survolé Paris. — Un avion monomoteur de type Cap 10 a survolé Paris, dimanche 15 septembre, peu après 7 heures. Le pilote est d'abord passé sous la tour Eiffel, puis sous l'Arc de triomphe. Suivi sur les radars d'Orly jusqu'à Brie-Comte-Robert (Seine-et-

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Conflit entre le parquet et le juge Lehoux

M. Georges Boudarel peut-il bénéficier de l'amnistie ?

M^{me} Lucie Lehoux, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a rendu vendredi 13 septembre une ordonnance par laquelle elle décide, contre l'avis du parquet, d'inscrire la plainte pour « crimes contre l'humanité » concernant Georges Boudarel, cet universitaire français qui fut en 1953 commissaire politique d'un camp de prisonniers tenu par le Viet-minh en Indochine. Le parquet a aussitôt fait appel de cette décision. (Le Monde daté 15-16 septembre).

Le 13 février 1991, dans une salle du palais du Luxembourg, M. Jean-Jacques Beucier, secrétaire d'Etat à la défense puis aux anciens combattants de 1977 à 1978, jetait son mépris au visage de Georges Boudarel, maître de conférences d'histoire à l'université de Jussieu-Paris-VII. A l'universitaire qui s'apprêtait à prendre la parole dans un colloque consacré au Vietnam, l'ancien ministre giscardien, qui fut détenu pendant quatre ans dans les camps vietnamiens, lançait notamment : « Vous avez du sang sur les mains ! » en rappelant que Boudarel était, en 1953 et 1954, l'adjoint du chef du camp 113, où tant de prisonniers français sont morts de privations et de maladie.

Puis la polémique enfila. Si M. Beucier expliquait son geste par la promesse, faite à un ami mort au camp 113, de démasquer Boudarel, l'extrême droite, des royalistes au Front national, s'empara de l'affaire en multipliant manifestations et déclarations enflammées contre l'universitaire. Inversement, une quarantaine d'intellectuels apportèrent leur soutien à Georges Boudarel, qui déclara de son côté : « J'étais stalinien, je le regrette à 100 % », en soutenant que la mortalité dans les camps de prisonniers français était imputable aux difficultés d'approvisionnement et aux maladies tropicales. Il se défend donc d'avoir été un « tortionnaire ». Ses accusateurs, en revanche, assurent que les rations alimentaires des prisonniers étaient proportionnelles à leurs progrès dans la rééducation politique.

Un mois et demi plus tard, l'affaire prenait un aspect judiciaire avec la plainte pour « crimes contre l'humanité » déposée le 3 avril 1991 par M^{me} Jean-Marie Varaut, au nom de M^{me} Wladimir Solonski, ancien prisonnier du camp 113, et de l'Association nationale des anciens prisonniers et internés d'Indochine. Cependant, dans ses réquisitions, le parquet estimait qu'il n'y avait pas lieu d'informer. Condamné à mort par contumace

pour insoumission et désertion, Georges Boudarel est rentré en France en 1967, alors qu'une loi du 18 juin 1966 dispose notamment dans son article 30 : « Sont amnisties de plein droit tous crimes ou délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne et antérieure au 1^{er} octobre 1937 ». Aussi, pour le parquet, l'amnistie empêche toute nouvelle action judiciaire contre Boudarel.

Ce n'est pas l'avis de M^{me} Varaut, qui s'appuie sur le texte de la loi du 26 décembre 1964, dont l'article unique décide : « Les crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations unies du 13 février 1946, prenant acte de la définition des crimes contre l'humanité telle qu'elle figure dans la charte du tribunal international du 8 août 1945, sont imprescriptibles par leur nature ». Pour l'avocat, l'imprescriptibilité résulte de textes internationaux, qu'une loi interne ne peut donc mettre en échec, même s'il s'agit d'une loi d'amnistie. Cette interprétation supra-nationale, M^{me} Varaut l'a relevée dans l'arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1988, qui rejetait les pourvois formés par Klaus Barbie après sa condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité.

« L'hégémonie idéologique »

Parmi les moyens soulevés pour demander la cassation, la défense de Barbie soutenait qu'il avait déjà été condamné à mort par contumace en 1954 dans un jugement du tribunal permanent des forces armées de Lyon, et que le droit français ne permettait pas de juger un homme deux fois pour des faits semblables autrement qualifiés. Mais la Cour de cassation avait rejeté l'argument en observant que les accords internationaux qui régissent la poursuite des crimes contre l'humanité ont une valeur supérieure aux règles de droit interne. En se prononçant ainsi, la juridiction suprême confirmait une juridiction déjà amorce depuis 1983 par la chambre d'accusation de Lyon, qui avait justifié les conditions discutables de l'extradition de Klaus Barbie en invoquant « un ordre répressif international auquel la notion de frontière et les règles extraditionnelles qui en découlent sont fondamentalement étrangères ».

Cependant, M^{me} Lehoux justifie sa décision en présentant un autre argument. Selon le magistrat instructeur, la loi d'amnistie de 1966 ne cite pas expressément le crime contre l'humanité qui aurait figuré dans le texte si elle avait été l'intention du législateur. A cela, le parquet répond que la loi prévoit

l'amnistie de « tous crimes » dans une formulation qui exclut toute réserve.

La chambre d'accusation puis la Cour de cassation, devraient trancher. Mais il ne s'agit là que des premières escarmouches d'une âpre bataille judiciaire qui portera principalement sur cette question : le comportement de M. Boudarel de 1950 à 1953 doit-il être qualifié de crime contre l'humanité ? S'agit-il, selon la définition reprise par la Cour de cassation, « d'actes inhumains et de persécution qui, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique (...) » ?

Déjà, M^{me} Varaut associe le nazisme et le communisme dans le concept de « politique d'hégémonie idéologique », alors que certains juristes estiment que la notion de crime contre l'humanité devrait être invoquée avec discernement. En 1986, M. Pierre Truche, alors procureur général de Lyon, devenu procureur général de Paris, disait, à propos de la définition du crime contre l'humanité : « L'interprétation d'un texte de droit pénal n'a pas à être frileuse ou, à l'opposé, frivole ».

MAURICE PEYROT

DÉFENSE

Tirant les leçons de la guerre du Golfe

M. Joxe étudie l'hypothèse d'un Rafale biplace de préférence à l'actuelle version monoplace

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a demandé à ses services d'étudier l'intérêt qu'il y aurait de donner la priorité à des Rafale biplaces : de préférence à une version monoplace — pour constituer l'aviation de base de l'armée de l'air française. M. Joxe a précisé devant les auditeurs civils et militaires du Centre des hautes études de l'armement (CHEAR), à Paris, qu'aucune décision n'était encore prise en ce sens.

Se référant aux enseignements de la guerre du Golfe, le ministre de la défense a justifié son intention par des arguments opérationnels. « Alors que, dans la conception initiale du programme, la version monoplace du Rafale devait constituer l'équipement de base de l'armée de l'air, a-t-il expliqué, j'ai demandé à mes services d'étudier l'intérêt d'un avion biplace, dont les performances intrinsèques sont certes légèrement inférieures, mais dont l'équipage, par une répartition adaptée des rôles, est sans doute plus à même d'analyser les très

nombreux paramètres caractéristiques de son environnement et de tirer parti des équipements sophistiqués qui sont à bord. Les études se poursuivront sur ce thème et aucune décision n'a encore été définitivement prise ».

M. Joxe relance un débat ancien dans toutes les armées de l'air du monde entre partisans d'un avion de combat monoplace ou biplace, comme il existe des querelles d'écoles, jamais résolues, sur un avion monoracteur ou biacteur. Le Rafale est un avion biacteur. Pour des raisons de masse acceptable sur les porte-avions français, la marine a choisi la version monoplace. Outre des biplaces d'entraînement de ses pilotes en nombre limité, l'armée de l'air avait, elle aussi, retenu jusqu'à présent un avion de combat monoplace.

Deux inconvénients majeurs

La guerre du Golfe a montré que, dans un environnement tendu et risqué, deux pilotes ou un pilote et son navigateur, en tandem ou côte à côte dans leur cabine, résistent mieux au stress de la mission et sont plus efficaces en combat qu'un seul homme à bord, trop préoccupé, à la fois, de surveiller tous ses instruments et de larguer son armement en cherchant à respecter au mieux les ordres de navigation qu'on lui donne.

Mais le biplace a son revers. Dans le cas du Rafale, par exemple, il y a tout lieu d'être certain que, par rapport à la version monoplace, l'avion dont parle M. Joxe sera plus lourd de 380 kilogrammes environ et qu'il sera plus cher de 5 à 6 %. Il s'agit là de deux inconvénients majeurs. Plus lourd, le Rafale biplace de combat sera un avion où, pour compenser le poids supplémentaire, il faudra réduire l'emport en carburant et, donc, accepter un rayon d'action sans ravitaillement en vol inférieur à celui du mono-

place, alors que, précisément, la guerre du Golfe a déjà montré que les Mirage-2000 français souffraient de ce handicap. Plus cher, aussi, à l'achat, le Rafale biplace de combat entrerait en service dans une armée de l'air dont le budget d'équipement et d'entretien sera, inéluctablement, de moins en moins extensible chaque année.

Quelle que soit la décision finale, il demeure exclu que l'aéronavale, dont le monoplace est déjà plus lourd de 750 kilogrammes pour des raisons techniques d'embarquement sur un porte-avions, puisse imiter l'armée de l'air en ne commandant que des biplaces de combat. La version monoplace n'est donc pas vouée à disparaître de la panoplie de Dassault et, de plus, elle peut intéresser des clients étrangers peu fortunés.

En réalité, le problème que devra résoudre l'étude lancée par M. Joxe est de savoir quelle proportion il conviendra de fixer entre biplaces et monoplaces de combat au sein d'une armée de l'air fort divisée elle-même sur cette question.

JACQUES ISNARD

LOTOSPORTS			
RESULTATS OFFICIELS			
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

REPÈRES

ESPACE

La navette Discovery a lancé son satellite

L'équipage de la navette Discovery a réussi, dimanche 15 septembre à 4 h 23 GMT (6 h 23 heure de Paris), au troisième jour de sa mission, à placer sur orbite le satellite UARS, qui étudiera, pendant vingt-six mois, la haute atmosphère terrestre (le Monde du 14 septembre). Il va falloir plus de trois semaines aux techniciens au sol pour mettre en marche et régler les dix instruments de haute précision de l'engin. Le déploiement a été retardé de trente-cinq minutes en raison d'un problème de communication avec le sol, dû apparemment à un récepteur défectueux sur le satellite. Les ingénieurs de la NASA ont pu régler le problème en utilisant un récepteur de secours. L'équipage a dû modifier légèrement l'orbite dimanche soir, pour s'éloigner d'un débris de fusée soviétique. Discovery devrait revenir sur Terre mercredi 18. — (AFP, UPL)

MÉDECINE

Dix pays d'Amérique latine touchés par l'épidémie de choléra

Sept mois et demi après l'apparition du choléra au Pérou, l'épidémie vient de toucher le Panama, où un premier décès, sur quinze cas, a été enregistré dans la province de Darién, à la frontière avec la Colombie.

Le Panama est le dixième pays d'Amérique centrale et du Sud à être officiellement contaminé. Les pays les plus touchés restent le Pérou, l'Équateur et la Colombie. L'épidémie, qui frappe le Pérou depuis le 27 janvier, a tué 2 453 personnes, contaminé 256 000 autres, selon un dernier bilan annoncé le 8 septembre par le ministre péruvien de la santé, M. Victor Yamamoto.

En Afrique où il est endémique, le choléra connaît une flambée au Nigeria qui a enregistré plus de 6 000 morts cette année, selon un communiqué du ministère de la santé publié à Lagos. — (AFP)

RELIGIONS

Trois mille catholiques autrichiens manifestent contre leur évêque

En Autriche, à Sankt-Pölten (à 70 kilomètres à l'ouest de Vienne), trois mille catholiques, dont de nombreux prêtres, ont manifesté dans le centre de la ville, samedi 14 septembre, contre leur nouvel évêque, Mgr Kurt Krenn, qui devait être intronisé le lendemain dimanche à la cathédrale. « Oui à la foi, non à la tyrannie », disaient les banderoles.

Un prêtre a pris la parole pour mettre en cause une « Église aux structures féodales et non chrétiennes ». Mgr Krenn, ancien évêque auxiliaire de Vienne, est connu en Autriche pour ses décisions jugées autoritaires, ses prises de position et ses sermons traditionalistes.

D'autres nominations d'évêques autrichiens, y compris celle de l'archevêque de Vienne, Mgr Hermann Groer, avaient déjà soulevé des campagnes de protestation, les courants progressistes reprochant l'absence de toute consultation, de la part du pape, dans le choix des évêques.

Enfin un peu de Libération dans le Monde
et un peu d'Humanité dans le Figaro !...

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

LA REVUE DE PRESSE
D'IVAN LEVAT
8h.30

هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

Mozart, roi à Versailles

Aux mille et une façons de célébrer le divin Wolfgang, le Centre de musique baroque de Versailles vient d'ajouter la sienne : la passion

Réveiller Versailles au son de ses musiques : cinq ans déjà que le Centre de musique baroque s'y emploie. Lully, Charpentier, les musiciens de 1789 (pour l'anniversaire du bicentenaire de la Révolution), de Lalande l'an dernier, ont ainsi tour à tour été célébrés, exposés au grand soleil d'exécutions amoureuses et savantes, réhabilités. Pour 1991, Mozart s'imposait. Mais peut-on encore réhabiliter Mozart ? Les débâtres versaillais du *wunderboy* salzbourgeois, les attentes banalisées dans les salons glacés, le baiser refusé par Madame de Pompadour... trop d'imageries, pensait-on, trop de gloire aussi pour une réanimation. Et ce fut l'électrochoc. L'affaire avait bien commencé. Le Centre de musique baroque, sans même s'en aviser, avait fait coïncider le bouquet final de son week-end Mozart avec la journée « portes ouvertes » des monuments historiques. Donc entrée gratuite au château. Soit 25 000 figurants dimanche 15 septembre pour cette résurrection, la *Petite musique de nuit* coulant à flots de haut-parleurs géants dans le parc bondé, des envols de Japonais ralliés à l'Europe unipolair des états généraux du Caméscope, Woodstock autour du bassin d'Apollon pour un défilé de tambours ponctués de sonneries de chasse à courre. « La petite Diana attend sa maman près de la statue de Louis XIV », notes d'enfants, pelouses piétinées, une avidité de grand magasin à consommer toutes ces beautés. Et Versailles triomphant miraculeusement de l'insurrection touristique, le parc et le bâtiment intacts, inaltérés, les grandes eaux lavant le ciel orangeux sous tous ces yeux écarquillés, le palais veillant, royal, sur le peuple du monde venu l'admirer.

Passer aux concerts, c'était, à l'heure du thé, regarder se succéder les apparitions particulières. Bondée, la chapelle royale était un havre de paix. Et Mozart, tout naturellement, fit son entrée : l'exécution des *Vêpres solennelles* et de la *Messe du couronnement* avait été confiée au Tölzzenbach, partenaire d'Hanoncourt dans l'intégrale des *Concerts* de Bach, trente-cinq exemplaires de *wunderboy* bavarois, le plus miraculeux des chœurs d'enfants.

Les œuvres religieuses que Mozart composa pour l'archevêché de Salzbourg ne sont pas des sommets. Il



Jörg Dürmüller et Jennifer Larmore.

n'était pas question de les traiter en objets sacrés. Mais si l'on peut parler, pour les *Vêpres* en particulier, de révélation, c'est que ces petits garçons et ces adolescents abordent Mozart l'œil pétillant, le cœur battant, pas seulement avec un style éblouissant.

Un surnaturel gai

Attaques bémolées, certes, limpidité polyphonique, rythmique toujours poussée vers l'avant, nuances extraordinairement contrastées, phrases presque douloureuses à force d'être ciselées, un soprano vocalisant comme un petit dieu, des basses franches et tendues comme du bon pain. Mais quelque chose en plus, d'un peu surnaturel, et qui rend très gai : les plus jeunes de ces petits garçons seront boutonnières dans quelques années, leur voix aura mué, le miracle se sera dissipé. Ce qui fascine peut-être dans un chœur d'enfants c'est que le temps lui est compté. Et que ces stars reviendront bientôt à l'anonymat pour fustoyer d'autres chœurs.

Président du bureau du conseil d'administration du centre versaillais, « baroqueux » de la première heure, figure emblématique du renouveau français de la musique ancienne, Jean-Claude Malgoire avait prêté ses musiciens (la Grande Église et la Chambre du Roi) à Gerhard Schmidt-Gaden, père fondateur et chef attitré du chœur bavarois, avant de les diriger lui-même dans la *Messe du couronnement*. Diverses sonates d'église pour orgue, cordes et vents étaient encastrées dans le rituel, comme cela se faisait à l'époque pour faire riche, en cas de grand événement. Ce sont ces petits détails, fantasistes et authentiques à la fois, qui signent les productions du Centre.

La restauration du Théâtre royal construit par Gabriel, l'instauration d'un grand festival d'été sous la présidence de l'écrivain Pascal Quignard sont désormais plus que des projets (le Monde du 26 octobre 1990). René Jacobs partage depuis l'an dernier avec Rachel Yakar les commandes du Studio lyrique, cellule de formation spécialisée des chanteurs pour le répertoire lyrique et sacré des XVII^e et XVIII^e siècles — on leur enseigne théorie et pratique, on leur inculque un peu de musique et une culture encyclopédique, on les lance dans le métier avec un press-book personnalisé, la mode étant ce qu'elle est, il n'y a guère de chômage dans le baroque. L'arme secrète du Centre, c'est l'Atelier d'études et de recherches dont s'occupe Jean Duron (musicologue passé par la Villa Médici, il a réalisé le matériel d'Ayça pour William Christie), où travaillent cher-

cheurs et documentalistes, en liaison informelle avec le CNRS et les universités. Moins d'un centième de l'œuvre de Marc-Antoine Charpentier est gravée, toute l'œuvre de Lully n'a même pas été éditée, des travaux musicologiques essentiels ne sont plus accessibles : le patrimoine religieux du XVII^e et instrumental du XVIII^e siècle est classé en France chef-d'œuvre en péril. Recueillir des partitions au matériel éparpillé dans les bibliothèques européennes, les soumettre à une impression informatisée que des musiciens et musicologues viendront apprécier, tester et corriger avant d'en décider la gravure définitive, mettre ces « nouveautés » à la disposition des formations du Centre — outre le studio lyrique, une maîtrise de vingt-quatre écoliers et collégiens bénéficie du mi-temps pédagogique : autant d'activités pour l'Atelier. Aussi fonctionnent-ils comme le poumon du Centre, orientant la pédagogie, initiant les projets, favorisant leur diffusion à l'étranger. Un *Who's Who* de l'internationale baroque y est en voie d'établissement (qui fait quoi, et où, qu'il s'agisse de musiciens, de musicologues ou d'institutions ?)

Un centre de recherches

Une bibliothèque est en train de se constituer sur le principe d'une politique d'achat cohérente des microfilms des œuvres françaises dispersées à l'étranger. Des catalogues, vont être édités sous le label « Musique à Versailles », un bulletin d'information régulièrement diffusé aux quatre coins du monde. Initié par Maurice Fleuret (qui ne cachait pourtant pas

que ses priorités allaient à la création contemporaine), soutenu ardemment par Michel Schneider, longuement visité par le nouveau directeur de la musique, Thierry Le Roy, aux lendemains de sa nomination, le Centre de musique baroque, dans la foulée d'un fol engouement pour le passé de notre musique, est devenu le « grand chantier » inespéré dans un domaine si spécialisé, un secteur de pointe unique au monde. Dynamisé par les publications de Philippe Beaussant (il vient de publier un pamphlet sur la tragédie classique, il prépare un *Lully*), fermement géré par Vincent Berthier de Lioncourt, un ancien de la décentralisation, multipliant sans bruit — et sans frais (!) — actions et idées, le centre versaillais est un bulldozer discret.

Capable, nous le disions, de réhabiliter Mozart. Et, mieux encore, de démontrer que la liste des grands opéras de Mozart n'est pas close. A Cost, aux Noes, à Idoménée, René Jacobs a ajouté cette *Finta Semplice* que Mozart composa à douze ans sur un livret de Goldoni et dont l'exécution fut refusée par Viennese, qui l'avait commandé. Facilité du livret en une époque où les opéras bouffes foisonnaient, personnages insuffisamment caractérisés, invention musicale limitée, disait-on.

A la tête des musiciens du Concerto Köln — pages incontestées de la musique ancienne en Allemagne, musiciens infiniment sérieux sous leur apparence de rockers et de « jazzers » — aux commandes d'une escouade de très jeunes chanteurs formidablement préparés et dominés par le mezzo douloureux de Jennifer Larmore, face à une production (inaugurée cet été à Innsbruck) aussi modeste par son esthétique high tech que par son budget, le chef flamand a démontré que cette *Fausse Naïve* était du vrai théâtre, de la vraie musique, du vrai Mozart où s'entendait très distinctement (ne serait-ce que par la façon de doubler chaque personnage par un timbre instrumental déterminé) les prémices d'idylles des Noes et de Cost. Voir Jacobs diriger tout en jouant du clavier et du piano-forte, dans des récitatifs éblouissants, avec passages de relais au luth et ornements surréalistes signale emblématiquement tout ce que ce spectacle a suscité de passion et d'invention. Mise en scène strobiliforme de Christian Gagneron. Un Strehler petit budget.

ANNE REY

(1) Le budget du Centre (20 millions annuels) équivaut, par exemple, à la moitié de celui de l'Orchestre de l'Île-de-France.

CE SOIR
THEATRE SAINT-GEORGES
MARIE CHRISTINE BARRAUT DANIEL CECCALDI
ENFIN SEULS!
 Comédie de LAWRENCE ROMAN
 Adaptation et mise en scène de MICHEL FAGADAU
 Dialogues de ROGER VADIM
 Décor et costumes de CHARLIE MANGEL
NICOLAS BRIANCON et NICOLAS VAUDE
NOELLA DUSSART - PHILIPPE DEBLAUWE
LOCATION : 48 78 63 47 et agences

MERCREDI

L'accordéon véloce

Quand Saint-Domingue s'embarque aux côtés d'un instrument européen

FRANCISCO ULLOA
 ou New Morning

L'accordéon n'en finit pas de s'épancher à travers le monde. Tulle, en Corrèze, lui consacre depuis quatre ans une semaine entière de festival, nous rappelant que l'Argentine n'est pas la seule à avoir sacré une part de son identité nationale. C'est au dix-neuvième siècle, au passage des navires allemands, que l'île de Saint-Domingue a attrapé le virus de l'accordéon diatonique. Elle en a agrémenté les syncopes de son *merengue* composite, né du chaos réglé par le commerce triangulaire et dont les couches successives s'épouvaient au fil de l'histoire : tambours africains, guitares des romances espagnoles, violons américains... Grands diffuseurs de la musique créole, Saint-Domingue et ses voisines, Haïti, Cuba, Porto-Rico, ont essayé en décochant des bâches musicales qui portent jusque vers la Colombie et le Venezuela, mais aussi — juste retour à l'envoyeur — vers le Dahomey, Madagascar ou le Congo. *Merengue* dominicain, *calypso* de Trinidad ou *salsa* portoricaine sont, aujourd'hui, indissociables de la vie ordinaire de la Caraïbe.

Merengue. Le nom circule. Mais, moins chaloupé, moins urbain que la grande sœur *salsa*, le *merengue* demeure plus confidentiel en France. Les Chicas del Can avaient fait, l'année passée, un passage remarqué au New-Morning, qui proposait, samedi 14 septembre, en guise d'alternative à la Fête de l'Humanité, Francisco Ulloa, la tendance « pure » du rythme dominicain. Un bassiste

aux allures de personnage de bande dessinée, un grand escogriffe muni d'un guirra en fer blanc, front d'une sorte de peigne en laiton, un jeune homme, très noir et très sage, cajolant un tambour africain, un habile danseur aussi dodu que ses congas, un saxophoniste tout en hâches, au premier album européen vient de sortir sous le label anglais Globestyle (distribué en France par Media 7), était à Paris pour parler de jolies filles, de jeux de hanches et de célestes.

Bon chanteur, Ulloa est surtout un accordéoniste époustouflant de rapidité, vedette nationale d'un genre dont la cadence s'apparente déjà à celle d'une *salsa* révisée à la hausse. Avec ces cinq musiciens en chemise à fleurs, que rien n'arrêtait, pas même la rareté du public, la salle de jazz, qui va fêter ses dix ans en novembre prochain, prenait soudain des allures de bal de campagne créole. Les cheveux gonflés et la chemise bordée, Francisco Ulloa poussa la bonhomie jusqu'à conseiller de revenir la semaine suivante pour écouter le *merengue* soigné de Tipica Manzana, quatre Antillais et deux Hollandais qui avaient donné des échantillons de leur talent au kiosque du Luxembourg à l'occasion du festival Paris Quartier d'été.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Nuits de Noce à Tulle, jusqu'au 21 septembre, tél. : 55-28-89-80.

► Tipica Manzana, le samedi 21 septembre, à 21 h 30 au New-Morning. Tél. : 45-23-58-39.

LITTERES

Quand Rushdie apparaît...

Entouré de policiers, l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie, a reçu, dimanche 15 septembre, un prix littéraire dans un grand hôtel de Londres. C'est la première apparition publique de l'écrivain depuis sa « condamnation à mort » par l'imam Khomeiny.

L'attribution, par le Guide des écrivains de Grande-Bretagne, du prix du meilleur livre pour enfants aurait pu passer, cette année encore, quasiment inaperçue. Mais le nom et surtout la personne du lauréat, le romancier anglais d'origine indienne Salman Rushdie, devaient forcément donner à l'événement un caractère plus spectaculaire. Escorté par des policiers de la « Special Branch » de Scotland Yard, l'écrivain a fait une apparition publique, dimanche soir 15 septembre à l'hôtel Dorchester, pour recevoir ce prix, qui récompensait son livre, *Haroun et la mer des histoires* (1).

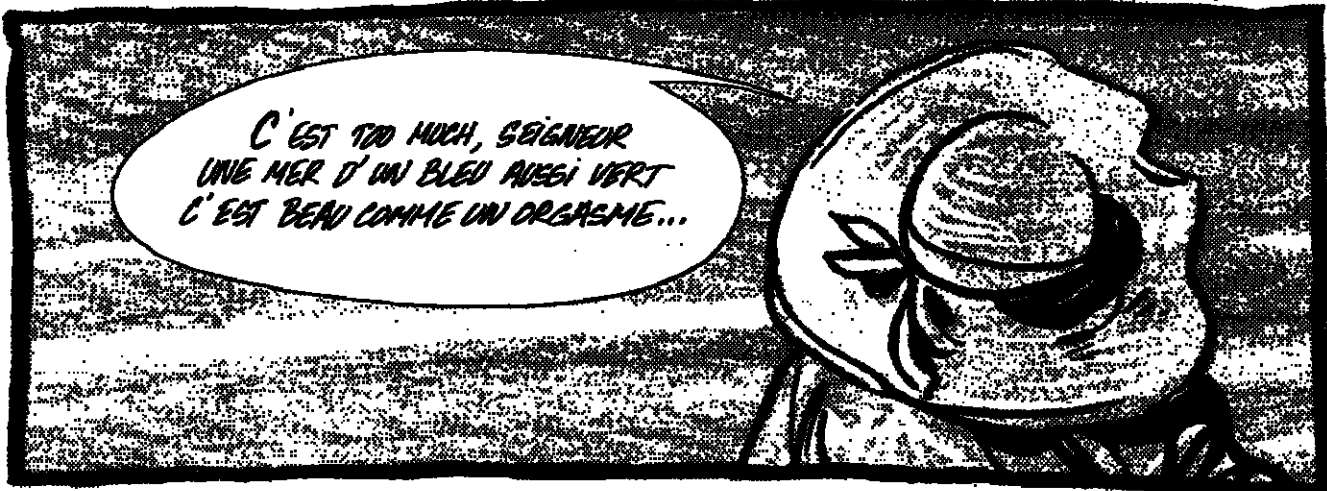
C'est en février 1989 que Salman Rushdie avait été « condamné à mort » par l'imam Khomeiny, à la suite de la publication de son livre, les *Versets sataniques*, jugé blasphématoire à l'égard de l'islam. Après la mort du leader iranien en juin 1989,

cette fatwa (décret religieux) avait été confirmée à plusieurs reprises par les responsables politiques et religieux de Téhéran, même après que l'écrivain ait révisé ses « blasphèmes », en décembre 1990. Les attentats contre ses traducteurs italiens blessés d'un coup de couteau le 3 juillet à Milan et japonais (retourné mort le 12 juillet près de Tokyo) témoignaient, s'il en était besoin, du tragique sérieux de cette condamnation. Vivant au secret en Grande-Bretagne sous la protection de la police, Salman Rushdie s'est excusé dimanche pour « la façon inhabituelle » avec laquelle il se présentait devant le public. « J'aurais préféré venir de manière plus ordinaire, j'aurais préféré venir plus tôt, mais dans ce pays libre, je ne suis pas un homme libre », a-t-il déclaré, les larmes aux yeux. Avant d'être ovationné par les participants à cette cérémonie, l'écrivain a demandé que l'on continue à le soutenir : « J'espère que vous ferez en sorte que tout le monde sache que nous ne nous ferons pas à l'idée d'un homme peut-être assassiné pour un livre », a-t-il ajouté, avant de quitter le salon de l'hôtel.

P. Ke.

(1) Voir le feuilleton de Michel Braudeau dans « Le Monde des livres » du 21 juin.

La Vieille
 Qui Marchait
 Dans La Mer.



فَكَذَّبْنَا مِنَ الْأَصْلِ

L'objectif de...

LA PAIX

BEAU ET

UN CHEF

ROZ

LA LO

LA VIEILLE

سكنا من الراحل

CULTURE

1991 5

PHOTO

L'objectif des dinosaures

« Visa pour l'image », troisième festival international du photo-reportage, se tient à Perpignan

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

La spécialité du troisième festival de photo-reportage de Perpignan est de faire venir en France quelques dinosaures de la profession, trop vite enterrés après une carrière épuisante. Dmitri Baltermants en 1989, Alfred Eisenstaedt en 1990, Carl Mydans cette année. A quatre-vingt-quatre ans, le photographe américain a la souris complice et l'œil vif, notamment quand il raconte une vie hors du commun : reportages sur le coton dans l'Amérique des années 30, création de *Life* en 1936, trois guerres (seconde guerre mondiale, Corée, Vietnam), emprisonnement aux Philippines et en Chine en 1942-1943, direction du bureau de *Time-Life* à Tokyo, avec Shelley, sa complice, qui l'a suivi jusqu'au bout du monde.

« La photo, c'est une image dans la vision et mille émotions dans la mémoire », affirme Carl Mydans, inépuisable quand il s'agit de retrouver, cinquante ans après, « tous les détails et sentiments qui ont marqué chaque prise de vue ». Ses portraits de la dépression américaine sont « autant de déchirures » ; celui représentant deux officiers français qui déjeunent imperturbables - nappes blanches et casses de munitions en guise de chaises - prédit la débâcle de 1940 ; le général MacArthur débarquant aux Philippines en 1945, pieds dans l'eau, symbolise la reconquête américaine. « MacArthur était un homme de spectacle, un showman qui savait très bien où était la caméra tout en faisant semblant de ne pas la voir », explique le photographe à propos de son image la plus illustre.

Carl Mydans éprouve une grande tendresse pour Roy Stryker, le professeur de Columbia qui « dirigeait dans les années 30 la fameuse mission de la Farm Security Administration (FSA), la plus novatrice de l'histoire de la photographie, dont le but était de « documenter les gens de la terre ». Documents qui se sont vite trans-

formés en autant de réquisitoires signés Walker Evans, Russel Lee, Dorothea Lange, Ben Shahn et Carl Mydans : « Stryker m'a envoyé faire le coton dans les États du Sud. Juste avant de partir, alors que j'avais déjà mon sac sur le dos, il me demanda : « Finalement, qu'est-ce que vous y connaissez au coton ? » Devant mon ignorance, il a annulé mon voyage et m'a donné un cours magistral de trois jours. C'était ça Stryker. La classe. » Pendant toute l'année 36, Mydans sillonna le Tennessee, la Louisiane et le Missouri, développant jour après jour ses images dans un bac à glaçons, rentrant à Washington toutes les trois semaines pour faire le point avec Stryker qui « respectait notre travail, notre regard, sans épargner ses critiques ».

Quelques « perles » américaines

Mais, à Perpignan, on a du mal à repérer ce travail, « porté » par la vie exceptionnelle de son auteur, tant l'acrobacie de l'exposition qui lui est consacrée est exacte : légendes absentes ou approximatives, omission du lien, de la date de prise de vues ou de l'événement, ruptures de ton dans la formulation. Cette négligence se retrouve la plupart des expositions où parfois manquent carrément notes biographiques et repères historiques, où les légendes sont imprécises voire inexistantes, où pullulent fautes d'orthographe et de français. L'hommage à Alain Dejean par exemple, un des derniers photojournalistes polyvalents (mode, guerre, grand reportage, portrait) est ainsi particulièrement basé.

Les deux premières éditions de Visa pour l'image méritaient l'indulgence de la nouveauté. Au moment où le festival trouve son public (cent mille visiteurs prévus en quinze jours), et monte en puissance grâce à des rencontres de professionnels, il est dommage que ce succès soit altéré par un manque de rigueur. Pratiquement aucune des trente expositions présentées à Perpignan ne semble avoir été contrôlée de bout en

bout par le festival. Elles donnent plutôt l'impression d'être livrées « clés en main », sans véritable commissaire. Le festival domine mieux, et avec un savoir-faire indéniable, les projections-spectacles en soirée, même si on pouvait attendre un peu plus de réflexion, voire de propos critique dans leur contenu.

Côté expositions, il y a pourtant quelques « perles » américaines à Perpignan : Leonard Freed, Eugene Richards, Gordon Parks (« le Monde Arts et Spectacles » du 12 septembre). Mais aussi Maggie Steber la Texane, qui se déclare « possédée », par Haiti et dont les images virent parfois de la couleur au noir et blanc, de la lumière à l'ombre, « du rêve au cauchemar ». La grande révélation du festival reste Jeff Jacobson, un Américain discret de quarante-cinq ans, au parcours singulier : docteur en droit, avocat dans les années 70, il a dû quitter la prestigieuse agence Magnum dont certains membres n'appréciaient pas ses couleurs pétantes parfois soulignées au flash. Les portraits de ses « chers Américains », qu'il croque fiévreusement depuis quinze ans, sont dans la lignée du cinéma de David Lynch, Denis Hooper ou Ridley Scott, avec « le cœur et la tendresse en plus ».

Les reportages sur la France sont quasiment absents de ce festival. On se consola avec la production de deux photographes qui incarnent les deux courants du photojournalisme français : le remuant Georges Mérlion, qui a reçu le World Press (meilleure photo de l'année) pour une image de deuil au Kosovo (Yugoslavie), et Guy Le Querrec, adepte « d'un réalisme d'enfant » en suivant une marche d'Indiens Sioux au Dakota du Sud, par « 40° », en hommage à leurs ancêtres massacrés à Wounded Knee, il y a un siècle.

MICHEL GUERRIN

Jusqu'au 22 septembre. Tél. : 68-38-97-79.

ARTS

Dessins de pierre

Gaudier-Brzeska fut l'un des grands sculpteurs issus du cubisme. Mais il mourut à vingt-quatre ans

GAUDIER-BRZESKA
Galerie Marwan Hoss

Ce serait peu dire qu'Henri Gaudier-Brzeska fut l'un des grands sculpteurs issus du cubisme. Mais il mourut à vingt-quatre ans. Ce serait peu dire qu'Henri Gaudier-Brzeska fut l'un des grands sculpteurs issus du cubisme. Mais il mourut à vingt-quatre ans. Ce serait peu dire qu'Henri Gaudier-Brzeska fut l'un des grands sculpteurs issus du cubisme. Mais il mourut à vingt-quatre ans.

Il s'y établit en 1911, mais a auparavant séjourné à Bristol où ses parents l'ont envoyé apprendre les règles du commerce. En fait d'études, il s'en va copier les antiquités du Musée du Bristol, puis émigre à Cardiff dessiner sur le port. Pour survivre, il s'emploie alors chez un marchand de charbon. Il visite ensuite la Hollande, la Belgique et l'Allemagne. Ses parents sont peu satisfaits de ses vagabondages. Ils le sont encore moins qu'il s'établisse à Paris afin de compléter son éducation dans les salles de sculpture du Louvre et se lie avec une étrangère de près de vingt ans son aînée. Gaudier et Sophie Brzeska finissent donc par s'écarter.

A Londres, en trois ans, Gaudier manifeste tant de puissance de création et d'invention qu'il devient l'un des maîtres à penser de l'avant-garde anglaise. De Jacob Epstein à Henry Moore. Il les initie à Brancusi et aux mérites des archaïques égyptiens, océaniques et africains dont les œuvres sont dans les vitrines du British Museum. Il participe à des expositions de groupe passablement provocantes. Il publie des dessins dans la revue *Rhythm*, que dirige Katherine Mansfield, et des articles d'esthétique. Il se lie avec les « vorticismes » - qui sont les futuristes londoniens - et signe l'admiration et l'amitié d'Erna Found.

Or ce sont les dessins de Gaudier que possédait Pound qu'expose Marwan Hoss et ils sont d'une stupéfiante beauté. Etudes d'anatomies féminines et masculines au fusain, plus rarement à l'encre, ils manifestent avec force la volonté d'analyse et

de construction d'un sculpteur qui observe enrobements et articulations de volumes. Il procède par plans, séparés par des arêtes très nettement tracées. Les arêtes dessinent l'armature anguleuse du corps et suggèrent pesanteur et mouvement. Les plans, soulignés et ombrés par des hachures obliques, se disposent comme autant de surfaces lisses, non point en facettes régulières mais en polygones qui s'interpénètrent.

On songe comme il se doit au style que pratiquait Picasso en 1908, tout aussi rigoureux et cézannien. Mais que l'on y songe ne diminue pas le mérite de Gaudier, car ses nus

les plus élaborés égalent les études de son inspirateur. Ils en ont la densité et la présence, l'épaisseur un peu massive et lourde qui donne à éprouver non point une silhouette mais un poids de chair et l'ossature qui l'organise. Par une géométrie architecturale, il atteint à une vérité de la figure inconnue des adeptes appliqués de l'illusionnisme réaliste. Autant dire simplement que ses dessins sont admirables.

PHILIPPE DAGEN

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001 Paris. Tél. : 42-98-37-96. Jusqu'à fin octobre.

THÉÂTRE

Zabou joue les gourdes

L'actrice, en progrès constant, donne à une « petite » pièce un tour réjouissant

CUISINE ET DÉPENDANCES
au Théâtre La Bruyère

C'est une toute petite pièce, excessivement fragile, car, apparemment, rédigée avec une incroyable humilité. Jean-Pierre Bacri et Agnès Jaoui, qui signent *Cuisine et dépendances*, paraissent s'être méfiés d'eux-mêmes et de leur capacité à juger de la société dans laquelle nous vivons. Ils ont bien conscience, comme beaucoup, de l'arrogance de l'argent, le culte de la réussite sociale, l'individualisme croissant d'êtres qui, bien des années plus tôt, s'étaient fait pourtant le serment d'une amitié indestructible, la révolte stérile de quelques-uns qui confondent lucidité et isolement.

Les thèmes de la pièce, on le voit, sont d'actualité, et solides. Les deux coauteurs, pourtant, les abordent par le bas, ce qui n'apporte pas une quelconque distance, mais plutôt un éloignement préjudiciable. Du coup, *Cuisine et dépendances* est un divertissement sans vigueur ni enjeu. Sinon de nous faire rire, ce à quoi il parvient très souvent. Dans la tradition de Barillet et Grédy plutôt que de Labiche, ce qui est étonnant de la part de jeunes gens habitués à des paris infiniment plus risqués - Agnès Jaoui nous a été

révélée par Patrice Chéreau, Jean-Pierre Bacri par un certain nombre de films (Kuryls, Fansten, Curlewin, Mocky...) méchamment réjouissants. Dommage.

Quelques gags d'écriture sont très réussis, d'autres moins, comme ce coup de fil de Bacri à un concierge d'hôtel minable vraiment longuet. Le rythme et les coups de théâtre de la mise en scène de Stephan Meldegg sont sagement efficaces. La grande satisfaction de la soirée vient des interprètes. Bacri en intello bourru, Sam Karmann en cadre moyen, Agnès Jaoui en journaliste chic, Jean-Pierre Darroussin en seigneur vagabond et joueur de poker. Remerciement tout particulier à Zabou qui s'affirme là comme une actrice comique dont l'abattage ne doit rien à ses grandes devancières. Elle joue son personnage de jeune mère de famille abrutée par les horoscopes et autres lieux communs de la mauvaise presse féminine avec un aplomb, une énergie, une précision redoutables. Zabou est une actrice en progrès constant. La voir grandir est un plaisir qui ne l'est pas moins.

OLIVIER SCHMITT

Du mardi au samedi, à 21 heures. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-88-21.

QUE LA PAIX SE PROPAGE

«BEAU ET POIGNANT»



«UN CHEF-D'ŒUVRE»

BOYZ N THE HOOD
LA LOI DE LA RUE

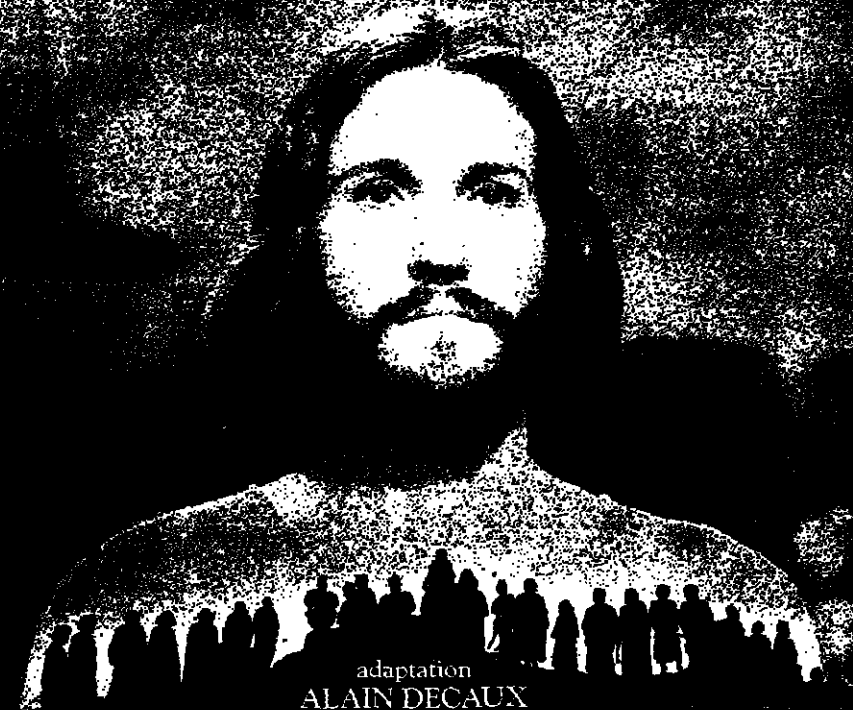
ICE CUBE CUBA GOODING, JR MORRIS CHESTNUT ET LARRY FISHBURNE

COLUMBIA FILMS PRESENTE «BOYZ N THE HOOD» AVEC ICE CUBE CUBA GOODING, JR MORRIS CHESTNUT ET LARRY FISHBURNE DANS LE RÔLE DE FURBANS
MARQUE SHAWLEY QU'UNE FILMONT PRODUCTIONS INC. A ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR JOHN SINGLETON
UN FILM

ROBERT HOSSEIN

NOUVEAU SPECTACLE

JESUS
était son nom



adaptation ALAIN DECAUX de l'Académie française

EUROPE 1

TF1

PALAIS DES SPORTS

A PARTIR DU 4 OCTOBRE 1991

48 28 40 90

CULTURE

CINÉMA



Quand les Lions se sont tus

La 48^e Mostra du cinéma s'est achevée sur la place Saint-Marc à Venise, par un palmarès attendu

VENISE

de notre envoyée spéciale

Un contenant aussi noble pour un contenu aussi faible : la contradiction sautait aux yeux. Plus on regardait autour de soi les palais gris dentelés de la place Saint-Marc, et au fond là-bas, derrière les 3 500 invités, la Basilique intérieure, plus la cérémonie de clôture de la quarante-huitième Mostra du cinéma, diffusée, ce samedi 14 septembre, en eurovision par la RAI, qui ne voulait en faire qu'une brave grosse émission de variétés télévisées, paraissait incongrue.

Au tout début, on eut un espoir. Un évergumène s'était jeté sur l'excellent présentateur Pippo Baudo, qui ressemblait beaucoup à un mauvais présentateur, et lui avait cassé son micro. Il s'agissait de l'ancien porte-parole romain des « Indiens métropolitains », dit cheval fou. Une intervention musclée des forces de l'ordre, brisa, hélas, très vite, son élan perturbateur.

Après, ce fut un festival de gaffes, temps morts, faux départs, ballets navrants, heureusement noyés dans d'interminables volutes de fumigènes. Hommage dans le Palais de Rosellini, avec évolution de soldats américains casqués, hommage carnavalesque au Casanova de Fellini,

prestation éclair de l'orchestre de la Fania, dont les musiciens, si peu sollicités, faisaient mine de s'endormir sur leur chaise.

On attendait avec intérêt la présentation des premiers spots publicitaires de Woody Allen, réalisés pour la société Coop, chaîne agro-alimentaire italienne soucieuse de l'environnement. Une unique projection au Lido n'avait-elle pas été commentée par un professeur de philosophie à l'Université de Venise? Dans le premier, des marins en caoutchouc vert s'échangent des adresses de restaurants écolo (fournis par la Coop). Dans le deuxième, un patient parle à son psy (tiens donc!) et se revoit jeune, amoureux d'une pomme (élevée sans pesticides par la Coop). Dans le troisième, enfin, des mondains, très Annie Hall, transalpins se pliment dans une galerie devant des morceaux de viande rouge (sans hormones grâce à la Coop), exposés comme des œuvres d'art, « Ah! ma chère, ces côtelettes post-moderne!... » De quoi rendre végétarien.

Entre ces divertissements décevants, se glissaient quelques résultats. Mais la machine RAI ne cessait pas de se gripper pour autant. Décerné-t-on un Prix spécial du Jury (un peu superfétatoire) au vétéran portugais Manoel de Oliveira,

pour sa biblique *Divine Comédie* qu'aussitôt sur l'écran géant apparaît une insolite partie de football extraite par erreur d'un film israélien... Le public de la place Saint-Marc, saisi d'une indulgente apathie, ne réagit plus. Applaudit à peine, ne conteste en rien un palmarès, en effet, équilibré (le Monde daté 15-16 septembre).

Le Lion d'or à Michailkov? Juste. Le vice-ministre de la culture de Boris Eltsine a donné un film heureux, un film qui respire large, qui démontre la nécessité vitale du grand écran, qui espère en sa survie. Montant sur le podium, Michailkov a remercié le jury d'avoir primé en *Urga*, « le nouveau vieux cinéma ». On ne peut mieux dire.

Rien aux Italiens

Les Lions d'argent au Chinois Zhang Yimou (à l'unanimité), au Français Philippe Garrel, et à l'Américain Terry Gilliam? Justes, couronnant trois façons de voir, de vivre, de filmer. Toutes compatibles, toutes légitimes.

Les Prix d'interprétation à Tilda Swinton, la féroce reine d'*Edward II* et à River Phoenix, le routard catatonique de *My own Private Idaho*? Oui, sans doute. Deux prix à Jean-

Luc Godard, l'« Osella » de la bande-son et la médaille d'or du *Séant destiné « au film qui, mieux que tous les autres, souligne le progrès civique et la solidarité humaine »*. Important. Godard était venu à Venise chercher, disait-il, « un passeport » pour l'Allemagne neuf zéro. Il y a reçu aussi le visa permettant, on l'espère, une exploitation en salle de ce film-symbole d'un paradoxe destructeur.

Rien aux Italiens, si ce n'est le vertueux Lion d'or décerné à Gian Maria Volonte « pour l'ensemble de sa carrière ». Juste. Rien à Papatakis ou à Skolimowski pour deux films originaux, personnels, fragiles. Stranement injuste. Rien au sublime vidéo-clip shakespearien de Peter Greenaway. Peut-être injuste.

Que reste-t-il désormais de la quarante-huitième Mostra? Le souvenir peuplé de beaucoup d'histoires où les hommes aiment d'autres hommes et ne s'en trouvent pas très bien (Béna, Jarmen, Papatakis, Van Sant), le triomphe « en creux » de la télévision (Godard, Oshima, Boorman). Presque pas de rires, pas beaucoup de chefs-d'œuvre. Et une impression diffuse et durable de mélancolie.

DANIELE HEYMANN

Une surprise de Deauville

Une comédie amère sur la vie en Grande-Bretagne

TWENTY-ONE de Don Boyd

On a pu constater, au dernier Festival de Deauville, que le cinéma américain... du moins celui qui y est projeté, quelques jours avant la sortie nationale des films de Joel Schumacher, Joe Johnston, Ron Howard, Ron Underwood, David Zucker ou Randal Kleiser - semble bien installé dans un solide conformisme. Aucune révélation. Quelques surprises tout de même, tel ce *Twenty-one* de Don Boyd qui fait la clôture de la manifestation.

Don Boyd est un producteur et cinéaste indépendant d'origine britannique. Ce qui change déjà son regard et sa mentalité. *Twenty-one* est donc, sous une forme romanesque, une étude de comportement. Katie, une jeune Anglaise qui vient de s'installer à New-York, raconte, face à la caméra, sa vie déjà trop riche d'expériences.

Retour en arrière. Londres est une ville morose et la vie qu'y mène Katie est amère. Un amant marié assouvit avec elle de tristes fantasmes érotiques qu'elle n'ose pas lui refuser. Elle protège un jeune amant drogué, fragile, qui ne lui donne rien en échange, sauf des ennuis. Elle a pour ami et confident un musicien jamaïcain. Ses parents sont démunis. Allez donc, avec de tels handicaps, essayer de croire au bonheur, même si vous avez de l'énergie à revendre.

Don Boyd a peint, comme Mike Leigh et David Leland, mais d'une façon plus « naturaliste » et moins corrosive, une société anglaise de pauvres, de paumés, de médiocres, une société où l'on étouffe et dans laquelle l'image de la femme libérée n'est qu'un faux-semblant.

Katie sera-t-elle plus heureuse, plus épanouie en recommençant - à vingt et un ans - sa vie à New-York? Il est permis de l'espérer puisque le décor - un loft très confortable de Manhattan - a changé. Sans être une inconnue, Patsy Kensit, toujours étonnante et imprévisible, a l'air, ici, d'une révélation. Mais pourquoi Don Boyd l'a-t-il filmée, pour la fin de sa « confession » - et du film - essai sur le siège des W-C utilisant du papier-toilette? En signe de dévotion?

Reste, pour en revenir au Festival de Deauville avant les prochaines « sorties commerciales », que les films indépendants y étaient les meilleurs. Or, ceux-là ne sont pas forcément distribués...

JACQUES SICUET

COMMUNICATION

Le quotidien hongrois du groupe Hersant de nouveau en crise

Guerre de tranchées au « Magyar Nemzet »

Le *Magyar Nemzet* - « le Peuple hongrois » - n'en finit plus de traverser des crises. Neuf mois après sa prise de contrôle par le groupe Hersant, le prestigieux quotidien est de nouveau secoué par une grave fronde interne. Pour la première fois depuis la création du journal, en 1936, deux tiers des journalistes ont signé une motion de défiance contre le rédacteur en chef, Tibor Petho. Ce dernier passe, à tort ou à raison, pour « l'homme d'Hersant » et a ratifié, début août, un projet de licenciement de six journalistes présenté par la direction du *Magyar Nemzet*. La rédaction, chauffée à blanc, envisage de se mettre en grève. Et le journal tout entier replonge dans une sombre guerre des tranchées qui l'avait considérablement déstabilisé lors du rachat de 40 % de son capital par Hersant en novembre dernier.

BUDAPEST

de notre correspondant

Retour à la case départ. Le même climat de ressentiment et de malaise qui rongait la rédaction du *Magyar Nemzet* au plus fort de la crise, il y a un an, est perceptible aujourd'hui dans les couloirs du quotidien. La privatisation du journal, ancien organe du Front populaire patriotique, avait donné lieu, l'année dernière, à l'une des querelles politico-médiatiques les plus houleuses de l'après-communisme. A la différence de la plupart des grands quotidiens de Budapest, le *Magyar Nemzet* n'avait pas encore été racheté par un des nombreux groupes étrangers (Maxwell, Murdoch, Springer, etc.) implantés en Hongrie peu de temps avant la chute de l'ancien régime.

Mais la situation a brusquement évolué après les élections du printemps 1990. Les rapports entre le nouveau pouvoir et les médias se sont rapidement détériorés. Le gouvernement conservateur, dont l'image de marque s'est vite dégradée auprès de l'opinion, a accusé la presse, soupçonnée de flirter avec l'opposition, de se livrer à des campagnes de critiques systématiques. D'où l'intérêt porté à la privatisation du *Magyar Nemzet*, l'un des quotidiens les plus influents, qui passait pour la « gazette des intellectuels ».

« Sanction politique »

D'aspect austère et plutôt « vieillot », le journal a prêté courageusement l'ouverture pendant les années de transition, en 1988-1989. Le gouvernement voulait à tout prix éviter que le journal ne tombe entre les mains de « forces hostiles », selon Geza Jeszenszky, ministre des affaires étrangères. Une allusion tranchante au groupe de presse suédois Bonnier, candidat au rachat du *Nemzet*. L'opposition hongroise a aussitôt accusé le gouvernement de faire « main basse » sur le journal en favorisant la reprise du titre par le clan Hersant. Après une bataille de plusieurs mois, les Suédois, qui pressent pour des « libéraux », se sont finalement retirés. Mais cette interminable querelle sur l'avenir du *Nemzet* a profondément divisé la rédaction et entamé la crédibilité du journal : ses ventes ont baissé de 170 000 exemplaires par jour à la fin 1989 à moins de 100 000 aujourd'hui. Pour tenter de calmer le jeu, le groupe Hersant a placé un professionnel « au-dessus de la mêlée » à la tête du journal.

Enquête après la diffusion du film du juge Bruglière sur TF1. Le parquet de Paris a décidé, vendredi 13 septembre, de procéder à une enquête pour déterminer comment des extraits d'un film réalisé pour le juge Jean-Louis Bruglière avaient pu être diffusés par TF1 la veille au soir dans l'émission « Le droit de savoir ». Ce film, consacré à l'attentat contre le DC-10 d'UTA en septembre 1989, doit être projeté le 20 septembre prochain devant les 150 parties civiles et leurs avocats. Mais cette projection, relevant de l'instruction, ne devait pas avoir lieu en public.

Tom Sebestyen, ancien directeur général de l'*Express*, d'origine hongroise, a hérité d'un quotidien nourri de rancœurs et en pleine chute libre. Ces rancœurs se sont ralliées à la première occasion. « Les six licenciements représentent une sanction politique évidente contre le nouveau libéral du journal », estime Peter Kertész, le délégué syndical. C'est un avertissement contre tous ceux qui résistent de faire un journal pro-gouvernemental. Certains sont en désaccord avec lui, comme Anita Kristóf, le rédacteur en chef adjoint. « Les licenciements sont inévitables, dit-elle. Ils sont d'ailleurs moins importants chez nous que dans les autres journaux nationaux. Le problème du *Magyar Nemzet* est ailleurs : nous étions dans l'opposition; aujourd'hui, nous avons du mal à trouver nos marques ».

Dans une mine de tabac

Face à une rédaction survoltée et rongée par un lourd contentieux d'arrière-pensées, la direction s'efforce de jouer la prudence. « La vie intellectuelle et journalistique est si politisée en Hongrie, souligne Peter Lednitsky. Nous devons faire un journal plus abordable, avec moins de commentaires et plus d'informations. » En attendant, l'équipe dirigeante du journal s'efforce de changer l'aspect du quotidien, lequel a abandonné, au début de l'été, son siège historique au-dessus du célèbre café New-York pour s'installer dans une ancienne usine de tabac refaite à neuf. La rédaction a été entièrement réaménagée et une nouvelle maquette est sortie dans les kiosques le 1^{er} septembre. Des photos feront bientôt leur apparition dans les pages du *Magyar Nemzet*, où que le journal a été changé d'implantation.

Autre innovation : l'apparition, courant novembre, de suppléments. Le premier sera consacré à l'économie. « Mais alors, pourquoi licencier, se demande Peter Kertész, si le journal va développer ses activités ? » Pour l'instant, la rédaction et la direction ont conclu une trêve jusqu'à la mi-septembre. D'ici là, les propriétaires du journal (le groupe Hersant, la Posa Bank et la maison d'édition d'Etat Pallas) doivent présenter un plan de restructuration interne du quotidien, service par service. Si aucun des six journalistes licenciés n'est réintégré, la rédaction envisage alors de se mettre en grève. Mais la plupart des employés du journal, fatigués par tant de conflits, redoutent une nouvelle épreuve de force. « J'espère, conclut le délégué syndical, qu'Hersant se comportera autrement qu'avec les autres journaux de son groupe ».

YVES-MICHEL RIOLS

Deux journalistes d'Antenne 2 inculpés de « recel de vol »

MM. Jacques Corta et Pascal Martin, reporters à Antenne 2, ont été inculpés, le 10 septembre, de recel de documents volés après avoir diffusé, dans le cadre de l'émission « Envoyé spécial » du 28 février dernier, des documents comptables mettant en cause la société TRT, filiale de Thomson. Au cours de ce reportage, intitulé « La mort chimique », et réalisé pendant la guerre du Golfe, les deux journalistes avaient présenté des documents confidentiels attribués, selon eux, qu'en 1986 et 1989 la société TRT, alors filiale de Philips, avait livré à l'Irak « 268 000 fusées à tête creuse, pouvant contenir des armes chimiques ». Sans contester l'authenticité des documents dévoilés, Thomson CSF dément que ces « fusées de précision », qui s'apparentent à des dispositifs de mise à feu, puissent permettre d'utiliser des charges chimiques. Elle a déposé deux plaintes, pour vol et pour diffamation, MM. Jacques Corta et Pascal Martin, qui ont refusé de révéler le nom de leur informateur et estiment que ce qui leur arrive représente « une mise en garde pour toute la profession », ont été placés sous contrôle judiciaire avec un cautionnement de 10 000 francs. Le jugement sur la diffamation sera rendu le 26 septembre.

GLENN CLOSE NIELS ARESTRUP

« Une histoire d'amour belle, forte et passionnée. »

STUDIO MAGAZINE

LA TENTATION DE

VENUS

WARNER BROS. Présente une Production ENIGMA GLENN CLOSE NIELS ARESTRUP
« LA TENTATION DE VENUS » (MEETING VENUS) Ecrit par ISTVAN SZABO
et MICHAEL HIRST Produit par DAVID PUTNAM Réalisé par ISTVAN SZABO

LE 18 SEPTEMBRE

مكتبة من الأصل

LES SÉANCES SPÉCIALES

INDIA SONGS (Fr.): Répúblic Cinéma, 11 (43-26-51-33) 17 h 20.
JE TAIME, MOI NON PLUS (Fr.): Cinéma, 11 (43-26-51-33) 17 h 20.
LE JOUR DES ROIS (Fr.): Répúblic Cinéma, 11 (48-05-81-33) 15 h 40.
JUNGLE FEVER (A. v.o.): Images d'ailleurs, 5 (43-26-18-09) 12 h 10.
LABYRINTH DES PASSIONS (Exp. v.o.): Studio des Uraines, 5 (43-26-18-09) 12 h 10.
LISTEN UP THE LIVES OF QUINCY JONES (A. v.o.): Images d'ailleurs, 5 (43-26-18-09) 12 h 10.
LOUTA (Brit. v.o.): Répúblic Cinéma, 11 (48-05-51-33) 21 h 10.
LOS OLIVADOS (Mex.): Latina, 4 (42-78-47-86) 16 h 15, 20 h.
L'AMOUR ET LA FROIDE (Fr.): Studio des Uraines, 5 (43-26-18-09) 14 h.
MAUVAIS SANG (Fr.): Cinéma Beauport, 3 (42-71-52-36) 10 h 40.
1984 (Brit. v.o.): Studio des Uraines, 5 (43-26-18-09) 12 h 10.
MILLER'S CROSSING (I.) (A. v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-86) 15 h.
LE MIROIR (Sov. v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01) 16 h.
MISSISSIPPI BLUES (Fr.): Épée de la Liberté, 12 (43-57-47-12) 12 h.
LE MONDE SÉLOU GARP (A. v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-95) 22 h.
LA MORT EN CE JARDIN (Fr.-Mex.): Latina, 4 (42-78-47-86) 18 h.
TARDI, JARDIN N'EN FAUT QU'A SATE (A. v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 14 h.
PASSION (Fr.): Répúblic Cinéma, 11 (48-05-51-33) 19 h 30.
PRENDS L'OSSEL ET TIRE-TO: Les Trois Luxemburg, 6 (45-83-97-77) 12 h.
QUERELLE (Fr.) (Fr.-All. v.f.): Studio Galande, 5 (43-74-71-77) 22 h 30.
SALAAM BOMBAY (Indo-Fr.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 16 h.
SANGHER THAN PARADISE (A.-All. v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-55) 22 h.
THE TEMPEST (Brit. v.o.): Accotone, 5 (45-83-38-86) 21 h 50.
TU MI TRUBBI (It. v.o.): Le Barry Zebra, 15 (45-83-38-86) 21 h 50.
UN CHIEN ANDALOU (Fr. v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86).
UN CEUR QUI BAT (Fr.): Studio des Uraines, 5 (43-26-18-09) 12 h.
UNE FEMME DOUCE (Fr.): Reflet, 5 (43-26-18-09) 12 h.
UN FILS (Fr.) Louis-Jourat, 5 (43-54-42-34) 12 h 10.

LES GRANDES REPRISES

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) :
Lucernaïra, (45-44-57-34).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS
DE COSTARD (A., v.o.) : Patrié Haute-
feuille, (46-33-79, 38).
DEUX TÊTES FOLLES (A., v.o.) :
Action Christine, (43-28-11-30).
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, (46-
33-10-82).
FANTASIA (A.) : Cinoches, (46-33-
10-82).
GLORIA (A., v.o.) : Les Trois Luxem-
bourg, (46-33-97-77).
LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet
Parassise, (43-28-68-00).
MORT A VENISE (It., v.o.) : Action
Fis Gauche, 5 (43-28-44-00).

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première
et de répétition sont indiqués
en parenthèse)

CHERER ET CHERER. Blanca-Mante-
aux (48-87-15-84) (dim., lun.) 21 h 30
(11).

GUSTAVE PARKING. Point-Vierge
(48-87-07-03) (dim., lun.) 20 h (11).

JOSEPH AND NADEJDA OU THÉÂTRE
AM KREMLIN. Lucernaire
Forum, Théâtre rouge (45-44-47-34)
(dim.) 21 h 30 (11).

LES FEMMES DE LA MONTAGNE.
Les différents parisiens (43-98-
60-24) (dim., soir.) 20 h 30 ;
sâm. 17 h 30 ; dim. 15 h 30 (11).

OUVRAGES DE DAMES. Tourtour
(48-87-82-48) (dim., lun.) 20 h 30 (11).

LES TROIS COFFRETS. Tourtourt
(48-87-82-48) (dim., lun.) 19 h (11).

UNE FEE SORT DU LOGIS. Alkondon-
Théâtre (43-58-74-62) (dim., lun.,
mê.) 20 h (11).

LE FOU DE BASSAN. Théâtre de la
Mainate (42-08-83-33) jeu., ven.,
sâm., lun. 20 h 30 ; dim., 18 h 30
(12-78).

LA FEMME DE L'EAU. Théâtre du
Sphinx (42-39-39-29) jeu., ven., sâm.
20 h 30 (12).

BUFFO (NOUVELLE VERSION).
Ranelegg (42-88-64-54) (dim., lun.)
20 h 30 ; sâm. 17 h 30 (13).

GODZILLA BIGODIS. Tourtour (48-
87-82-48) (dim., lun.) 22 h 15 (13).

P.U.Z.Z. Antenna - Simcine-Berricu
(42-08-77-71) (dim., soir., lun.)
20 h 30 ; sâm. 15 h 14 (13).

OLPONE. Arcis - Saint-Martin (42-
06-00-32) (dim., soir., lun.) 20 h 30 ;
sâm. 16 h 30 (13).

LE BARBIER DE SÈVILLE. Comédie-Fran-
çaise (40-15-15-15) (dim. 14 h,
sâm. 20 h 30).

LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Refixes
Logos 1, 5 (43-54-42-34).
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A.,
v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-64-48-85).
**LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY
ALLEN** (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-
10-82).
LA FRISONNIÈRE (Fr.-It.) : Refixes
Midi 66 Louis-Jourvet, 5 (43-54-
42-34).
QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : Sept Par-
nassiens, 14 (43-20-32-20).
RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong
Kong, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-85).
SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) :
Action Five Gauche, 5 (43-29-44-40).
AKTÖN-THÉÂTRE (43-38-74-82). Et
en fin de comptes : 19 h.

CINO DIAMANTS (42-80-81-31). L'Amour est un jeu d'enfant.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). La Pluie du soleil : 20 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu, La Farsus Suivante ou Le Coup d'oeil d'un homme d'Etat.

CRYSTAL SAINT-AGNES (EGLESIAS) (47-00-19-13). Les Biches.

EDGAR (43-85-85-11). Les Fauces de l'Amour : 20 h 15. Les Babes caressés : 22 h.

GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-80-09). Grand-plate Schöten : 20 h 15.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-51). Remue-ménage : 19 h. Pedro et le Capitaine : 20 h 20. Sans titre.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Camartrix chausse : 19 h 30. Le Lepont : 20 h 30. Poète à New York : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (47-44-30-30). Petite sale, Polmes voyage : 20 h 15. Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45.

LES Egarments du cour et de l'esprit : 20 h 30. Huls coute : 21 h 45. Théâtre de l'Amour, Le Mouches au Théâtre à Krennin : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT) (PALAIS) 48-03-11-38). Chantal Ladoux.

PARIS EN VISITES

MARDI 17 SEPTEMBRE

• Tombes célèbres du Parc Lachaise, 10 h 30 et 14 h 45, au 10, rue de la Porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).
 • Le quartier Latin : de la rue Saint-Jacques à la Sorbonne d'aujourd'hui, 11 heures, parvis de l'église Saint-Étienne-de-Montmartre (P.-Y. Jastel).
 • Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse, 14 h 15 et 15 heures, au 17, rue du métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 • Promenade dans le quartier chinois de Chaiy, 14 heures, métro Porte-de-Cléry (M.-C. Lauer).
 • Le Palais de justice en activité, 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).
 • Cours et passages pittoresques du faubourg Saint-Pierre : au 14 h 30, 4, rue de la Roquette (M.-C. Cazas).
 • A Saint-Denis. L'abbatiale et la monarchie : l'art, la politique et la mort, 14 h 30, devant le portail central de la basilique.
 • Couvents et monastères : les Augustins, visite de la maison de Balthus, 14 h 30, devant l'église Saint-Pierre de Montrouge (Monuments historiques).

RENAISSANCE (42-08-18-50). Ecrire sur l'eau : 21 h.
THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Fou de Bassan : 20 h 30.
THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04). Cours de danse pour adultes et élèves avancés : 19 h. Les Gastronomes : 20 h 30.
THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). Maman n'est pas comtante : 20 h 45.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Chérie bien ordonnée : 21 h.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU BEC FIN (42-86-29-35). Le Porcien de Dorian Gray : 20 h 30. Faux rétrocar forever : 22 h.

BLANCS-MANTEAUX (45-87-18-84). Sals : 1 Samedi, 20 h 15. Chant : 21 h 30. J'ôis pas le cœur normal : 22 h 30. Sals II. Les Saints Montres : 20 h 15. Finissez les malons je vais chercher le rôti : 21 h 30. Costa-Vagnon : 22 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-80-25-17). Faits dans son premier forme-soufflé : 20 h 15. Mangueuse d'hommes : 21 h 30. C'est le monde dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOON (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

CONFÉRENCES

MARDI 17 SEPTEMBRE

**Maison de la Villette, ancienne
rotonde de vétérinaires, angle avenue
Corentin-Cariou, quai de Charente,
18 h 30 : « Les premiers banlieu-
sards. Lecture historique d'un espace
urbain », par A. Faure.**

L'AUTRE JOURNAL

L'Autre Journal. Mensuel n°16. 30 F.

هكذا من الأصل

سكنا من الاصل

Le mécontentement du monde paysan

Une aide de 50 millions de francs pour les éleveurs

Après le président de la République annulant, vendredi 13 septembre, un déplacement dans la Nièvre en raison d'une manifestation d'agriculteurs, M. Michel Charasse, ministre du budget, a refusé samedi, pour les mêmes raisons, d'inaugurer la foire d'Aurillac (Cantal).

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Les mesures annoncées par M. Charasse en faveur des éleveurs bovins (en l'absence de M. Cresson, ministre de l'Agriculture, en voyage en Australie), lors de la finale des concours de la viande à Lampdes (Puy-de-Dôme), n'ont pas suffi à apaiser les agriculteurs avant la manifestation prévue le 29 septembre à Paris.

« J'étais venu apporter une remise de pénalités sur des dépassements de quotas laitiers, repré-

sentant 1 milliard de centimes. Il s'agit de l'argent des contribuables et je n'entends pas me faire injurier... On ne leur faisait rien dans le lard par la police, mais cela leur fait une incroyable publicité ou le m'en a-t-il avec les sous... ce que j'ai fait. » Expliquant ainsi sur les ondes de Radio-France-Puy-de-Dôme pourquoi il avait renoncé samedi, en raison de la manifestation d'agriculteurs, à parler à l'inauguration de la foire d'Aurillac, M. Michel Charasse avait tenu à être présent dimanche 15 septembre à la finale du championnat de France de la viande. Il n'est pas arrivé les mains vides puisqu'il a annoncé une aide gouvernementale de 50 millions de francs sous la forme de « primes au maigre », accordées aux éleveurs pour leur permettre de continuer à engraisser veaux et génisses dans l'attente d'une remonte des cours de la viande.

Il a proposé en outre de réunir prochainement le bureau du CNJA en Auvergne puis celui de la

FNSEA (1) dans l'Aveyron. M. Charasse s'est pourtant étonné que, dans certaines exploitations agricoles, 80 % des revenus viennent des seules aides publiques, et il a fustigé le « culte des critiques » qui ont demandé une aide après les gelées « alors que leurs revenus ont augmenté de 50 % ».

Le ministre a invité les agriculteurs à « aller secouer les eurocrates de Bruxelles ». M. Philippe Mangin, président du CNJA, présent lui aussi à Lampdes, a craint que la « prime au maigre » soit « nettement insuffisante ». Ne renouant pas à un dialogue « en profondeur » avec le gouvernement, il a réclamé « un nouveau projet pour l'agriculture ». « La manifestation du 29 septembre se déroulera dans la dignité », a-t-il assuré, mais elle constitue « un cri d'alarme » : « Il faut que la société française et les pouvoirs publics comprennent que les agriculteurs, s'ils ne sont pas les seuls acteurs du monde rural, en sont encore la pierre angulaire et que l'intervention des

paysans est partout nécessaire sur le territoire ».

La veille, les revendications paysannes avaient reçu l'appui de M. Valéry Giscard d'Estaing, inaugurant la finale du championnat de la viande en sa qualité de président de la région Auvergne, l'ancien président de la République s'étant montré très critique à l'égard de la politique du gouvernement, qui « a tort de souligner que le problème ne peut être réglé qu'au niveau européen » et avait mis en cause le montant des aides et « les charges fiscales dont l'augmentation est écrasante ».

M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'à la prochaine session de décembre il amènera au Parlement européen de Strasbourg une délégation d'agriculteurs auvergnats afin qu'ils voient comment cela se passe ».

JEAN-PIERRE ROUGER

(1) Centre national des jeunes agriculteurs, Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Pour produire 25 000 véhicules par an

Citroën va installer une deuxième usine de montage en Iran

Selon la presse de Téhéran, Citroën va installer une deuxième usine de montage de voitures dans la région de Hamadan, à l'ouest de l'Iran, financée par des investisseurs privés. Cet investissement, dont le montant n'est pas précisé, permettrait de produire 25 000 véhicules par an. La firme au chevron dispose déjà d'une usine de montage de modèles Dyane. Pour sa part, Peugeot est aussi implanté en République islamique, alors que Renault est en pourparlers. De son côté, la britannique Rover avait annoncé il y a quelques jours (le Monde du 14 septembre) sa décision d'implanter une usine d'assemblage. Outre ce projet d'une valeur globale de 7,5 milliards de francs sur dix ans, Rover indique que l'Iran pourrait dans un premier temps se porter acheteur de 30 000 véhicules au cours des trois prochaines années.

champs des 1 a un astu-iffage Sonia, du série-onde
l'Etat it pu éné-dévit-vel, ants ient
de l're int-2 a d'i
1 : ails 10 a-nt 10 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Baisse de l'impôt sur les sociétés et exonération des plus-values

Le plan d'aide aux PME comporte onze mesures fiscales

Le plan d'aide aux petites et moyennes entreprises annoncé lundi 16 septembre à Bordeaux par M. Cresson devant la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) comporte onze mesures dont onze sont de nature fiscale. La plupart d'entre elles seront inscrites dans le projet de budget pour 1992 qu'examinera le conseil des ministres de mercredi 18 septembre avant d'être soumises au Parlement à partir d'octobre.

ONZE MESURES FISCALES

a) Réduction de l'impôt sur les sociétés

C'est la mesure la plus importante. L'impôt sur les sociétés sera réduit et ramené au taux de 34 % pour toutes les entreprises à compter du 1^{er} janvier 1993. Pour les seules PME, le montant des acomptes versés en 1992 sera ramené à 33,3 % contre 36 % pour les grandes entreprises. Pour bénéficier de cette mesure, les PME-PMI - à l'exclusion des filiales des grands groupes - devront réaliser un chiffre d'affaires

maximum de 500 millions si elles relèvent du secteur industriel, de 100 millions pour les autres.

b) Crédit d'impôt pour augmentation de capital

Un crédit d'impôt sur les sociétés va être accordé aux PME-PMI qui augmentent leur capital en numéraire entre le 1^{er} janvier 1992 et le 31 décembre 1994 pour un montant au moins égal à 25 % de leurs capitaux propres. Plafonné à 500 000 francs, ce crédit d'impôt est égal à 25 % de l'augmentation de capital.

c) Suppression des droits d'apport

Les droits d'apport à titre simple et à titre onéreux seront supprimés. A l'occasion de l'enregistrement de ces actes, un droit fixe de 430 francs sera perçu.

d) Exonération des plus-values

Lors de la cession d'un bien immobilier, l'imposition de la plus-value sera exonérée.

31 décembre 1992. L'apport à la société devra intervenir dans les trente jours suivant la vente. L'exonération ne sera définitive que si au bout de cinq ans les fonds propres de la société n'ont pas été réduits.

e) Unification du taux d'imposition sur les plus-values à long terme

Les plus-values nettes à long terme provenant des cessions d'éléments de l'actif immobilisé réalisées par les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu seront taxées à 26 % pour les terrains à bâtir et à 16 % pour les autres éléments d'actif.

f) Suppression du plafonnement des comptes courants d'associés

Le plafond de 400 000 francs de dépôts des comptes courants dont les intérêts perçus bénéficient du prélèvement libératoire de 18,1 % est supprimé.

g) Réduction des droits de mutation sur fonds de commerce

Les droits de mutation sur fonds de commerce vont être réduits : le plafond de la fraction taxée au taux réduit de 7 % sera porté de 300 000 francs à 500 000 francs.

h) Transmission d'entreprise

Pendant une durée de six mois, l'entrepreneur qui désigne et forme son successeur sera autorisé à cumu-

ler sa retraite avec une rémunération dégressive, au-delà de ces six mois le chef d'entreprise cessera toute activité. Une autre mesure devrait faciliter les transmissions : le chef d'entreprise pourra « salarier » auprès de lui durant trois mois son successeur et bénéficier d'une exonération fiscale sur la moitié des salaires versés dans la limite de 10 000 francs (ou d'une prime de cessation d'activité de 10 000 francs).

i) Extension du crédit d'impôt formation

Le bénéfice du crédit d'impôt formation va être étendu aux chefs d'entreprises individuelles n'ayant pas la qualité de salarié.

j) Assouplissement du régime d'imposition des plus-values réalisées lors d'un apport en société

Lors d'un apport en société, les profits réalisés sur les stocks ne seront plus imposés au nom de l'apporteur dès lors que la société les inscrira à l'actif du bilan. Ils seront imposés au moment de la vente de ces stocks.

k) Incitation fiscale à la réhabilitation anticipée de certains biens à construction

Lorsqu'une personne ayant conclu avec une société un bail à construction apportera son immeuble à la société locataire, l'imposition de la

plus-value pourra être reportée au moment où s'opérera la cession ou le rachat des titres reçus en rémunération de l'apport.

HUIT MESURES NON FISCALES

a) Recapitalisation du crédit d'équipement des PME

Les fonds propres du CEPME - institution financière - seront augmentés d'1 milliard de francs.

b) Amélioration du dispositif CODEVI

Le chiffre d'affaires maximum des entreprises éligibles aux prêts bancaires financés sur ressources CODEVI est relevé de 100 millions à 500 millions de francs.

c) Réduction des délais de paiement

Les organisations professionnelles s'engagent à signer des codes de bonne conduite (délais, agios). Un « observatoire des délais de paiement » va être créé.

d) Assouplissement du statut des SPI et des SDR

Les sociétés de développement régionales et les sociétés financières d'innovation vont pouvoir accroître le montant de leurs interventions.

e) Consolidation en fonds propres des avances de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR)

f) Simplification de la législation sur le droit des sociétés

g) Extension de la clause de réserve de propriété

h) Simplification des déclarations sociales

Cette mesure bénéficiera dans le courant de l'année prochaine aux entreprises de moins de dix salariés.

Des petits patrons choyés et flattés

par Caroline Monnot

LES petits patrons de la CGPME, réunis lundi 16 septembre en congrès à Bordeaux, ont de quoi être fiers. Non seulement le premier ministre leur a réservé la primeur de son très attendu plan d'action en faveur des PME-PMI, le jour même de la sainte Edith! Mais encore l'essentiel du dispositif (soit onze mesures sur quinze au total) porte sur l'allègement des prélèvements fiscaux, l'un de leurs plus vieux chevaux de bataille. Allègement effectué au détriment des egros.

L'exercice était délicat pour le gouvernement. Pour avoir fait de ces mesures en faveur des PME l'un des principaux chantiers de son gouvernement, le cœur de sa politique de mobilisation industrielle, M. Edith Cresson se devait d'annoncer un plan suffisamment étoffé, reconnu comme tel par les chefs de petites et moyennes entreprises, alors même que les marges de manœuvre budgétaires étaient particulièrement serrées. Maitignon a cherché à faire du consistant avec un impact budgétaire limité.

Le plan global PME-PMI comporte, au final, peu de surprises notables. Les experts de Maitignon se sont largement inspirés des travaux du groupe de travail présidé par le député socialiste des Vosges, M. Christian Piarret, dont le rendement des deux propositions majeures. Primo, comme nous l'avions annoncé (le Monde du 30 août), la baisse anticipée de l'impôt sur les sociétés en faveur

des PME est confirmée. Il s'agit de la proposition la plus lourde en termes d'abandon de recettes. Mais elle sera, pour l'essentiel, compensée par la modification du régime d'imposition des plus-values financières réalisées par les sociétés, régime dont les grands groupes étaient dans les faits les principaux bénéficiaires. Secondo, un crédit d'impôt pour augmentation de capital va bel et bien être instauré. Cette dernière disposition vise à donner un coup de pouce fiscal aux petites et moyennes entreprises qui renforcent leurs fonds propres.

Levier psychologique

La faiblesse en fonds propres est de longue date identifiée comme un handicap majeur au développement des PME françaises. Dans une étude récente consacrée à la situation financière des PME (le Monde daté 18-19 août), la Banque de France soulignait, à juste titre, la vulnérabilité excessive des petites entreprises françaises par rapport à leurs homologues de la CEE. Les capitaux propres, indiquent l'Institut d'émission, ne représentent, en moyenne, que 30,8 % du total du bilan des PME françaises, contre 36,4 % en Belgique et 45,3 % en Espagne. Cette situation conduit les petites personnes à financer leur croissance en recourant davantage au crédit bancaire. Elle a pour corollaire, en cette période de taux

d'intérêt réels élevés, des frêts financiers importants et donc une rentabilité dégradée.

Reste que la vulnérabilité financière particulière aux PME françaises est aussi, pour partie, imputable aux comportements propres à leurs patrons. Le rapport Piarret avait dressé une typologie des PME françaises, en fonction de multiples critères dont le plus ou moins grande frilosité vis-à-vis de l'ouverture du capital à des partenaires extérieurs. En ce domaine, est-on convaincu à l'Institut Maitignon, les mesures d'incitation fiscale peuvent constituer un puissant levier psychologique. D'où l'inclusion dans le plan PME-PMI d'une série de dispositions aux aspects clientélistes et symboliques appuyés. L'exonération des plus-values immobilières pour les chefs d'entreprise qui les réinvestissent a pour but d'inciter les patrons de PME à réinjecter des revenus patrimoniaux personnels dans leur propre firme. Cette dérogation massive à un principe de taxation établi par la loi de 1976 a un côté choquant, au même titre que l'état, par exemple, l'exemption de TVA dont bénéficiaient jusqu'en juin dernier les artistes vendant leur œuvre et qui avaient, de fait, une activité de nature commerciale.

De même, s'il est tout à fait concevable d'étendre aux chefs d'entreprise non salariés le bénéfice du crédit d'impôt formation jusqu'à présent réservé aux seuls salariés, les dispositions retenues pour faci-

ter la transmission d'entreprise, la aussi, ont de quoi heurter. Le passage de témoin entre un patron de PME familiale et un successeur jeune doit bien entendu être encouragé. Reste que, passé le sobriétaire, le statut de patron de PME devient des plus enviables puisque l'entrepreneur, qui désigne et forme son successeur, se voit autorisé à cumuler sa retraite avec une rémunération dégressive, l'espèce de six mois! Au moment où l'on s'interroge sur l'avenir des régimes de retraite, cette largesse a de quoi faire grincer les dents. L'effet incitatif de telles « carottes fiscales » sera, en tout cas, intéressant à constater.

Les PME n'ont de toute façon pas fini de faire parler d'elles. A ce premier volet, d'ordre essentiellement financier et fiscal, devrait s'ajouter un second train de mesures davantage axé sur le soutien à l'exportation et à la formation, pour lequel le président du groupe d'études et de mobilisation sur les PME-PMI, M. René Ricol, est actuellement consulté. Par ailleurs, le droit des sociétés devrait être réaménagé et assoupli en faveur des petites et moyennes entreprises, à l'occasion d'une grande réforme en cours d'élaboration à la chancellerie et qui fera l'objet d'un projet de loi à la session parlementaire de printemps. Au même moment, le problème du crédit inter-entreprises devrait être réglé. Enfin, certaines mesures devaient concerner plus directement l'embauche dans les PME-PMI.

2ème CYCLE
MANAGEMENT EUROPEEN
en association avec le Centre de Management aux Affaires - GENEVE
LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES
14 MOIS DE MANAGEMENT ET DE MISSIONS PROFESSIONNELLES EUROPEENNES
ADMISSION : Licence, DEUG, DUT, BTS ou Diplôme CEE équivalent
TEMI
ADMISSION - INSCRIPTION
(1) 42 66 66 82
71, rue du Fg St-Honoré 75008 PARIS

Le « trouble culturel » de la CGT

Officiellement, les récents événements d'Union soviétique n'ont pas engendré de doute existentiel au sein de la CGT. Le 19 août, la confédération n'a-t-elle pas affirmé qu'elle ne saurait « accepter l'instauration de l'état d'urgence » et exprimé sa « solidarité à tous les travailleurs d'Union soviétique » ? La réalité est quelque peu différente. La CGT, qui avait reproché aux syndicats soviétiques de chercher à faire de la Fédération syndicale mondiale (FSM), fondée en 1945 et à dominante communiste, « une organisation sans principes », peut difficilement passer par profits et pertes l'effondrement du modèle khrushchev. Lire en page 20 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

ÉCONOMIE

SOCIAL

Quatre mois avant son 44^e congrès

Les partisans de l'«adaptation» de la CGT sont décidés à accentuer leurs efforts

Quatre mois avant l'ouverture de son 44^e congrès, la CGT traverse, selon l'expression la plus entendue, une période de «trouble culturel». Mais, alors que ce malaise se traduit par un blocage total au sein du Parti communiste français, le jeu paraît plus ouvert à la CGT qui, malgré ses revers, reste la première centrale syndicale française. L'opposition entre les partisans d'une «transformation profonde» des pratiques et ceux qui estiment que le cap doit être maintenu sans remettre en cause l'alignement sur le PCF s'en trouve relancée. Et elle devrait sans doute se durcir car les partisans de l'«adaptation» ont bien l'intention d'accentuer leur pression. Dans une large mesure, cette confrontation — qui reste assez discrète et va au-delà du clivage entre communistes et non-communistes — enregistre l'écho des divergences qui ne peuvent s'exprimer au sein du PCF. «On ne peut pas empêcher certains de se suicider. Mais, moi, je n'ai pas du tout envie qu'il y ait un double suicide, celui de la CGT après celui du PCF», résume M^{me} Thérèse Hirsberg, responsable de la fédération CGT de la fonction publique. M^{me} Hirsberg, que l'on croyait aux antipodes des rénovateurs, n'a pas hésité à critiquer très sévèrement la «ligne Marchais» devant

le comité central du PCF (le Monde du 6 septembre) avec d'autres cégétistes. «La CGT n'a pas été prise à rebours par les événements d'URSS, assure-t-elle. Parce qu'il s'agit d'un syndicat, elle est beaucoup plus réceptive aux mutations du salariat et à l'apparition de mouvements sociaux de caractère nouveau. Je suis optimiste. La maturation est engagée depuis 1981 et ce qui se passe actuellement peut constituer un véritable catalyseur, même si les évolutions ne sont pas encore tout à fait perceptibles et si, c'est tout à fait vrai, il existe de fortes réticences internes.»

Les «comportements élitistes»

Les tenants d'une adaptation de la CGT dénoncent les «comportements élitistes» et s'interrogent, avec mille précautions il est vrai, sur «le rapport au politique». Non sans raison, ils considèrent que ces axes de réflexion concernent l'ensemble du mouvement syndical français.

M. Henri Krasucki, qui abandonnera ses fonctions en janvier prochain, s'est particulièrement illustré dans cette opération d'inspection. En juin, devant le comité confédéral national, le secrétaire général sortant s'en est

de nouveau pris au «monolithisme» qui «appauvrit dangereusement la CGT» et la propension de certains à considérer le syndicat comme le «point d'appui plus ou moins institutionnel d'un parti, quel qu'il soit». Un des principaux partisans de M. Krasucki admet cependant que ce dernier «a joué au billard en essayant d'atteindre, à travers la CGT, des objectifs situés en réalité place du Colonel-Fabien».

Militant CGT à l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) et proche des «reconstructeurs», M. Bruno Lemaire se réjouit des «coups de gueule» du secrétaire général. «Il est urgent de combattre le syndicalisme de délégation de pouvoir et faire en sorte que ce soient les syndiqués eux-mêmes qui décident. Dans les petites sections syndicales, beaucoup de gens ont construit dans leur coin, sans rien dire, leur indépendance syndicale. Il n'est pas impossible que, désormais, ils se fassent entendre pour demander que cela change. Mais le crâne que certains dirigeants se mettent dans le sens du vent par pur opportunisme, pour préserver leurs positions acquises. D'où un risque de décalage entre un discours qui change et une pratique qui, elle, n'évoluerait pas.» Selon M. Christian Barocci, délégué du personnel chez Hewlett-Packard, à Grenoble,

«les événements d'Union soviétique ont eu, parmi les salariés de l'entreprise, beaucoup moins d'impact que l'effondrement du mur du Berlin ou que la guerre du Golfe». Il reconnaît toutefois que cette acuité doit «apporter un plus» à la CGT «qui n'est pas toujours adaptée à son environnement» et doit «non pas changer ses idées, mais renouveler son discours».

Les limites de l'autocritique

Cette opération de remise en question n'est pas du goût de tout le monde. M. Pierre Champeaux, secrétaire de l'union régionale CGT de Bretagne, n'a pas vraiment apprécié «la façon de présenter les choses» de M. Krasucki. «Cela a mis tout le monde mal à l'aise. Ce n'est pas en phase avec les préoccupations des militants», souligne-t-il. D'autres jugent que «les critiques de certains camarades» sont sans objet puisque, comme l'assure avec conviction M. Alain Voisin, secrétaire général de l'union départementale de la Mayenne, «l'action de la CGT est toujours en prise directe avec les réalités et le vécu des salariés».

Les «transformations profondes» souhaitées par nombre de responsables de la CGT (qui, avec un enthousiasme un peu forcé, voient

dans les événements d'Union soviétique un «formidable encouragement» à les mettre en œuvre) ont cependant leurs limites. Dès 1978, au congrès de Grenoble, M. Georges Séguy s'en était déjà pris aux «routines paralysantes» et à ceux qui déterminent le discours syndical «entre militants de la même opinion politique». L'appel s'est, semble-t-il, perdu dans les sables. Il n'est d'ailleurs question ni de procéder à un «aggiornamento» de l'idéologie cégétiste ni d'abandonner la politique du «tout ou rien» qui caractérise le plus souvent l'action revendicative de la centrale. Quant à la notion de «syndicalisme de classe et de masse», elle reste un tabou auquel il serait sacrilège de s'attaquer. Or le caractère «de masse» de la CGT s'atténue de jour en jour (de 1977 à 1987, elle a perdu la moitié de ses effectifs, soit quelque 1,3 million d'adhérents) alors que sa dimension «de classe» est aujourd'hui d'un type particulier. Pour l'essentiel, l'implantation de la CGT se concentre sur des activités industrielles en perte de vitesse et sur le secteur public à statut. Encore que Renault ait perdu le sien et que la CGT n'y soit même plus majoritaire.

Dans ces conditions, le 44^e congrès ne modifiera pas en profondeur les orientations de la confédération. En revanche, le choix des hommes fournira un élément d'appréciation sur l'influence réelle de ceux qui se disent prêts à bousculer les habitudes. D'ores et déjà, l'arrivée de trois nouveaux secrétaires confédéraux (deux communistes, M^{me} Michèle Commer-

gnat et M. Bernard Vivant, un non-communiste, M. Didier Niel) paraît acquise. Pour le reste, rien n'est encore tranché et l'on ignore si la parité entre communistes et non-communistes au sein du bureau confédéral, rompue il y a quelques mois au profit des premiers, sera rétablie. Pour sa part, M. Laroux a annoncé qu'il ne se représentera que s'il obtient «des assurances claires», notamment en matière d'indépendance syndicale. A l'heure actuelle, il se «considère comme partant». Plus significatif encore sera le sort réservé au responsable de l'organisation interne, M. Michel Warcholak, figure emblématique de l'orthodoxie. Actuellement, la reconduction de cet adversaire résolu de M. Krasucki est loin d'être acquise.

Cependant, l'élection de M. Louis Vianet au secrétariat général ne fait guère de doute. Bien que réputé proche de la direction du PCF, cet homme de cinquante-huit ans ne s'est — au moins dans la dernière période — pas démarqué de M. Krasucki et il dispose d'une assez bonne image auprès des «modernistes».

Principal représentant socialiste au sein de la direction confédérale, M. André Delchât reste dubitatif. «Le vrai signe d'évolution, dit-il, ce serait un secrétaire général de la CGT qui ne soit membre ni du PCF ni même du PS.» M^{me} Lydia Brovelli, une des non-communistes du bureau confédéral, aurait selon lui le profil idéal. Peine perdue. Celle-ci précise qu'elle n'est «absolument pas candidate».

JEAN-MICHEL NORMAND

NOUS AVONS LANCÉ LA CLASSE AFFAIRES BIEN AVANT QUE LES HOMMES D'AFFAIRES AIENT PU VOLER.



Imaginez, vous êtes un marchand du 13^e siècle voyageant de Beijing à Rome sur la Route de la Soie. Votre meilleure partie du voyage serait certainement la Turquie. Seulement lorsque vous arrivez, au lieu de marches continues, il y aurait des visites de grands monuments. Au lieu des bandits, il y aurait des gardes à qui l'on peut se fier pour vous escorter tout au long de la route. Tous les soirs, vous vous arrêteriez à un caravansérail qui serait sûr. Vos animaux seraient bien nourris. Vous seriez vous-même nourri avec de la cuisine turque servie dans des merveilles de poteries turques. Vous y trouveriez même un bain turc, même un médecin si cela est nécessaire. Sans besoin de mentionner la bibliothèque pour les littéraires et un jeu d'échecs pour ceux qui ne le sont pas. Et tout cela gratuitement!

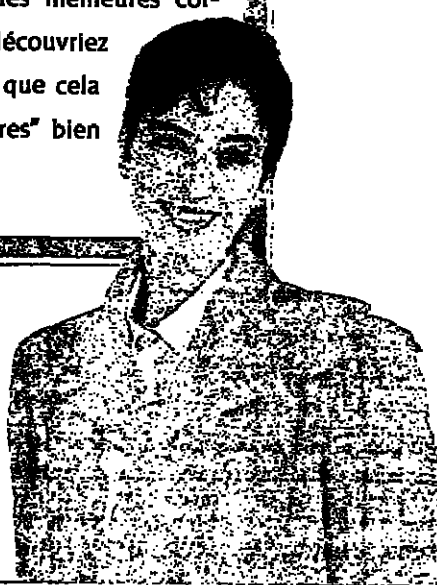
Maintenant, imaginez comment nous pourrions servir un homme ou une femme d'affaires voyageant avec nous aujourd'hui. Ou, peut-on vous suggérer que la prochaine fois que vous preniez l'avion pour la Turquie depuis un des centres d'affaires du monde ou que vous ayez besoin des meilleures correspondances aériennes possibles, vous réserviez votre billet et découvriez notre Classe Affaires pour vous-même. Alors vous pourrez voir que cela fait une grande différence de savoir ce qu'était «la classe affaires» bien avant que les hommes aient des ailes.

TURKISH AIRLINES

BUSINESS CLASS

AIRLINES

TURKISH AIRLINES



POINT DE VUE

Bravo, M. Balladur!

par Jean-Jacques Dupeyroux

D E façon très inattendue, M. Balladur vient de mettre les pieds dans le plat, et de rude façon. A propos d'un vaste problème, celui du financement de nos prestations familiales. Vaste problème : le montant des transferts est du même ordre de grandeur que la moitié du produit de l'impôt sur le revenu.

Le principe sacro-saint en France depuis 1946 a été celui d'un financement de ces prestations par des cotisations «patronales» assises sur des salaires plafonnés... Ces cotisations «patronales» n'étant autre chose que des retenues à la source sur la valeur réelle du travail, le système revenait à faire supporter par les travailleurs des charges incombant, de toute évidence, à la collectivité nationale en tant que telle. Par des contributions dégressives. Mais indolores : les patrons paient... et les salariés ne s'aperçoivent pas qu'ils trinquent!

Attrape-gogos génial : tout le monde s'en est accommodé pendant des dizaines d'années. Faisant mine de ne pas voir la pénalisation scandaleuse subie par les catégories salariales les plus modestes, pouvoirs publics, syndicats, organisations familiales, etc., se sont toujours trouvés d'accord : les raisons pour faire le gros dos. En clair : pour écarter toute perspective de fiscalisation rendant à la collectivité nationale les responsabilités qui sont évidemment les siennes en la matière. Telle ment plus commode de faire payer le sinicé!

Et le patronat? Prudent, très prudent! Certes, il ne serait pas mécontent que l'impôt se substitue à ses cotisations. Mais le CNFP a fort bien compris, de tout temps, qu'il n'était pas raisonnable de plaider pour cet unique transfert. Pour la simple raison — et le patronat ne le nie pas — que les cotisations se traduisent par une réduction des salaires directs. «Si les salaires directs sont parfois dérisoires, c'est à cause de nos charges...» Et c'est parfaitement vrai. Réclamer la substitution pure et simple de l'impôt à ces cotisations serait donc inviter les salariés à payer deux fois : comme salariés d'un côté, comme contribuables de l'autre. Alors, fiscaliser en restant parallèlement aux salariés la retenue à la source? Logique! Mais où serait alors, pour le patronat, l'intérêt d'une opération qui, par hypothèse, ne réduirait pas le coût du travail salarié, mais risquerait de distribuer de façon plus équitable, entre les contribuables cette fois, le coût de la politique familiale?

Autant laisser tel quel un système qui a le mérite de faire casquer les plus modestes, à leur insu tout en permettant aux employeurs d'entourer indéfiniment l'incantation sur le poids des charges sociales... La fiscalisation de la politique familiale? Le CNFP ne l'a jamais suggérée qu'à mi-voix! A tira-voix!

Rendons à Rocard et à Evin ce qui leur revient : le courage d'avoir affirmé tout ce qu'il y a de plus ringard en France pour instituer leur CSG : premier pas (minimiste) dans le sens d'un transfert du poids de la politique familiale vers l'impôt — la CSG n'étant autre chose qu'un impôt sur le revenu abîmé — avec allègement corréatif des charges assises sur les salaires.

Au temps de Zola

Tempête du côté de l'opposition! Une CSG? Pourquoi pas! Certaines déclarations, d'Alain Juppé notamment, proposent l'institution d'une CSG ressemblant comme une jumelle à celle instituée par Rocard et Evin. Mais attention...! A condition qu'elle soit déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Autrement dit : dégressif! Une cotisation — déductible — mais pas un impôt qui, lui, ne peut l'être!

Qu'à la veille du vingt et unième siècle il y ait encore des politiciens pour réclamer que la politique d'accueil de l'enfant soit financée par des contributions dégressives, plus lourdes pour les pauvres que pour les riches, voilà qui n'étonne pas vraiment : avec M. Juppé ou M. Longuet, nous sommes toujours au temps de Zola. Mais voilà que M. Balladur, lui, fait des siennes! Comme un grand! Que nous a dit M. Balladur lors de la dernière «Heure de vérité»? Ce que je ne cesse d'écrire dans ce journal depuis près de trente ans et qui est fort simple : la politique familiale doit être fiscalisée — voilà tranché le débat de la déductibilité ou de la non-déductibilité — car l'impôt n'est jamais déductible — et que les cotisations «patronales» doivent être parallèlement restituées aux salariés, qu'ils aient le droit d'investir ce supplément de salaire dans des fonds de pension.

Bravo, M. Balladur! Le bon sens finit toujours par l'emporter dans notre pays. On regrette tout de même un peu qu'il y faille un demi-siècle!

هكذا من الأصل

ECONOMIE

Le rapport annuel de la CNUCED

Le Sud pour mémoire

par Eric Fottorino

Tassement de la croissance du commerce international en 1991

Le rapport annuel de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), publié le 16 septembre, prévoit que 1991 sera dominée par « la décelération de la croissance économique dans certains pays industrialisés » et par « un tassement de la croissance du commerce international ». Celle-ci sera de l'ordre de 3 %, contre 4,3 % en 1990. Dans ce contexte, et avant « un modeste redressement qui s'accentuera progressivement en 1992 », des différences importantes persisteront entre les grandes régions du globe.

La croissance devrait se renforcer en Amérique latine (sauf au Brésil), y compris parmi les pays non exportateurs de pétrole. L'Afrique sera très touchée par le ralentissement de l'activité mondiale, surtout les PMA (pays les moins avancés). « Les pays asiatiques fortement orientés vers le commerce, tels que la Corée et Singapour, continueront de pâtir de la réduction de la demande pour leurs produits d'exportation ». En revanche, Hongkong devrait améliorer ses résultats grâce au redressement du commerce « en entrepôt » avec la Chine. A l'Est, la CNUCED prévoit un retour modeste à la croissance en Hongrie, tout en craignant que pour toutes ces économies « la phase la plus grave de la crise ne soit pas encore dépassée ».

Sur le commerce proprement dit, la CNUCED souligne que « les groupements commerciaux régionaux ne peuvent remplacer un système commercial multilatéral fonctionnant bien ».

Elle considère que, désormais, les pays en développement se situent « à l'avant-garde de la libéralisation des échanges ». Grâce à la création du marché unique européen, les importations en provenance du Sud progresseront de 7 %, un accroissement considéré comme modeste, inférieur à celui de 8 % enregistré entre 1985 et 1989.

Sur la question de la dette et de son aggravation, la CNUCED note « la persistance des carences du processus de réajustement de la dette au sein du Club de Paris » et « l'insuffisance des conditions de Toronto » en faveur des pays les plus démunis. L'organisme des Nations unies préconise « de réduire la dette en une seule fois, pour supprimer ainsi définitivement tous les obstacles à l'investissement imputables à un endettement chronique et aux incertitudes créées par des réajustements répétés ».

La CNUCED estime en outre que « la déréglementation financière n'est pas un moyen de sortir de la crise ». Elle met en garde contre les risques liés à une telle action, notamment celui d'empêcher une véritable politique industrielle. L'amélioration du système bancaire doit être une priorité pour financer le développement. « Un système financier qui confère un rôle-clé aux marchés de capitaux n'est pas nécessairement la meilleure solution », conclut le rapport.

E. F.

DANS les préoccupations du moment, le Sud a perdu ses vertus cardinales. Pendant que l'Est interroge, le tiers-monde indiffère, après avoir tant passionné. Ce qui fut pour des générations entières un point de repère est devenu un lieu de perdition. Une fois l'an, les grandes institutions onusiennes reviennent à la dimension du sous-développement, pour répéter qu'il va s'aggraver, que tout sera bien pire sans apport massif de capitaux.

L'Afrique est en général désignée pour servir d'illustration à ce pessimisme ambiant. Après la CNUCED, qui rend public son rapport annuel le 16 septembre, la Banque mondiale embôtera le pas la semaine prochaine.

Car le Sud retient l'attention seulement par les peurs qu'il soulève : la peur écologique dont on frémisse chaque fois qu'un arbre tombe dans la forêt amazonienne ; la peur du sida qui décime les populations africaines ; la peur du mépris, de la pression aux frontières de l'Europe, que vient accroître la diabolisation d'un péril jaune et noir, face à un Occident ultra-minoritaire où se concentrent les richesses. Le Sud est présent pour mémoire dans les esprits, caricature du chemin à ne pas suivre : attention, danger.

Au vu des indicateurs communément retenus pour mesurer le développement — taux de crois-

sance et d'investissement, revenu par tête, dépenses d'éducation et de santé, ratios d'endettement, équilibres budgétaires —, le tiers-monde continue de s'appauvrir, et lorsqu'il progresse, c'est toujours moins vite et de façon moins assurée que les pays du Nord, à l'exception atypique des exportateurs de pétrole. D'après la CNUCED, « la région africaine sera parmi les plus touchées par le ralentissement de l'activité économique mondiale escompté en 1991, en raison de la baisse des prix des produits de base, des taux d'intérêt plus élevés et d'une réduction de la demande dans les pays développés ».

La contrainte extérieure

Comment ne pas voir que les causes d'appauvrissement viennent de la contrainte extérieure, de paramètres économiques — les taux, les cours des matières premières, l'appétit du consommateur occidental — sur lesquels le Sud n'a aucune prise, ou si peu ? Certes, et nul ne l'oublie, les dirigeants des pays du tiers-monde ne sont pas exempts de reproches graves, comme en témoignent l'accusation de malversation qui pèse sur l'ancien président péruvien Alan Garcia ou les fortunes trop voyantes de nombreux chefs d'Etat et dignitaires africains, ou encore cer-

taines dépenses militaires inconsidérées. Si choquantes soient-elles, ces abus, qui occupent rarement plus d'un paragraphe dans les gros rapports des Nations unies, ne doivent pas occulter l'essentiel : le tiers-monde n'est pas maître de son destin.

Il est le grand perdant de l'échange, face à des concurrents plus puissants qui protègent de mille manières (tarifaires et non tarifaires) les accès à leurs marchés, préchant en faveur de la libre circulation des marchandises et pratiquant « un protectionnisme qui n'a rien perdu de sa vigueur », comme le souligne la CNUCED. Les tiers-mondistes des années 70 parlaient de l'« échange inégal ».

Cet appauvrissement par le commerce est toujours de mise. Les pays du tiers-monde les plus démunis sont tributaires de deux ou trois produits de base pour les trois quarts de leurs rentrées en devises, alors que la dette à l'égard de leurs seuls créanciers bilatéraux publics a triplé au cours de la décennie passée, pour atteindre, malgré diverses initiatives d'allègement, 318 milliards de dollars.

En 1990, par exemple, les cours mondiaux du café sont tombés à leur plus bas niveau depuis quinze ans. Si les volumes exportés ont progressé de 4 %, les recettes ont chuté de 22 %. Quel intérêt les pays pauvres ont-ils à

produire toujours davantage de grains noirs ? On cherche en vain l'esquisse de politiques économiques de réchange qui rendraient le Sud moins tributaire des lois du marché.

Déjà brutales pour les nations riches qui connaissent leurs nouveaux pauvres et autres déclassés « en fin de droit », les règles du jeu libéral ne semblent guère adaptées aux économies fragilisées du tiers-monde. Dix ans après les premiers programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, on mesure combien l'ethnocentrisme a prévalu, l'indifférence à l'autre dans ce qu'il a précisément de différent.

Plutôt que d'imaginer des solutions propres à chaque pays concerné en fonction de son stade de développement, de ses valeurs, de sa culture, de ses faiblesses comme de ses atouts, on a aligné le Sud derrière la corde libérale tendue depuis Washington, avec les dégâts humains que l'ONU reconnaît désormais. La main tendue, le commerce plutôt que l'aide, que de formules contradictoires continuent d'embrouiller le dialogue Nord-Sud.

Une question persiste : pour quoi vouloir contraindre nombre de pays pauvres à persister dans l'échange international de produits de base, alors qu'ils n'ont pas atteint un degré satisfaisant d'autosuffisance alimentaire ?

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,50 % septembre 1990

Les intérêts courus du 8 octobre 1990 au 8 octobre 1991 seront payables à partir du 8 octobre 1991 à 525,00 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 78,75 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,27 francs, faisant ressortir un net de 429,98 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations TME - 0,05 septembre 1989

Les intérêts courus du 9 octobre 1990 au 8 octobre 1991 seront payables à partir du 9 octobre 1991 à 1.805,84 francs par titre de 20.000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 270,87 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 55,96 francs, faisant ressortir un net de 1.479,01 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,90 % octobre 1986

Les intérêts courus du 20 octobre 1990 au 19 octobre 1991 seront payables à partir du 20 octobre 1991 à 400,50 francs par titre de 5000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,50 francs (Montant brut : 445,00 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,22 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,79 francs, faisant ressortir un net de 364,49 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations P1C septembre 1990

Les intérêts courus du 27 septembre 1990 au 26 septembre 1991 seront payables à partir du 27 septembre 1991 à 2.040,93 francs par titre de 20.000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 306,13 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 63,25 francs, faisant ressortir un net de 1.671,55 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations TAM - 0,20 octobre 1987/97

Tranche A

Les intérêts courus du 12 octobre 1990 au 11 octobre 1991 seront payables à partir du 12 octobre 1991 à 497,54 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,63 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,41 francs, faisant ressortir un net de 407,50 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 8,70 % avril 1987

Les intérêts courus du 13 octobre 1990 au 12 octobre 1991 seront payables à partir du 13 octobre 1991 à 435,00 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 65,25 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,48 francs, faisant ressortir un net de 366,27 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9 % septembre 1988

Les intérêts courus du 26 octobre 1990 au 25 octobre 1991 seront payables à partir du 26 octobre 1991 à 450,00 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 67,50 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,95 francs, faisant ressortir un net de 368,55 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981). Le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Souscrivez à FRANVALOR INDEX DEUX jusqu'au 8 octobre inclus. Minimum de souscription : 20 000 F.

FRANVALOR INDEX.

Un placement garanti (hors droit d'entrée) pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40.

LE SEUL RISQUE QUE VOUS AYEZ À PRENDRE, C'EST CELUI DE GAGNER.



Pour la première fois, avec FRANVALOR INDEX, notre nouvelle génération de FCP de capitalisation, il est devenu possible de conjuguer sécurité de votre capital et performance intégrale de la Bourse de Paris.

En effet, ce placement vous offre, au terme de sa durée*, une double garantie irrévocable : si la Bourse monte, la Société Générale vous garantit 100 % de la hausse du marché des actions françaises sur la période d'investissement (référence : indice CAC 40). En cas de baisse, vous récupérez 100 % de votre capital investi à l'origine (hors droit d'entrée).

Cette alliance au plus haut niveau du dynamisme et de la sécurité est le résultat d'une synergie de compétences entre les spécialistes des gestions de capitaux, dont la Société Générale est l'un des leaders européens, et ceux des opérations d'options, pour lesquelles la Société Générale est leader mondial.

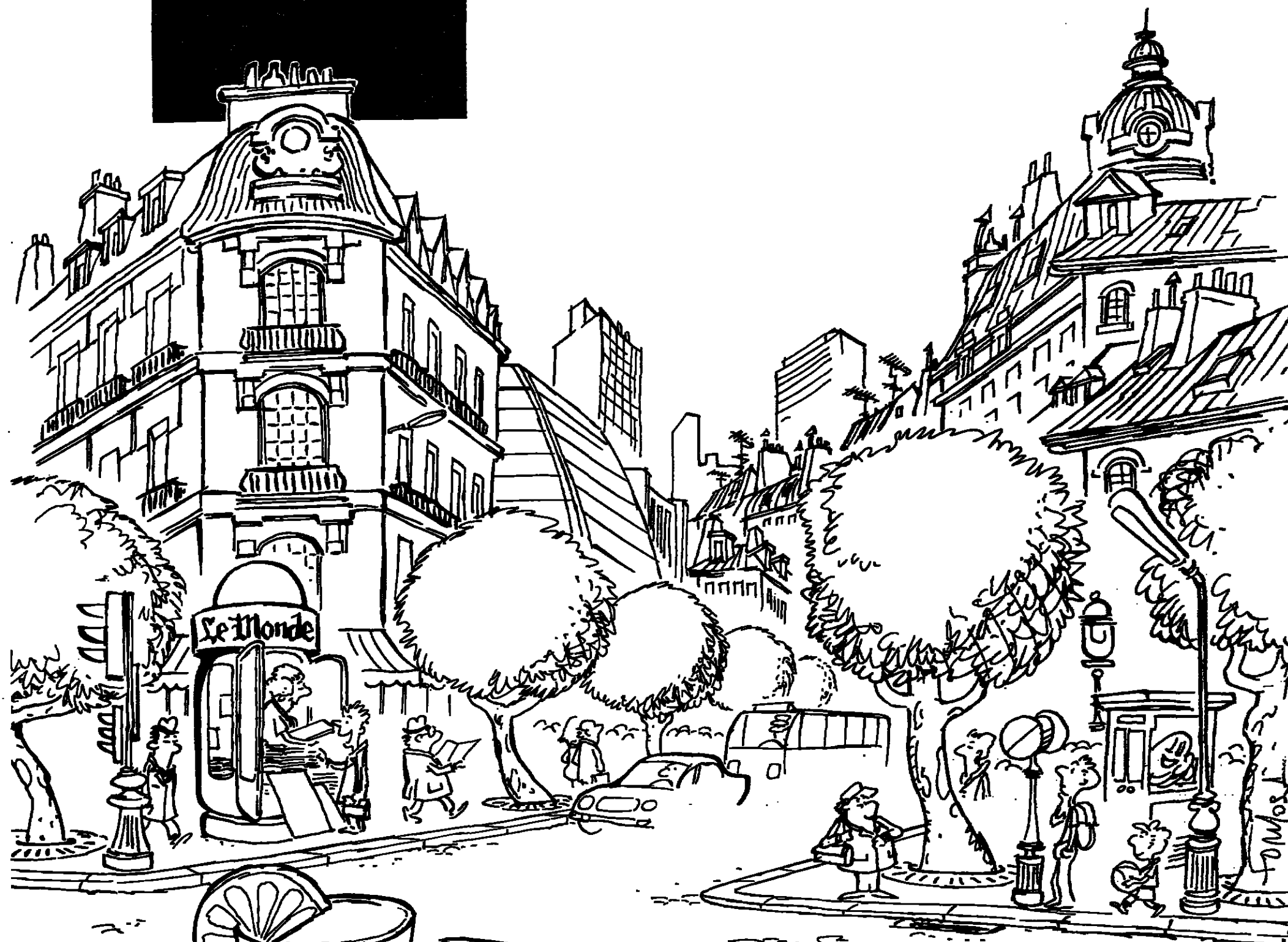
Pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40, réservez FRANVALOR INDEX DEUX jusqu'au 8 octobre inclus dans l'une des agences du Groupe Société Générale.

* 20 000 F minimum placés pendant 3 ans et 4 mois pour Franvalor Index Deux.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde
INITIATIVES

هكذا من الأصل

fragiles
prêts

Malaisie :
ne richesse

CHAMPS ECONOMIQUES

Fragiles forêts

Face à des menaces qui s'aggravent, il faudrait, comme pour la mer, définir un droit de la forêt, ressource économique mais aussi patrimoine social et écologique

INGENIEURS, fonctionnaires, juristes, ministres, industriels de la filière bois, membres de mouvements de défense de l'environnement : la grande famille de la forêt se retrouve à Paris du 17 au 26 septembre - six ans après le rendez-vous de Mexico - pour le dixième Congrès forestier mondial. Thème de la rencontre : « La forêt, patrimoine de l'avenir ». On attend les représentants de soixante pays et de trente organisations internationales.

Richesse économique évidente, pour des pays en développement comme le Brésil, le Gabon ou la Malaisie mais aussi pour des États tels que le Canada et demain la Russie ; atout collectif et écologique fragile en Europe ou dans maints pays tropicaux soumis à une exploitation excessivement intensive, patrimoine social d'intérêt national, enjeu de la recherche de valeurs culturelles. Comme l'océan et sa faune, la forêt et ses arbres sont aussi, au-delà de leur capital marchand, l'objet, dans une opinion de plus en plus partagée, de combats d'idées pour leur préservation, voire d'une volonté de reconquête.

Ainsi, au Congrès de Paris, les affrontements ne manqueront pas entre ceux qui, au nom d'un intérêt financier à court terme, demandent que chaque État soit maître chez lui et conduise sa propre politique, et ceux qui, défendant des valeurs moins matérielles au nom de l'équité libre solidaire de la planète, vou-

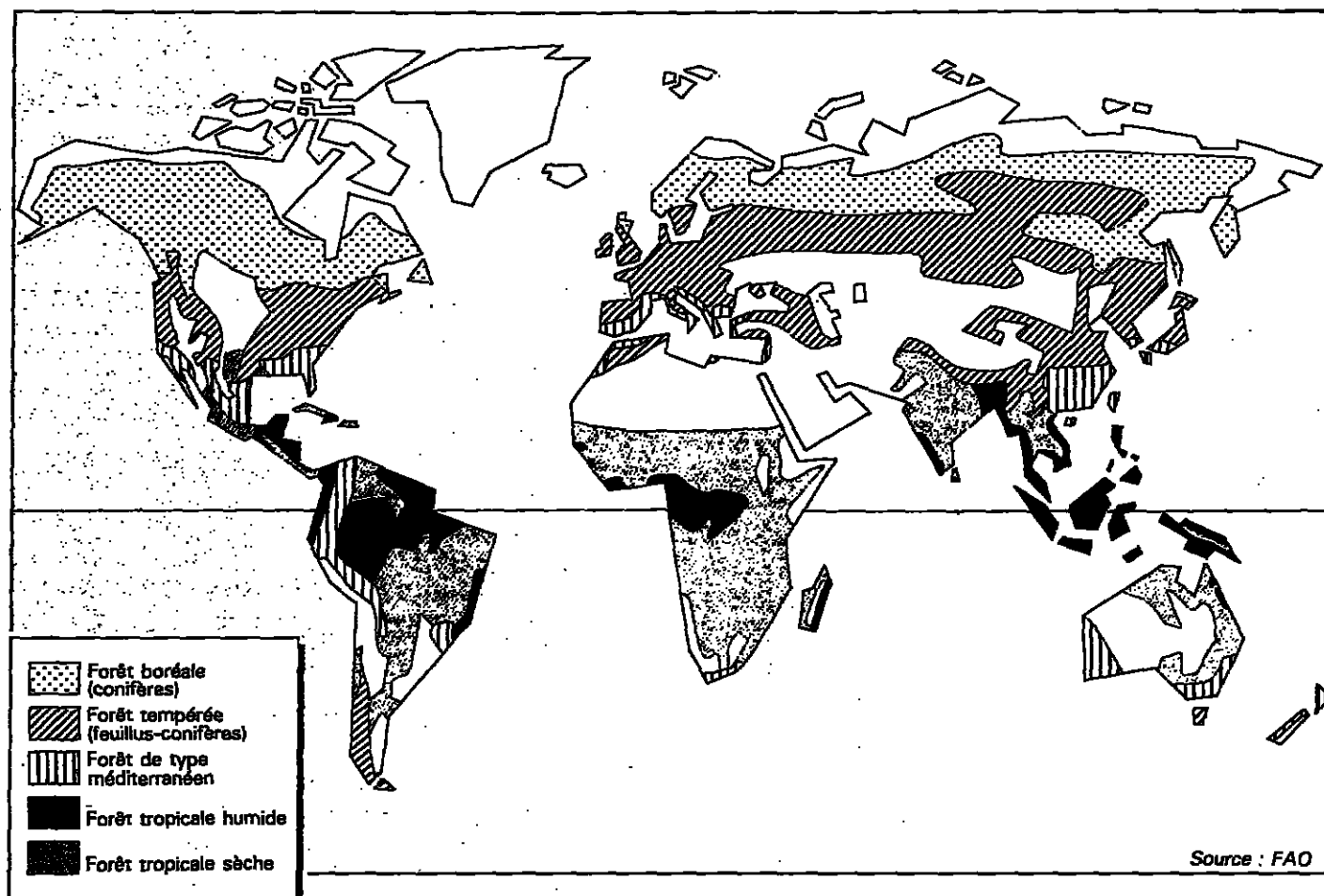
draient jeter les préliminaires d'un ordre forestier mondial. Le directeur général de l'ex-FAO qui s'appelle désormais Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (OAA) M. Edouard Saouma, va annoncer des chiffres inquiétants. Dans les pays tropicaux, la déforestation est évaluée de 17 millions à 20 millions d'hectares par an, soit 1 % de la superficie actuelle. Mathématiquement, dans un siècle, il ne restera qu'à Bornéo, en Amazonie ou au Zaïre, plus de forêt du tout. Le pays champion des abattages d'arbres à grande échelle confronté à la menace la plus terrible est le petit Costa-Rica.

Des espèces rares

Heureusement, ce scénario catastrophe apparaît peu probable car, d'une part, les consciences et les politiques, ici ou là, commencent à réagir, comme vis-à-vis de la pollution des mers ou de l'atmosphère et, d'autre part, une grande partie des forêts tropicales sont encore inaccessibles à l'homme. La Côte d'Ivoire, la Malaisie ou la Thaïlande ont déjà pris des mesures pour restreindre, voire interdire, l'exportation brute de certaines espèces d'arbres rares.

Il reste que la déforestation tropicale qui s'est aggravée depuis dix ans a trois causes essentielles :

- L'expansion de la « frontière agricole » dans des régions où des problèmes de sécurité alimentaire sont difficiles à résoudre en raison



Source : FAO

de la faiblesse de rendement des cultures vivrières et d'une population en forte croissance (Amazonie, Indonésie). On défriche sans regarder, on coupe du bois de feu pour usage domestique, l'incendie pour gagner des terres agricoles est « le bulldozer du pauvre » dans ces territoires ;

- L'attrait économique que représentent les zones forestières pour des investisseurs multinationaux non seulement intéressés par le bois d'œuvre en grume, mais aussi par les ressources hydro-électriques, l'exploitation des mines, la création d'infrastructures ;

- La majorité des administrations chargées des forêts, surtout dans le tiers-monde, n'ont à leur disposition que des moyens en personnel et en finances dérisoires. Elles ne peuvent donc s'appuyer sur une politique maîtrisée d'aménagement du territoire, à l'inverse de ce que peut faire en France par exemple l'Office national des forêts.

Pour tenter d'introduire un peu plus d'ordre dans l'exploitation de cette matière première, un plan

d'action forestier tropical (PAFT) appuyé par l'OAA, a été lancé après le Congrès de Mexico, intéressant quelque quatre-vingts pays. Les remèdes à la déforestation sont politiques avant d'être techniques et certains rêvent, à l'image du droit de la mer qui prend forme depuis 1972, d'une convention internationale du droit de la forêt.

Les PAFT ont pour objectif, par une série d'actions concertées entre les pays industrialisés et ceux du Sud, de mettre en place des programmes de gestion durable des ressources. Sur quatre-vingts programmes lancés, une vingtaine sont achevés, notamment au Cameroun, au Népal, au Pérou, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Guinée le plan a été réalisé sous la responsabilité technique de la France qui a coordonné l'action de plusieurs organismes internationaux, gouvernements ou non, qui sont les bailleurs de fonds. Mais ces PAFT ne parviennent pas toujours à s'intégrer correctement dans les priorités de planification globale, de développement et de diversification économique du pays concerné, d'où des critiques, souvent acerbes, sur le gaspillage ici ou là des multiples aides accordées.

Parmi les idées originales qui seront proposées à Paris, on retiendra celle, inspirée d'un mécanisme que connaissent bien les banquiers, du swap écologique : les pays qui accepteraient un moratoire dans le défrichement de leurs massifs bénéficieraient d'une remise, voire d'une annulation de leur dette extérieure. Mais les pays du tiers-monde, Malaisie en tête, restent très attachés à leur souveraineté et toute enquête à relents punitifs serait vouée à l'échec.

Cependant la France a quelques motifs à mettre en avant en organisant ce dixième Congrès forestier dont la première édition remonte à 1926. Depuis plusieurs années, elle

« monte en bois » : les forêts qui couvraient 8 millions d'hectares au début du siècle dernier représentent 14 millions aujourd'hui, auxquels il faut ajouter les 8 millions d'hectares de la Guyane dont on n'extrait annuellement que 100 000 mètres cubes. Grâce notamment au Fonds forestier national (FFN) créé en 1947, les superficies métropolitaines s'accroissent de 30 000 hectares par an.

La forêt des Landes, reconstruite après les terribles incendies de 1948, est le plus important massif d'Europe, et l'ONF, sur le territoire domanial, mène une politique fructueuse de stabilisation des dunes sur le littoral en plantant des oyats. L'inventaire national recense quatre-vingts espèces autochtones mais quatre essences feuillues et quatre résineux constituent 90 % du peuplement forestier. Le chêne reste le roi des arbres et chaque année les ventes de bois des splendides futaies de Bellême, Tronois ou Brotonne comptent parmi les événements remarquables.

Une gestion complexe

Contrairement aux immensités soviétiques, canadiennes ou scandinaves (la Finlande s'engouffrait en Europe du plus fort taux de boisement par habitant) la forêt française n'a aucune unité (1), depuis le maquis provençal plus ou moins dégradé jusqu'à la très productive sapinière vosgienne (qui attire des industriels papeteriers scandinaves) en passant par les jeunes reboisements résineux du Massif central, les taillis de charmes de l'Est, ce qui reste des halliers bretons touffus, les pineraies géométriques d'Aquitaine, les prestigieuses chenaies du Centre qu'apprécient tant les tonneliers, et les belles hêtraies cathédrales de Normandie.

La diversité paysannique et agricole se double d'une grande

hétérogénéité juridique, ce qui rend complexe les politiques de gestion de la forêt. En effet 12 % appartiennent à l'Etat, 18 % à 11 000 communes et 70 % à 3 300 000 propriétaires privés, particuliers ou sociétés. En Irlande ou en Grèce, à l'inverse, la forêt domaniale couvre 70 % du total mais au Portugal 80 % appartiennent à des propriétaires privés.

Si les forêts privées françaises se situent surtout dans l'ouest et le sud-ouest du pays, les forêts communales se rencontrent des Ardennes à la Corse et aux Pyrénées. L'Etat, pour sa part, possède des superficies dans diverses régions, la plus grande forêt domaniale de France étant celle d'Orléans (34 600 hectares). L'acquisition récente de la forêt d'Arc-en-Barrois, en Haute-Marne, lui a permis d'accroître son patrimoine de 10 670 hectares d'un seul tenant.

Au moment où l'Europe des Douze renforce ses liens avec l'Europe de l'Est et où des pays très boisés comme l'Autriche frappent à la porte de la CEE, on notera enfin que la forêt n'entre pas dans le champ de la politique communautaire au même titre que l'agriculture, la recherche, la pêche, les restructurations industrielles. En Allemagne, par exemple, l'ensemble de la gestion est décentralisé au niveau des Länder.

Anomalie ? Simble oubli ? Erreur grave ? A l'issue du Congrès forestier mondial, on voudrait en tout cas espérer, dans ce domaine aussi, une initiative politique réparatrice qui ne pourrait qu'emporter la quasi-unanimité.

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) La Forêt en France, de Pierre Bazire et Jean Gadant, la Documentation Française, 1991, 142 p., 75 F. La France des forêts et du bois, 1989, ministère de l'Agriculture.

Malaisie : une richesse menacée

En dix ans, les exportations de bois ont doublé mais la survie de la forêt tropicale est en cause

UNE manifestation de dix écologistes occidentaux a relancé le débat sur la déforestation en Malaisie, qui possède l'une des plus importantes réserves de forêts tropicales de la planète. Deux activistes, une Américaine et un Allemand, ont été déportés sur-le-champ. Cinq autres ont été condamnés à des peines de cinquante à soixante jours de prison le 18 juillet. Le procès des trois derniers est en cours.

Les Malaisiens se rendent de plus en plus compte du danger que représente, pour l'environnement, le marché lucratif et en partie incontrôlé du bois. Mais les autorités locales ont toujours mal supporté que d'autres, surtout des Occidentaux, viennent leur donner des leçons.

« Certains Blancs en sont encore à estimer que nous ne savons pas administrer notre pays », a jugé, pour sa part, le premier ministre, Mahathir Mohamad, qui vient de fêter le dixième anniversaire de son accession au pouvoir. « Un complexe de supériorité », a-t-il résumé.

Les ventes et l'industrie du bois jouent encore un rôle important dans l'économie en pleine expansion de la Malaisie. En 1990, année record, les exportations de bois ont

rapporté près de 9 milliards de ringgits (1), soit 13 % de l'ensemble des recettes à l'exportation. Une bonne partie des revenus des deux États orientaux de la Fédération, Sarawak et Sabah, situés sur l'île de Bornéo, proviennent de l'exploitation, licite et illicite, d'un vaste réservoir de forêts tropicales et de forêts vierges.

Les ventes illicites

Au Sarawak, l'Etat le plus vaste de la fédération, la jungle couvre encore 70 % d'un territoire dont la superficie représente à peu près la moitié de la France métropolitaine et qui n'est peuplé que de 1,6 million d'habitants. L'an dernier, l'exploitation du bois a financé 42 % du budget du gouvernement local.

En l'espace d'une décennie, les exportations de bois ont doublé pour atteindre, en 1990, quatorze millions de mètres cubes, dont la moitié ont été achetés par le Japon. L'an dernier, les prix à l'exportation ont augmenté de 19 %, du coup, les recettes ont fait un bond de 50 %.

Le Sabah a, de son côté, exporté plus de six millions de m³ de bois en 1989, un chiffre qui ne semble pas tenir compte d'exportations illicites qui, selon différentes sources,



pourraient représenter entre 30 % et 40 % du total. L'an dernier, l'exploitation des forêts a représenté plus de 50 % des revenus du gouvernement local. Les quelque 20 millions de mètres cubes de bois exportés chaque année par le Sabah et le Sarawak sont constitués de troncs d'arbres, à l'exclusion de branches, de bois scié, de contreplaqué ou de moulures.

Le Kelantan, un Etat péninsulaire limitrophe de la Thaïlande, tire également des recettes vitales du bois, surtout depuis que Bangkok a interdit, en 1989, les coupes de bois sur son propre territoire à la suite d'un désastre écologique.

Le Kelantan est le plus pauvre des onze Etats de la péninsule malaise et son gouvernement, très endetté, ne peut plus compter sur les largesses du gouvernement fédéral depuis que l'opposition y a pris le pouvoir à l'occasion des élections d'octobre 1990.

Principale ressource des autorités locales, la production annuelle de bois y est d'environ 2 millions de mètres cubes, dont plus d'un tiers est exporté avant d'avoir été traité.

de Bangkok

JEAN-CLAUDE POMONTI
Lire la suite page 24.

(1) 1 ringgit (dollar malaisien) = 2,14 F.

Un salon international de la bureautique, de l'informatique et des télécommunications. Une offre complète pas loin de chez vous. 350 fabricants et importateurs qui vous informent dans votre langue. Des conditions attractives... un atout supplémentaire.

AU PARC DES EXPOSITIONS DE BRUXELLES
DU 18 AU 25 SEPTEMBRE 1991

OUVERT DE 10 A 18 H
LES 23 ET 24 DE 10 A 20 H
FERME LE DIMANCHE 22
AUTOROUTE PARIS - VALENCIENNES
- BRUXELLES - SORTIE HEYSEL

BUREAU 91 & SOFT-GALLERY

Appelez le 19.32.2.762.71.83 pour toute information complémentaire.

CHAMPS ECONOMIQUES

Canada : les arbres au repos

Reboisement insuffisant, coupes à blanc dévastatrices, incendies et insectes, la forêt a besoin d'être régénérée

L'INDUSTRIE canadienne doit faire face à beaucoup d'incertitudes : l'arrivée de nouveaux concurrents, les pressions publiques pour l'application de mesures écologiques et la promulgation de règlements plus sévères, les obstacles aux échanges commerciaux ainsi que les fluctuations du cours des devises ont un impact sur son évolution. Reboisement insuffisant, coupes à blanc destructrices, pollution de l'air et de l'eau, l'industrie forestière canadienne est invitée à se mettre au vert.

Le paysage canadien est vaste et biologiquement complexe. La forêt de la côte est, le Bouclier canadien, la prairie sèche de l'Ouest, ainsi que les forêts de la côte de la Colombie britannique hébergent toutes des espèces variées qui croissent à des vitesses différentes et atteignent des dimensions également diversifiées. Ces forêts sont caractérisées par une prépondérance de peuplements parvenus à maturité et réputés pour la qualité de leurs bois.

Près de la moitié de la surface émergée du Canada, soit 453 millions d'hectares est couverte de forêts. Un peu plus de la moitié de ces forêts est considérée comme productive, mais le quart seulement (122 millions d'hectares) présente un intérêt commercial. La fraction commercialisable de la forêt productive varie considérablement d'une province à l'autre. Sur la côte atlantique presque toute la forêt, majoritairement privée, se prête à

une exploitation fiable, alors que la moitié seulement y est apte sur la côte pacifique.

Sur les terrains forestiers provinciaux, la coupe est presque exclusivement effectuée par des sociétés forestières privées en vertu des conventions qui leur concèdent, contre versement, un droit de coupe mais aucun droit sur le sol, l'eau, la faune ou les ressources servant aux loisirs. Au Canada la question forestière est une responsabilité exclusive des provinces, en vertu de la Constitution canadienne. La majorité d'entre elles appartiennent au domaine public. Le gouvernement fédéral (11 %), les dix provinces (80 %) et les 430 000 propriétaires privés (9 %) se partagent les responsabilités de leur administration.

L'intégrité écologique

Au Québec, la Fédération des producteurs de bois (FPBQ) souhaiterait pourtant que le gouvernement privatise les terres forestières publiques. Selon Léonard Otis « les individus sont à même, exploitant leurs propres terres, d'en tripler le rendement ». Comme au Québec, l'économie rurale est avant tout forestière : une réforme de la « tenure » des terres forestières serait nécessaire. Pour Gilles Lemieux, professeur de « foresterie » à l'université Laval à Québec « les tendances que maintient l'Etat à concentrer la forêt entre ses mains pour en donner les fruits à l'industrie, sont tout à fait archaïques. La

réforme s'impose ».

Consentants de la valeur de cette richesse naturelle qu'ils ont cru un temps éternellement renouvelable, les Canadiens ont commencé ces dernières années à se préoccuper davantage de son aménagement. En outre, la mosaïque forestière sera de plus en plus façonnée par la demande exercée à l'égard des réseaux non ligneux, tels les loisirs, la faune terrestre et aquatique, l'eau, la vie sauvage et la beauté des sites.

Dans un rapport sur l'état des forêts soumis au Parlement canadien l'année dernière le ministre des forêts, Frank Oberlé y annonce son intention de voir les pratiques forestières « planifiées de façon à conserver la diversité biologique des forêts et à sauvegarder l'intégrité écologique... Les écosystèmes forestiers seront perçus et aménagés à titre de réserves génétiques, d'entrepôts de carbone et de régulateur de climat ».

Au Québec la loi sur les forêts adoptée en 1986 devrait par son application assurer la primauté d'un développement durable. Par le passé, les forêts étaient rasées et devaient se renouveler d'elles-mêmes. Selon les autorités fédérales, plus de 80 % des superficies coupées se régénèrent adéquatement, soit naturellement, soit artificiellement, en hausse de 22 % depuis le début des années 70.

Toutefois, la régénération naturelle n'arrive pas toujours à point, et de vastes étendues coupées à blanc non traitées sont susceptibles de prendre beaucoup de temps pour se renouveler en essences d'intérêt commercial. Le nombre de plants mis en terre en 1990 équivalait à peine celui des « recoupés » cette même année, soit 900 millions d'arbres sur environ 10 000 kilomètres carrés.

« Voilà notre objectif », observe Pierre Lachance, porte-parole de l'Association canadienne des pâtes et papiers (ACPP), « régénérer ce que l'on récolte. Il faut bien comprendre que l'on ne récolte chaque année que 0,5 % des seules forêts considérées comme productives (environ 122 000 hectares). Si l'on considère que la forêt met cent ans pour se régénérer, au rythme où l'on récolte, on ne peut certes guère parler d'épuisement rapide ».

Avec 1 milliard d'hectares - en superficie le Canada fait approximativement trois fois l'Europe - la forêt canadienne est composée de monocultures naturelles, qui plus est, du même âge. Nous possédons la deuxième forêt de résineux au monde. On nous accuse de détruire la faune avec nos coupes à blanc. On ne la détruit pas. La faune se déplace, elle ne manque pas d'espaces. Il est vrai par ailleurs que ce n'est pas très esthétique. Nous y veillons désormais ».

La demande d'approvisionnement en bois exercée sur les forêts n'a pas cessé d'augmenter. La production de bois marchands demeure encore aujourd'hui la principale utilisation que l'on fait des forêts du Canada. Avec l'accroissement de la demande de fibres, l'alimentation des usines dépendra de plus en plus des forêts soumises à un aménagement intensif.

de Bangkok
JEAN-CLAUDE POMONTI

Les progrès techniques ont permis l'exploitation d'essences considérées auparavant comme indésirables. Même si dans l'ensemble les données officielles indiquent un excédent de bois, on reconnaît l'existence de pénurie dans certaines régions et dans quelques usines. On a vu récemment des habitants désespérés d'un village de l'Abitibi, dans le nord-ouest québécois, bloquer les routes à la sortie de leur village dont la scierie locale cessait ses activités faute d'approvisionnement, pour empêcher le transfert vers les autres régions des bois provenant de leurs boisés voisins.

Pour être en mesure d'augmenter le niveau d'exploitation des résineux, le Canada doit pouvoir améliorer la ressource. On évalue à 7,3

millions d'hectares la superficie forestière incendiée en 1989, et les insectes ont, eux, provoqué la défoliation de 19 millions d'hectares. Le Canada y perd chaque année un volume de bois presque aussi important que celui qu'il récolte. Plutôt que de laisser des peuplements à la merci des fléaux naturels, le ministre canadien des forêts estime qu'en certains cas une coupe excédant le rendement soutenu à long terme pourrait se pratiquer sans entamer les stocks.

Au cours des dix dernières années les dépenses consacrées à la régénération sylvicole se sont accrues. Entre 1975 et 1988 la superficie traitée a presque triplé. L'industrie forestière n'hésite plus à inviter la population à venir constater d'elle-même les améliorations qu'elle affirme être plus importantes que ne le laissent entendre les environnementalistes. Ces derniers estiment que les mesures d'aménagement appliquées depuis longtemps en Suède et en Finlande n'en sont qu'au stade du balbutiement au Canada. Selon Nathalie Marois, porte-parole du mouvement Greenpeace qui talonne les propriétaires depuis des années, « il n'existe actuellement aucun modèle de gestion écologique de la forêt capable de contraindre l'appauvrissement de la diversité biologique ».

Une sévère concurrence

Le président de la Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ) revient d'un séjour en Suède : « Ils ont pris quelques longueurs d'avance, assurément, mais nous saurons le faire très bientôt, nous y sommes presque... L'important cependant pour nous c'est de pouvoir vivre près de nos forêts, contrairement aux propriétaires suédois qui habitent en ville ».

On a laissé à la forêt le soin de se régénérer toute seule, mais la nature n'a pas toujours suffi à la tâche. Des zones entières ont perdu en densité ou en qualité. Jusqu'au début des années 80 les compagnies ont obtenu des droits de coupe qui n'étaient assortis d'aucun devoir en matière de reboisement ou d'entretien des peuplements.

Cette tâche sylvicole incombait aux autorités provinciales qui l'ont négligée. Pour rentabiliser au maximum leurs opérations, les compagnies forestières ont coupé à blanc (récolte en une seule opération de tous les arbres à valeur marchande) sur des superficies les plus vastes possibles.

Cependant le ralentissement économique a affecté l'industrie des

pâtes et papiers, qui se trouve, après cinq années ininterrompues de croissance, dans le creux d'un cycle. Selon un représentant de cette industrie, le freinage de la demande mondiale, la surcapacité de production, la baisse du prix des produits de base, les taux d'intérêt élevés, combinés à la force du dollar canadien par rapport au dollar États-Unis, ont déséquilibré les profits de l'industrie des pâtes et papiers.

Alors qu'elle affichait des profits légèrement supérieurs à 1 milliard de dollars en 1989, selon les chiffres de l'ACPP (1) elle a subi des pertes de 120 millions en 1990 et de 400 millions au cours du premier semestre de cette année. « Rien ne permet de croire », dit André Duchesne, président de l'Association des industries forestières du Québec, que la situation s'améliorera dans le second semestre ».

L'industrie canadienne se heurte aussi à une concurrence sévère sur les marchés mondiaux. Ainsi le Brésil dispose de vastes forêts de feuillus et d'une main-d'œuvre à bon marché ; le Chili, la Nouvelle-Zélande, et d'autres pays de l'Asie, de l'hémisphère Sud possèdent des plantations qui pourront dans un proche avenir alimenter de nouvelles usines. Enfin les nouveaux codes révisés par la Communauté européenne pourraient représenter une barrière non tarifaire supplémentaire pour les producteurs de bois canadiens.

Toutefois, en dépit d'un contentieux sur une question de livraison de bois d'œuvre canadien (2), les États-Unis représentent un marché en pleine croissance pour les produits à forte valeur ajoutée, tels que les papiers d'impression et d'écriture, ainsi que les produits spéciaux du bois, tandis que les pays du Pacifique constituent pour les produits spéciaux du bois, des marchés qui devraient croître également.

En tout cas, le Canada continue de militer pour la libéralisation du commerce mondial en préconisant la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires.

de Montréal
JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Les données sont établies à partir du chiffre d'affaires publié par quinze compagnies membres de l'ACPP, cumulant approximativement 65 % de la production totale.

(2) A la suite de Washington, le Canada a annoncé unilatéralement, mardi 3 septembre, qu'il mettrait fin au mémoire d'entente avec les États-Unis en vigueur depuis décembre 1986 et qui imposait une surtaxe de 15 % à l'exportation. Depuis cette entrée en vigueur, le pacte de marché américain détenu par le Canada avait atteint son niveau le plus bas revenant de 32,8 % en 1985 à 26,1 % en début d'an-

Malaisie : une richesse menacée

Suite de la page 23

L'économie de la Malaisie - plus de 18 millions d'habitants et un revenu annuel par habitant déjà proche de 2 500 dollars - connaît actuellement un taux d'expansion qui tourne autour de 10 % par an. Comme chez ses voisins, cette croissance est essentiellement tirée par les exportations, notamment de produits finis ou semi-finis. Kuala-Lumpur s'est fixé pour objectif de rejoindre le groupe des pays industrialisés en l'an 2020.

L'agriculture et les forêts constituent 18,7 % du PNB en 1990. Le plan de développement pour la décennie en cours (Le Monde du 15 juillet) prévoit que ces deux secteurs ne représenteront plus que 13,4 % du PNB en l'an 2000. En attendant, l'exploitation du bois demeure une ressource vitale pour les économies locales, alors que, ces dernières années surtout, les pressions en faveur d'une protection de l'environnement se sont multipliées. Des économistes locaux ont calculé qu'au rythme actuel des coupes, les forêts du Kelantan disparaîtront dans un délai de dix ans.

Au Sabah, ce sont les coupes aveugles, et souvent illégales, qui pourraient mettre en cause, dans un délai de cinq ans, la survie de la forêt tro-

pical. Au Sarawak, les forestiers représentent 5 % de la force de travail, et selon un récent rapport de l'Organisation internationale du bois tropical, faute d'une réduction drastique des coupes les forêts primaires ou les coupes sont autorisées (le quart environ des forêts) auront disparu en l'espace de onze ans.

Pour tenter d'enrayer la déforestation en Malaisie orientale (Sarawak et Sabah), le gouvernement a décidé de réduire de moitié, dans un délai de cinq ans, les exportations de bois. Au Sarawak, la moitié des forêts ont été classées « forêts vierges » et interdites de coupe et les autorités locales se sont engagées à réduire, cette année, à 12 millions de mètres cubes la production locale de bois.

Mais les mesures de préservation envisagées à ce jour demeurent très timides. Les programmes de reforestation, au Sabah comme au Sarawak, concernent avant tout des espèces à croissance rapide, qui servent à fabriquer du contre-plaqué, et non le remplacement des bois précieux. La déforestation met, en outre, en cause le style de vie et l'identité de peuples de la forêt, souvent des nomades, dont les espaces de vie sont de plus en plus limités.

de Bangkok
JEAN-CLAUDE POMONTI

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle. Adresse Code postal Ville Niveau d'études 90-91 Age

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Années : Management et Logistique	<input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Prothèse Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Réaliser le Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615** code **ORIENTATIO**

COMPTABILITE / GESTION / FINANCE

Devenez avec l'IGEFI des partenaires pour l'entreprise

DIPLOMES D'ETAT et cautionnés par l'ASSOCIATION DES COMPTABLES Mutuelle Professionnelle

IGEFI Institut de Gestion et d'Etudes Financières
94, rue St-Lazare 75009 Paris - Tél. (1) 48 74 33 15 - 42 82 16 92
Etablissement privé d'enseignement supérieur

COURS DU JOUR ou FIN DE JOURNÉE et CONTRAT DE QUALIFICATION

DEMANDE DE DOCUMENTATION

☐ BP Bureautique
☐ BTS Comptabilité Gestion
☐ DPECF Diplôme Préparatoire Etudes Comptables et Financières
☐ DECF Diplôme Etudes Comptables et Financières
☐ DESCF Diplôme Etudes Supérieures Comptables et Financières
☐ FINAL Expert Comptable

Nom Prénom
Adresse
Tél.
IGEFI, 94, rue St-Lazare 75009 Paris

UNIVERSITÉ PARIS-XIII

MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

Quelques places disponibles
49-40-33-27

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

LANGUES ÉTRANGÈRES

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Soc 5210, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

- Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois : soirs et week-ends).

- Enseignement de haut niveau. Coût : 700 F/en.

Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au Bureau du Marketing Industriel, CNAM : 292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS. Tél. : 40-27-22-24, de 14 h à 17 h.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} octobre 1991.

مكتبة من الأصل

سكنا من الاجل

CHAMPS ECONOMIQUES

Attention au poumon vert

Avec l'hélicoptère et le bulldozer, les forestiers peuvent sortir le bois de n'importe quel massif, même le plus reculé

De réservoir quasi inépuisable de bois et de gibier hier, la forêt est devenue aujourd'hui un milieu fragile que l'on s'efforce de préserver. Même la forêt tropicale, naguère impénétrable, apparaît en partie sous l'œil du bulldozer, de l'hélicoptère et de la tronçonneuse, le forestier peut maintenant sortir le bois de n'importe quel massif, même le plus reculé.

Traditionnellement, les exploitants de bois classent les forêts du monde en trois grands ensembles : 1) les massifs de la zone tempérée (Europe et États-Unis, essentiellement), d'où l'on tire le bois d'œuvre ; 2) la taïga, qui fournit les résineux commerciaux sous l'appellation « bois du Nord », très utilisés pour la fabrication de pâte à papier ; 3) les forêts tropicales enfin, en fait plutôt équatoriales, d'où l'on tire aujourd'hui presque tous les grands arbres, qui seront convertis en contreplaqué (okoumé) et en cadres de chemin de fer (azobé) et en cadres de fenêtres (ipo). Tout le reste (savanes, forêts galeries, mangroves, etc.) est abandonné à l'usage des populations locales.

Un coup d'arrêt

Ces trois grands gisements de bois, aujourd'hui, n'apparaissent plus inépuisables comme naguère. Dans la zone tempérée, les défrichements du Moyen Âge pour l'agriculture, puis l'exploitation du bois pour le chauffage et l'industrie (forages, salines, tuileries, etc.) ont sérieusement mis à mal le patrimoine forestier. Bien qu'elle ait trouvé la première un substitut au bois avec le « schiste de terre », l'Angleterre n'a presque plus de forêts aujourd'hui. La France, à l'issue des guerres napoléoniennes, ne disposait plus que de 4,5 millions d'hectares boisés.

Il a fallu la conversion de l'industrie au charbon, puis au pétrole, pour relancer la forêt tempérée des plus gros producteurs. Simultanément, les tro-

piers de travaux publics ont compris que les montagnes déboisées représentaient un risque important d'inondation et d'érosion. Ils ont donc reboisé artificiellement les flancs nus des montagnes, malgré l'hostilité des gens d'en haut, éleveurs et bergers.

Dans les plaines marécageuses comme la Sologne ou les landes de Gascogne, les ingénieurs forestiers ont planté pour « assainir » ou valoriser des terres incultes. Le pin des Landes, à l'origine, devait seulement produire la « gomme » (résine), recueillie en pot sur la blessure du tronc. On s'est aperçu ensuite que le bois de pin maritime pouvait donner des planches fort convenables et fournir les usines en cellulose.

Partout en Europe, puis aux États-Unis, un coup d'arrêt a été donné aux défrichements inconsidérés et à la surexploitation du bois, de sorte que la surface forestière existante a été conservée, voire étendue. Les forêts tempérées d'Europe et d'Amérique semblent donc aujourd'hui sauvées.

Un moment, on a pu craindre une transformation profonde de leur qualité avec la politique d'enrichissement menée par les forestiers au lendemain de la seconde guerre mondiale, y compris dans des zones traditionnellement feuillues comme le Morvan et le Limousin.

Les forestiers français, pour leur part, abandonnent maintenant la politique du « tout résineux », que ne pratiquent plus que des propriétaires privés soucieux d'un revenu « rapide ». Pour occuper les usines de cellulose, certains ont proposé de planter des eucalyptus dans le Sud-Ouest ; mais les froids de 1985 et 1986 ont mis un terme à l'expérience en France, car les arbres ont gelé. Seul le Portugal, actuellement, continue à planter des eucalyptus pour la pâte à papier, au détriment de ses forêts de chêne-lège.

Au début des années 80, l'alerte aux « pluies acides » a pu faire redouter le pire pour les forêts tempérées. Après les Grands Lacs américains et scandinaves, l'acidification semblait en effet gagner la forêt ; tout à coup ponctuée

d'arbres jaunes. Ce dépérissement, d'abord attribué à la pollution atmosphérique, pouvait faire craindre une « mort de la forêt » (*Waldsterben*, comme disent les Allemands) à brève échéance, sur le modèle de certains massifs d'Europe centrale (Tchécoslovaquie, notamment), ravagés par les fumées d'usine.

La recherche scientifique menée à ce propos n'a pas rendu un verdict clair. Il apparaît cependant que le dépérissement de certains arbres est dû à une combinaison de facteurs où la pollution ne joue qu'un rôle parmi d'autres. Les secousses climatiques comme le froid et la sécheresse, la nature des sols, et aussi le mode d'exploitation intensive qui les appauvrit, tout cela est déterminant pour la santé des arbres.

L'exploitation industrielle

La forêt, dans nos zones tempérées fortement urbanisées, a aussi changé de fonction. De réservoir à bois de chauffage et de terrain de chasse au gros gibier, elle est devenue « espace vert », aire de jeux pour citadins, « zone récréative » comme disent les Américains. Ces aspects ludiques, hygiéniques et sportifs de la forêt ont complètement transformé la gestion des massifs proches des agglomérations. Les forestiers y font des aménagements de sentiers et ne procèdent à des coupes que lorsqu'elles deviennent indispensables.

Au nord de la zone tempérée s'étend une immense ceinture verte, qu'on appelle en Sibirie la taïga. Mélange de bouleaux et de résineux, elle ne produisait autrefois que des poteaux de mine et des poteaux télégraphiques, plus quelques sciages de bois blanc, considérés alors comme de second choix. Tout a changé aujourd'hui. Le « bois du Nord » fait prime sur le marché, car son grain fin, dû à la croissance lente des latitudes arctiques, le rend propice aux sciages utilisés en ameublement. De plus, l'industrie papetière, de plus en plus gourmande, réclame des tonnages de

bois considérables. Le bouleau et les résineux qui ne vont pas en scierie sont donc débités en rondins pour les usines de pâte à papier.

Le bois est ainsi devenu le premier poste d'exportation de tous les pays de la ceinture arctique (Canada, Scandinavie et Sibérie). Mais l'exploitation industrielle de ces bois du Nord va souvent plus vite que la croissance des arbres, au point que certains établissements scandinaves ont dû parfois importer du bois des Landes pour alimenter leurs peupliers !

En Finlande et en Suède, on replante systématiquement les parcelles mises en coupe, ce qui exige d'importants travaux de dessouchage, sous-solage et labour. Mais la repousse est lente : un pin mettra quatre-vingts ans à atteindre la taille d'exploitation, alors qu'il n'en mettra qu'une trentaine dans les Landes ! En Sibérie, où la surface forestière est immense, on ne replante pas : on défriche comme aux premiers temps en Europe, mais avec des moyens modernes.

La forêt sibérienne, cependant, a de la défense : elle pousse dans un environnement extrêmement rude, où l'hiver intense pratiquement l'usage de la tronçonneuse et où l'été transforme le sol en bouillie. Aujourd'hui encore, il est très difficile de pénétrer dans ces immensités spongieuses envahies de moustiques. Les distances, phénoménales, interdisent aussi l'exploitation d'arbres qui ne valent pas leur coût de transport. Car le bois reste un matériau lourd, dont le prix est déterminé par la longueur de l'acheminement.

La situation, paradoxalement, est à peu près la même en Amazonie. Avec cette différence essentielle que, en forêt tropicale, on exploite très peu d'arbres à l'hectare. Alors que, dans la taïga, les quelques essences disponibles sont toutes exploitables et permettent donc des coupes à blanc, la forêt tropicale est formée d'un enchevêtrement de lianes, palmiers et arbustes dominés par quelques géants qui, seuls, intéressent les scieurs.

Il faut donc tracer des kilomètres de piste pour débiter seulement quelques arbres de valeur. C'est pourquoi

les bois tropicaux ont d'abord été exploités le long des fleuves et des côtes. Au Gabon, les grumes d'okoumé étaient descendues par les fleuves et recueillies en mer par les navires. Aujourd'hui, ce sont les camions grumiers qui assurent le transport, comme en Côte d'Ivoire, en Malaisie ou à Bornéo.

L'exploitation de la forêt tropicale entraîne-t-elle sa destruction ? Évidente querelle ! En fait, la situation est très différente selon les continents et les pays. Ainsi la Côte d'Ivoire, en exploitant à fond son gisement de bois, a pratiquement anéanti sa forêt. Car les populations ont utilisé les pistes forestières pour coloniser les parcelles exploitées et pratiquer la culture traditionnelle sur brûlis. Avec la désertification climatique au nord et les feux de brousse au sud, la forêt ivoirienne n'a cessé de reculer.

Des espaces vierges

Un tel phénomène ne s'est pas produit au Gabon, où la pression démographique reste très faible. La forêt congolaise, encore immense et pour partie vierge, ne paraît pas non plus très menacée de ce point de vue. Seules les zones proches du littoral subissent la pression des exploitants forestiers. Et, comme la forêt primaire a été exploitée, on en vient aujourd'hui à un deuxième stade, qui consiste à planter des essences recherchées par l'industrie papetière. Le gouvernement congolais s'est lancé dans l'exploitation industrielle de l'eucalyptus autour de Pointe-Noire.

La menace de destruction est plus inquiétante en Asie du Sud-Est, où l'exploitation des bois tropicaux bat son plein aujourd'hui. C'est en particulier le cas de Bornéo, partagé entre la Malaisie (Sarawak) et l'Indonésie (Kalimantan). Ces pays fournissent actuellement l'essentiel du bois consommé au Japon, premier importateur mondial, et au Moyen-Orient.

Au rythme où est menée l'exploitation, la forêt primaire aura disparu dans une ou deux décennies, cédant la place à une forêt secondaire très vulnérable.

En Thaïlande, le mal est fait. Les autorités ont dû interdire l'exploitation forestière dans les massifs restés intacts, car les cultures par brûlis achevaient la destruction du couvert végétal, entraînant érosion et inondations.

Reste l'Amazonie, présentée parfois à tort comme le « poumon de la planète ». En fait, la forêt amazonienne consomme autant d'oxygène par la fermentation des feuilles mortes et du bois pourri qu'elle en produit par ses feuilles vertes. Elle ne permet donc pas au monde de mieux respirer. Mais la présence d'un couvert végétal dense sur une surface équivalente à celle de l'Europe présente un intérêt majeur pour le régime des eaux.

L'Amazonie est une vaste éponge, qui absorbe la violence des pluies tropicales et restitue l'eau progressivement par « évapotranspiration » de ses feuillages. Sans son couvert végétal, elle serait lessivée par les pluies, ravivée et « latérisée », comme on peut s'en rendre compte sur les parcelles livrées aux nouveaux colons... et abandonnées au bout de quelques années après le brûlis.

De plus, la plaine amazonienne, en partie inondée, recèle très peu de « gros bois » comme les aiment les scieurs. Hormis les reliefs, la forêt amazonienne n'offre guère que de la matière ligneuse de second choix, tout juste bonne à brasser dans les pulpeurs des papeteries. Ce ne sont donc pas les forestiers qui menacent la sylviculture brésilienne ou péruvienne. Ce sont les colons, encouragés par la puissance publique à défricher et « mettre en valeur » des espaces encore vierges.

L'expérience montre que ni l'élevage ni la culture du soja ne peuvent prospérer sur des sols de latérite sans humus. Mais les colons compensent la pauvreté des sols par l'usage intensif de la forêt, qui recule chaque jour sous la pression démographique. Là est le danger.

ROGER CANS



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...



...il est parfois utile d'examiner son bilan.

Pour accéder à la totalité des 1 950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36290059. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.



OS

MINISTRE D'ECONOMIE INDUSTRIELLE

10 33-27

DE MARKETING

INDUSTRIEL AU COM

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le plan Marshall de M. Mitterrand

Il est des raisonnements — et des pratiques commerciales — qu'un pays comme la France, vu le sérieux avec lequel elle gère désormais ses propres affaires, ne devrait plus se permettre à l'égard du monde extérieur. Par respect pour elle-même. Passe encore lorsque la conduite de notre politique économique et monétaire était une des plus dirigistes et archaïques du monde développé l'époque, pas si lointaine, où l'on croyait que le contrôle des prix était un bon moyen de juguler l'inflation, le déficit budgétaire, un « multiplicateur » automatique de croissance. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Depuis, disons une quinzaine d'années, les méthodes de gouvernement ont été dans ces domaines progressivement épurées et affinées, sauf pendant la période juin 1981 — mars 1983, où l'on a renoué avec les pires illusions du passé. Mais, depuis lors, les progrès se sont accélérés. Cependant, sur la scène internationale, la France continue encore trop souvent à soutenir des thèses dont elle a cessé de s'inspirer pour se gouverner et à recourir, à l'occasion, à des mesures de protection particulièrement malhonnêtes.

A propos des négociations en cours à Bruxelles entre la CEE d'une part et, de l'autre, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie en vue de l'association de ces pays, on a surtout parlé du malheureux incident concernant les livraisons de viande bovine auxquelles la France s'est opposée. L'enjeu n'est cependant pas considérable. Il porte sur l'importation supplémentaire de quelque 550 tonnes de viande, chiffre qui se compare à une consommation totale annuelle de l'ordre de 7 millions de tonnes pour la Communauté : soit moins d'un dix millième. Une solution de compromis serait bientôt trouvée. Acceptons-en l'augure.

Pour donner le beau rôle à notre pays — de cela, on ne peut lui faire grief — le président de la République a fait état d'une solution proposée par la France à Bruxelles sous l'appellation jargonneuse d'opération « triangulaire ». L'idée directrice en paraît, à première vue, impeccable. C'est sans doute pourquoi M. François Mitterrand, dans sa conférence de presse de mercredi dernier, a dit, au sujet de cette initiative, qu'elle constituait « une certaine forme de plan

Marshall », adjoignant nos partenaires européens de l'accepter.

Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie (dans une moindre mesure) produisent en relative abondance des denrées agricoles que l'Union soviétique ne peut plus leur acheter depuis que les échanges entre les pays de l'Est se règlent en devises et non plus en roubles inconvertibles, comme c'était le cas avant la destruction du COMECON au début de cette année. Qu'à cela ne tienne ! La Communauté pourrait prêter les ressources nécessaires à Moscou. Tout se passerait comme si les Douze achetaient au comptant les articles en question aux pays de production et les vendaient, à terme, aux pays consommateurs, à savoir l'URSS — laquelle paierait plus tard.

Vue de près, la proposition, telle qu'elle a été reprise par la Commission chargée de négocier au nom des Douze, prend des allures plus modestes, tout au moins sous sa forme actuelle. La Communauté maintient le contingentement à des niveaux très faibles de ses achats de produits agricoles auprès des trois pays cités (notons qu'il en est de même pour le textile, le charbon et l'acier). C'est ainsi que le quota viande bovine s'élève à 11 000 tonnes par an. La Commission, qui avance un peu dans le brouillard dans cette affaire faute de recevoir des instructions claires d'un conseil des ministres qui se dérobe par peur des réactions paysannes, avait d'abord « offert » aux Polonais, Hongrois, etc., d'augmenter chaque année de 3 % les contingents. Devant la déception de ses interlocuteurs, la Commission s'est aventurée récemment à proposer un pourcentage de 10 %, répartis en deux tranches. La Communauté importerait pour elle-même 5 % de plus chaque année (d'où les 550 tonnes dont il a été question plus haut) et 5 % seraient réexpédiés en Union soviétique. Cette formule était destinée à obtenir l'accord de la France, qui a refusé jusqu'à ce jour la première partie de l'opération.

On voit mal le chef de l'Etat s'adres-

sant, comme il l'a fait aux onze autres membres du Marché commun, invoquer le souvenir du plan Marshall. Il ne s'agit pas, dans son esprit, que de cet accroissement annuel des maigres contingents accordés par la CEE aux futurs pays associés. Depuis l'ouverture des négociations, la France ne cesse de chercher par tous les moyens à convaincre tant ses partenaires de la Communauté que les dirigeants de Varsovie, de Prague et de Budapest, que la sagesse serait de préserver, autant qu'il est possible, les courants d'échanges qui existaient au sein de l'ancien COMECON, soit entre eux, soit entre chacun d'eux et l'URSS. C'est cette recommandation qui est très contestable dans son principe. Elle suppose que ces échanges avaient, a priori, un caractère économique, alors que, par définition, ils n'avaient rien de spontané ; et cela pour toute une série de raisons. Si une telle suggestion devait se traduire par des mécanismes financiers destinés à perpétuer durablement, pour l'agriculture et d'autres secteurs, les échanges qui s'étaient ainsi établis, cela pourrait beaucoup retarder l'agglomération des économies sinistrées par quarante-cinq ans de planification marxiste.

Nul doute que cette idée soit assez largement partagée par les experts de notre pays. Dans une précédente chronique (le Monde du 3 septembre), j'examinais des doutes au sujet de la possibilité de « conserver quelque chose de l'ancien COMECON, comme si celui-ci était, à l'instar de la CEE, doué d'une dynamique propre ». Un lecteur, M. Erik Eggnell, ancien attaché commercial à Moscou, me faisait part de ses objections en ces termes : « Souhaiter le maintien en Europe de l'Est d'une organisation associant l'URSS à ses anciens satellites correspondait — correspond toujours — à l'intérêt même de ces pays. C'est un fait reconnu que la chute brutale des échanges commerciaux entre les différents pays de la zone a contribué, et continue de contribuer de façon grave, à la désorganisation de leurs économies... »

La désorganisation à laquelle fait allu-

sion mon correspondant est indéniable. L'ambiguïté de son propos tient à l'expression dont il use : les échanges commerciaux. Au sein du COMECON, la division du travail et la répartition des approvisionnements entre les pays membres étaient décidées d'en haut et imposées à des entreprises dépourvues de toute autonomie. Au surplus, ces « échanges » étaient réglés sur la base des prix administrés : pas la moindre trace, dans tout cela, de la nature essentiellement contractuelle (entre chaque importateur et chaque exportateur individuel) de relations commerciales normales. Il est possible que, dans certains cas, les planificateurs du COMECON aient visé à peu près juste, autrement dit que tels ou tels des échanges qu'ils avaient programmés, par exemple entre la Hongrie et l'Allemagne de l'Est ou entre l'URSS et la Tchécoslovaquie, aient, grosso modo, correspondu à ceux qui se seraient établis spontanément sur un marché libre. Mais, pour le savoir, il n'est qu'un seul moyen, précisément rétablir un tel marché, comportant donc la possibilité donnée à chaque agent économique de choisir, au mieux de ses intérêts, son fournisseur ou son client à travers le monde. Il est vrai que le cas des produits agricoles est, jusqu'à nouvel ordre, spécial, mais on imagine mal un plan Marshall, même d'une « certaine forme », se réduire à des expéditions de viandes bovine et ovine.

DANS un article paru dans *The American Economic Review* (numéro de mai), Helen Junz, haut fonctionnaire au Fonds monétaire (mais s'exprime « en son nom personnel ») expose le problème en termes économiques. « Dans quelle mesure sont profondément enracinés les liens régionaux tels qu'ils s'expriment dans le fonctionnement du COMECON et cela, non seulement du point de vue des échanges entre les pays membres, mais aussi du point de vue de la répartition de l'emploi, des structures de production et des rigidités qui en découlent ? Il est virtuellement impossible de

répondre à cette question précisément, étant donné que le fonctionnement de ce COMECON était basé sur des performances jugées selon des critères administratifs, à tel enseigne que les données prétendument factuelles ne révèlent pas nécessairement des faits. Ces données sont en réalité un mélange de faits et de fiction. Les pays concernés s'échangeaient des produits bruts à des prix fixés au-dessous du niveau mondial. Cela conduisait à des structures de production qui, en termes de marché, correspondent à un gaspillage... Les règlements s'opéraient en rouble inconvertible nettement surévalué, tandis que, pour exécuter la plupart des contrats imposés par le COMECON, les entreprises avaient besoin des subventions versées par les différents budgets nationaux... »

NOTRE auteur met en doute l'opportunité de créer des mécanismes de paiement destinés à perpétuer les échanges entre les pays membres, même en excluant parmi eux l'URSS. De tels projets, dit-elle, consistent à vouloir « maintenir ce qui est considéré arbitrairement comme des liens économiques naturels entre pays voisins ». La solution pour ces économies c'est donc, graduellement, de participer aux échanges mondiaux. Si nous leur refusons la possibilité d'augmenter leurs exportations, le résultat sera, étant donné leurs besoins d'investissements, qu'ils contracteront un endettement excessif. Faut-il rappeler que si les Polonais nous vendent leurs produits, ils utiliseront forcément les francs ainsi gagnés en achats effectués en France.

Si l'existence en France, au moins depuis le général de Gaulle, d'une doctrine bien établie, c'est de nier la fatalité des blocs, destructeurs d'indépendance nationale. Ce qui est requis de notre pays, c'est non pas de se renier, mais, au contraire, d'être fidèle à lui-même. Le COMECON était un bloc à peu près hermétique. Ce n'est pas du tout le cas d'une CEE ouverte sur le monde puisque, par définition, chacun des agents économiques (entreprises ou particuliers) réside sur son territoire et a le droit d'acheter et de vendre dans le monde entier.

LIVRES

BERNARD MARIS

Histoires d'économie

Si Fernand Braudel qualifia l'économie de science sociale « la plus scientifique », les économistes — presque tous — ont dans leur cœur une dette à son égard et à celui des historiens. Alors, quand Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle ou un élève de Jean Bouvier, Michel Margairaz, prennent la parole...

Quand la politique...

L'Etat, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion, 1932-1952, de Michel Margairaz (1).

Un jour, rue de Rivoli, un polytechnicien mordit un inspecteur des finances, le polytechnicien en creva, mais le financier devint économiste.

L'éternelle querelle des financiers et des ingénieurs chante en sourdine de ces mille quatre cents pages fourmillantes d'un millier d'auteurs. Les financiers aiment le court terme, la déflation, l'épargne, les additions et les soustractions. Les ingénieurs, plus impétueux, envisagent le moyen terme, l'investissement. Ils accèdent à la règle de trois.

Jamais ne naîtra un vrai ministère de l'économie nationale : tentative du Front populaire, seconde tentative autour de PMF à la libération et enfin liquidation, en 1948, par l'inspecteur Félix Gaillard, du secrétariat à l'économie et de ceux que la rue de Rivoli appelle les « économiquement faibles ». Mais les inspecteurs triomphent au prix de leur conversion dirigiste et productiviste, d'abord durant l'épisode Vichy, où le corps est enfin débarrassé des « analphabètes économiques » (les hommes politiques, particulièrement les socialistes), puis à la Libération, grâce à la fascination exercée par un Jean Monnet, qui dispose d'argent qu'on ne peut lui mégarer puisqu'il s'agit de dollars. Après Vichy, Paris valait bien un baptême dans l'Atlantique.

Michel Margairaz a voulu montrer — a pris le risque de montrer — que Vichy était une des étapes de la conversion des décideurs économiques à l'expansion. Exactement à mi-chemin (d'où le choix, un peu artificiel, de cette période 1932-1952), l'Etat français a favorisé le déplacement « du centre de gravité des pratiques de l'Etat des finances vers l'économie ».

Thèse bien troublante. Si elle n'affirme que la pérennité de l'administration, sa banalité la sauve : on finissait des arbitrages avant 1940, on en finissait entre 1940 et 1944, on en finissait aujourd'hui, où les convertis sont d'ailleurs revenus à leurs superstitions. Mais cette thèse ne prétend-elle pas, plutôt, associer à la continuité des techniques de contrôle de prix et de quantités, mises en place sous Vichy et reprises dans la période de pénurie d'après guerre, ainsi qu'à la continuité impavide du personnel, une transformation de la doctrine ? Elle est

alors difficilement acceptable. Car elle réduit la doctrine à une technique.

Or Michel Margairaz ne veut pas aller jusque-là. Il n'a de cesse de montrer par ailleurs que l'économie est née de politique ; que les hommes du Front populaire n'étaient pas des ignares ; qu'au-delà de son lyrisme un peu poitrinaire, un Léon Blum avait parfaitement compris la refaçon par la demande ; qu'un Vincent Auriol, père spirituel de Pierre Bérégovoy, déclarait le déficit budgétaire... anti-démocratique !

Pourquoi ? Parce que le budget était en ce temps-là l'acte démocratique essentiel de la nation, compris comme tel par des députés qui avaient l'initiative budgétaire, et qu'il fallait, par souci démocratique (insistons), laisser la monnaie dormir dans les enciers ministériels. Pour les mêmes raisons, on se méfiait du Plan. Alors, la création monétaire, la statistique ou les comptes d'épicerie de l'inspection des finances sous la botte allemande... Cela vous a comme un relent, en plus nauséux, de cuisine au 49-3.

Au moins sur l'économie de Vichy, ce livre fera date. Livre d'idées, de mentalités, que l'on consultera probablement plus qu'on ne lira. Des personnages attachants comme l'humaniste Coutrot, amateur de « X-crises », apôtre des grèves de 1936, qui travailla puis se suicida sous l'Occupation, y témoignent de la tragique valeur de débats auxquels la mort assistait discrètement.

Des Cassandre sans vertu abhorraient les dévaluations à gauche et les conseillaient à droite. La rhétorique économique fleurait le pathos. Déjà le franc fort. Déjà l'obsession malade de la gauche de ne pas effaucher le capital.

Reprochera-t-on à Michel Margairaz son trop-plein de citations, qui étouffent les faits comme sous un brouhaha parlementaire ? Même si « l'impératif de la salive », comme on disait alors, laisse un drôle de goût, on ne pourra pas ne pas ouvrir ce livre. Thèse ambiguë, mais modèle de thèse.

L'espace économique

Introduction à l'histoire des relations internationales, de Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle (2).

Strange sentiment national ! La langue ? Mais Serbes et Croates se maudissent et meurent dans les mêmes mots. Pour d'autres, langue plus racée égale espace vital. On naît allemand et l'on devient français, et des deux côtés du Rhin, du Pierre Renouvin, rarement le nationalisme emprunte à l'économie.

Exception : Jules Ferry, pour qui « la politique coloniale est la fille de la politique industrielle ». Cet impérialisme est à l'opposé de la tradition pacifiste et libérale d'un Bastiat, d'un Saint-Simon ou d'un Schumpeter. La guerre et la conquête de l'espace sont des aberrations économiques. Au fond, il ne peut y avoir de cause économique à la guerre.

Avec son étonnante simplicité, Pierre Renouvin montre le rôle mineur des forces économiques dans les conflits d'apparence économique, guerres douanières, embargos, boycottages, conquêtes de matières premières ou des voies de communication. Le Zollverein exprima le désir dominant de la Prusse. L'expansion financière dans le monde fit autant pour la paix (Schumpeter) que pour la guerre (Hilferding).

Dans une seconde partie, (« L'homme d'Etat ») Jean-Baptiste Duroselle nous entraîne dans la psychologie, l'ambiance, la pression de l'opinion, des lobbies et les portraits de nos décideurs. Emotifs, doctrinaires, opportunistes, moralistes... Comment comprendre la guerre du Golfe, sans l'analyse du sentiment national américain ? Wilson, par exemple, agit en toute naïveté et supériorité morale, non pour le bien de l'Amérique, mais de l'humanité ? « Don Qui-chotte aveugle et sourd », le railla Keynes dans les *Conséquences économiques de la paix*.

Livre passionnant, qui s'achève sur la prise de décision rationnelle, et l'exemple de Caillaux troquant avec l'Allemagne un morceau du Congo contre le Maroc. La raison de l'homme d'Etat n'est jamais éloignée du cynisme. Surtout chez l'homme d'Etat français, pour qui l'illusion de la France voisine, en général, avec la désillusion des Français.

Pacifique : le recentrage asiatique, de Michel Fouquin, Evelynne Dourille-Feer, Joaquim Oliveira-Martins (3).

Le Japon n'est-il pas l'exemple d'un développement national, à la List ? Evidemment, non, car le Japon,

c'est le marché américain. Cette très bonne synthèse rappelle qu'il n'y a pas de miracle ou de hasard du développement, mais la nécessité première d'une réussite agricole et alimentaire. Celle du Vietnam aujourd'hui, qui rejoindra, n'en doutons pas, les NPI.

Le coût salarial manufacturier du Japon est plus fort que celui des Etats-Unis. Alors, sa croissance ? L'épargne. Et toujours ce volontarisme subtil, dans l'éducation et l'industrie, qui crée des asymétries dans les accès aux marchés. L'Asie se reconstruit, attend la Chine et, juste revanche de l'Histoire, profite du laxisme acheteur et emprunteur de l'ancien exportateur.

Intégration financière et union monétaire européenne, de Paul Van den Bempt, Jean-Victor Louis et Marc Quintyn (4).

Il fallut la Révolution pour que naisse la Banque de France sur un marché financier déjà libre. En Europe, le capital circule et l'intégration financière se fera, car l'harmonisation fiscale n'est qu'un faux obstacle. Cette synthèse est importante, car elle se situe déjà au-delà des débats idéologico-économiques.

Si l'on admet (c'est « le triangle incommode de Mundell ») qu'il est impossible d'avoir simultanément des changes fixes, la mobilité du capital et une politique monétaire autonome, l'union monétaire est inéluctable. Ce livre nous invite à briser le cercle vicieux monnaie unique-Banque européenne-union politique. Mieux vaudrait le briser avant l'arrivée du cyclone centrifuge de l'Est.

- (1) Imprimerie nationale, 2 tomes, 1 450 p., 490 F.
(2) & éd. Armand Colin, 534 p., 185 F.
(3) Economica, 236 p., 128 F.
(4) Economica, 360 p., 150 F.

La Palice contre Descartes

« Il suffit à l'historien de constater que l'homme croit être libre, croit que des choix s'offrent à lui, et agit en conséquence de cette irrésistible conviction », dit Jean-Baptiste Duroselle. Remplacez « historien » par « économiste », et vous retrouvez la microéconomie, où le consommateur subit l'environnement. Mais remplacez « croit » par « veut », et voilà le stratège, qui construit son environnement.

Microéconomie, d'Alan Kirner et André Lapiéd (1), est un manuel d'un classicisme extrême, certes, lisible par tous, dont le moindre mérite n'est pas l'absence de ton de supériorité, de tout

contenu allusif, ni l'abondance d'exercices corrigés.

Le Génie du stratège, de Kenichi Ohmura (2), est désespérément de trucs et de trouvailles de bon sens, de simplicité, d'évidences, et d'accumulation de lapalissades (« Prendre des décisions claires », « Comprendre l'environnement », « Faire face aux transformations », etc.).

A priori, ces deux livres parlent exactement de la même chose. D'où vient que, confusément, naisse la conviction que La Palice a raison contre Descartes ?

- (1) PUF, 288 p., 145 F.
(2) Dunod, 245 p., 185 F.

فكرنا من الأصل

هكذا من الامل

UNE
COMMUNICATION FINANCIERE
INTERNATIONALE REUSSIE
N'A PAS DE PRIX...

SI !



FINANCIMAGE

GRAND PRIX

DE L'IMAGE FINANCIERE

INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... l'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.

Le Monde

AVEC LA PARTICIPATION DU

CFCE

as cham-
lans des
ion à un
et astu-
nauffage
i, Sonia
nes, du
guériss-
monde

L'Etat
ont pu
séné-
télévi-
Michel,
nfants
soient

it de
être
saint-
om. »
rad /
ait :
Cela
erte
ios-
nant
lus
ds,
et

es
es
ir.
su
un

Directeur général 1 MF + à vocation commerciale

Une entreprise française de fabrication et construction métallique, et d'ingénierie industrielle (370 MF de CA), filiale d'un important groupe européen, recherche un Directeur Général opérationnel qui dynamise sa croissance.

Il est responsable de la rentabilité de la société vis-à-vis de l'actionnaire.

A ce titre :

- il coordonne et oriente les activités des différents services de la société,
- il conçoit, crée et met en place une politique commerciale autonome,
- il renforce la position de l'entreprise sur ses marchés en France auprès des industriels, des leaders de l'ingénierie, de l'administration et sur les chantiers internationaux.

Pour cela, il bénéficie de la haute technicité de son équipe et de la forte

notoriété du groupe en France et à l'étranger.

Agé de 40/45 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Ponts et Chaussées...), vous avez une grande expérience des négociations dans le secteur du BTP et de l'ingénierie. La réussite dans une direction déjà opérationnelle vous donne le goût d'un nouveau challenge.

Le poste est très évolutif et votre rémunération (fixe élevé + intéressement) dépend de votre performance.

L'anglais est votre langue de travail. Les établissements industriels sont situés dans l'Est de la France.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 107178/LM, à Bernard Krief Management, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF MANAGEMENT
WASHINGTON MOSCOU BRUXELLES PARIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Grand Groupe Industriel Français à Forte Implantation Internationale recherche pour son siège à Paris un :

Directeur fiscal

500 KF+

Le Poste : Rattaché au Directeur Financier, il assure la planification fiscale du groupe tant en France qu'à l'étranger avec, pour principal objectif, l'optimisation des charges fiscales tout en respectant la nature même de l'activité industrielle du groupe. Impliqué dans les opérations financières, acquisitions, restructurations ainsi que dans toutes les décisions stratégiques du groupe, il est un homme clé de l'équipe de direction.

Le Candidat : Agé d'environ 35 ans, votre expérience acquise en cabinet international, puis au sein d'un groupe industriel, vous permet de maîtriser parfaitement la fiscalité française et de disposer d'une très bonne pratique de la fiscalité internationale.

Anglais courant et conception dynamique de la fonction sont des atouts essentiels pour ce poste.

Veuillez contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.89.09.17 ou envoyez-lui un dossier de candidature complet sous référence 1302/STM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
JURIDIQUE ET FISCAL

ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU SECTEUR DES SERVICES

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Sous l'autorité du délégué général, il contribue à :

- l'information des adhérents ;
- la préparation des négociations conventionnelles ;
- l'animation de l'action régionale ;
- aux contacts avec les administrations.

Il représente l'organisation au sein des organismes de la profession et de l'interprofession.

De formation supérieure - sciences politiques, droit, sciences humaines - le candidat doit disposer de cinq années d'expérience dans un organisme similaire ou au sein de la direction des ressources humaines d'un groupe.

Poste basé à Paris, à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo au MONDE sous n° 8370

LE MONDE PUBLICITÉ

15/17, rue du Col-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15



Solia, Jeune Groupe de Conseil et de Service, a réalisé pour son premier exercice 40 MF de CA et 6 MF de profits. Il prévoit pour 1991, 70 MF de CA et 9 MF de profits. Il recherche trois

PRESIDENTS DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Spécialistes d'un des domaines suivants :

RESEAU/TELECOM - INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE et INDUSTRIELLE - UNIX.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous êtes aujourd'hui patron d'un centre de profits et de responsabilités dans le monde du CONSEIL et du SERVICE et vous souhaitez aller plus loin en vivant une vraie expérience CAPITAL-TRAVAIL.

Comme P.D.G., vous serez associé de la SA que vous dirigerez avec les pleins pouvoirs en matière de COMMERCE, de MANAGEMENT et de GESTION.

Solia, ne s'attache pas au nombre mais exclusivement à la QUALITE des Cadres, à leur capacité à valoriser son image de marque et donc à produire une forte valeur ajoutée. Solia, c'est une réelle DYNAMIQUE de GROUPE.

Solia, s'appuie sur un SYSTEME de GESTION simple et performant qui permet aux P.D.G. de tenir la barre avec SURETE.

Merci de nous adresser CV + photo + prétentions sous référence ICM 09.

LD CARRIERES (SA) - 31, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

SONY FRANCE

DIRECTEUR DE LA GESTION COMMERCIALE

SONY FRANCE (3000 personnes, 7 milliards de francs de CA), produit et commercialise des équipements de haute technologie. La division produits grand public (220 personnes - 3,7 milliards de Francs de CA), commercialise les matériels audio-vidéo de loisir. La dimension et le développement rapide de cette activité nécessitent la création du poste de directeur de la gestion commerciale. Ce nouveau collaborateur dirigera les services "administration des ventes" et "crédit" avec trois missions prioritaires : la création, la validation et la maintenance des fichiers clients et produits ; la définition des procédures d'application et de contrôle des conditions commerciales et des conditions générales de vente, depuis la prise de commande jusqu'au recouvrement ; la gestion des flux de produits : information des forces de ventes sur

les disponibilités, amélioration des circuits physiques et administratifs. Utilement, le directeur de la gestion commerciale prendra en charge également le contrôle de gestion de la division. Rattaché au directeur de la division, ce collaborateur est étroitement associé à la réflexion stratégique ; il encadre une équipe de 50 personnes pour la plupart en contact avec les clients et les commerciaux. De formation supérieure, vous occupez une fonction similaire au sein d'une entreprise performante, vous avez su travailler en support des forces de vente, mettre en œuvre des méthodes modernes d'organisation et contribuer ainsi au développement commercial. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1316.91 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

SONY
Le créateur



Chantal Baudron, s.a.

Membre de Syntec



FUTUR DIRECTEUR INDUSTRIEL

HAYGROUP 161 CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

فكرنا من الأصل

حكايا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde International



1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6 400 salariés, CA 5,8 milliards de francs. Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Nous sommes présents industriellement et commercialement dans toute l'Europe (47 Etablissements : France, Allemagne, Hollande, Suisse, Angleterre, Espagne), et recherchons notre

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT pour l'ALLEMAGNE

Notre développement sur le marché allemand, tant à l'Ouest que dans les "nouveaux Länder", se réalise au travers de plusieurs filiales totalisant plus de 900 salariés. Leur activité est coordonnée et dirigée par une maison-mère, GUTS-GOLD GmbH.

Le Directeur Général recherche pour le seconder un Adjoint. Sa mission sera aussi large et diversifiée que possible, comme l'implique le titre.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes parfaitement bilingue allemand/français pour avoir vécu ou travaillé en Allemagne. Naturellement, vous avez fait des Etudes Supérieures (Ingénieur, Grande Ecole de Gestion ou Formation Universitaire de haut niveau).

Vous avez déjà assumé des rôles de Direction entraînant des interventions dans les domaines les plus variés de l'entreprise (Gestion, Commercial, Technique). Vous souhaitez, maintenant, donner un nouveau souffle à votre carrière.

Le Groupe DOUX est en mesure de vous proposer un avenir à la mesure de vos ambitions en ce qui concerne ses projets de développement et à ses résultats.

Ce poste basé à Bad-Bentheim (Basse-Saxe) comprend de nombreux déplacements sur toute l'Allemagne.

Envoyez CV, lettre et photo sous la réf. 9139 au Groupe DOUX
Monsieur le Directeur Général - BP 22 - 29150 CHATEAULIN - FRANCE



Network Design Consultants

New Frontiers with Networking's No. 1

Initially UK-based
Attractive salaries + car + benefits

If you're involved in the networking business, you'll know the. Novell. We are the undisputed market leader in network computing solutions. Our NetWare system, with its open architecture and high performance is your flagship product - and an unprecedented success story worldwide. Now you can be part of that success, as we expand our network design consulting activities in Europe. We are establishing a brand new support group, based in the UK (west of London), but working throughout the Continent, whose task will be to provide network design, implementation, training support and custom software services. The customer base will include Distributors, Consultants, Systems Integrators and strategic OEM partners, and your work will centre on systems-based Novell architecture and distributed LAN technology. To join this key team of network professionals, you will need to be degree qualified in Computer Science, Electrical Engineering or similar, and have at least

three years' experience in some of the following areas: programming, software design; network design; PC LAN technology; network and workstation operating systems and data communications. A good knowledge of LAN, WAN, LAN to mainframe connectivity and applications consulting is also essential. These roles should appeal to self-motivated individuals who enjoy exercising a high degree of independent judgement, have strong organisational abilities, and possess the breadth of communication skills to make their case clearly and effectively. Novell has a corporate culture where individual and team achievement is recognised and rewarded. Benefits and career prospects are excellent. To apply, please send a detailed CV (preferably by fax) to Elwyn Chubb, Novell UK Limited, Avon House, Sweetwell Road, Bracknell, Berkshire RG12 1HH, England. Fax: 44 344 860832. Initial interviews will be held in Paris.



L'EXPANSION INTERNATIONALE ET L'OUVERTURE A L'EST NOUS AMENENT A RENFORCER NOTRE EQUIPE PAR UN

Consultant international

U.R.S.S.
PAYS DE L'EST



Plus particulièrement chargé de cette zone, vous aurez également des recrutements dans le monde entier, nécessitant, au départ de Paris, de nombreux déplacements à l'étranger.

Parfaitement bilingue RUSSE, vous parlez tout aussi bien l'anglais et vous justifiez d'une première expérience dans le recrutement ou en entreprise au contact de ces pays.

Si un tel challenge vous motive, merci d'adresser votre lettre manuscrite, votre photo et votre CV sous réf. 15387 à PREMIER CONTACT 38 rue de Villiers 92532 Levallois-Perret cedex qui transmettra ou taper 3615 PCONTACT.

Carrières Européennes en Entreprises

FILIALE D'UN GRAND GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE INTERNATIONAL, NOUS RECHERCHONS AUJOURD'HUI UN

FOOD AND BEVERAGE MANAGER

Après une formation commerciale supérieure, vous exercez, depuis plus de 5 ans une fonction commerciale opérationnelle où vos qualités de négociateur, de manager et votre sens des initiatives ont largement été démontrées.

Aujourd'hui, vous cherchez à évoluer.

Nous vous offrons l'opportunité de mettre en valeur vos compétences à une échelle internationale et de développer par ailleurs vos qualités de réflexion et de stratégie.

Notre domaine d'activité : La restauration d'entreprise pour l'ensemble des filiales européennes de notre groupe.

Votre fonction sera de première importance au sein de notre structure et consistera à définir les grandes lignes de la politique de développement de notre service restauration, au niveau :

- commercial : choix de positionnement, détermination d'une gamme européenne optimum
- recherche et développement de produits, packagings et aménagements (commerciaux et techniques)
- logistique et sanitaire
- humain et financier.

Le concept de service que vous élaborerez témoignera de la volonté d'innovation, de développement commercial et de rentabilité recherchée par notre société.

Pour réussir dans cette fonction, vous êtes motivé par l'international, ouvert et créatif. Une expérience dans le domaine de la restauration serait un atout supplémentaire. Cette mission vous amènera à vous déplacer à travers l'Europe et nécessite une bonne pratique de l'anglais.

PREMIER CONTACT
3615

Merci d'adresser votre candidature à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS PERRET CEDEX, sous réf. 18947, qui transmettra.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt
PROPRIÉTAIRE VEND
60 STUBS - Paris
Clair, soleil, Tt confort.
Finitions sur demande.
Tél : 45-04-24-30.

5^e arrdt
SQUARE ST-MEDARD
Imm. pierre de l'ère, rénové.
Avec, éq. élév. Balc. BEAU
4 PCES à rénover. Prix
indépendant. 45-04-24-30.

8^e EXCEPTIONNEL
VASTE ORIGINAL STUDIO
+ MEZZANINE. Anden
2 p., confort. Finitions sur
demande. 45-04-24-30

PIED A TERRE
RARE, 110 m², 4^e ét., asc.
SUR JARDIN PARTIE
ADRESSE DE PRESTIGE.
5 500 000 F. 45-34-22-78.

6^e arrdt
PARIS 6^e, Rue Le Boétie
Studio 25 m² dans immeuble
clé, 1 chbr., s. de bns, wc.
Chaudière, individuel électr.
2^e étage sécurisé.
Digicode, Gardien. Charges
peu élevées. Bon état.
Prix 900 000 F.
Tél : (1) 45-63-45-13
Tous les jours
(16) 78-01-74-15 Lyon
après 20 heures.

16^e arrdt
MURETTE
PLACE CHATELAIN
2 PCEs, cuisine,
bains, BON ETAT.
Tél : 45-04-23-15.

AV. PAUL DOUMER
Pptaire vend dernier
étage, ascens. GRAND
2-3 PCEs - REAIT
45-04-23-15.

17^e arrdt
LA FOURCHE 78m²
3/4 p., rénové, 1 350 000 F.
Imm. Marcadet 42-52-01-82.

18^e arrdt
Belle résidence standing.
Jardin, 2 p., 41 m²,
12 ch. 630 000 F.
Imm. Marcadet 42-52-01-82.

25 m² à rénover 325 000 F.
Marcadet 2 p., 405 000 F.
Boulogne studio 630 000 F.
Rue d'Orléans 2 p., 677 000 F.
Rue Marcadet 3 p., 940 000 F.
Rue St-Denis 3/4 p., 1 350 000 F.
Imm. Marcadet 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris
recherche APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
HOTELS PARTICULIERS
et VILLAS PARIS-OUEST
T. (1) 45-62-30-00

Journalière « le Monde »
cherche 2 ou 3 pièces
corridor l'avenue
40-42-06-55.

Région parisienne
J.F. sérieux recherche
pour la rentrée
F2 sur 78 et proche banl.
Garantie séjours.
Tél : 42-50-09-65
(rép. ou après 19 h).

locaux commerciaux

Locations
SIÈGE SOCIAL
Bureaux équipés de services
élémentaires R.C.-R.M.
SODEC SERVICES
CHIFFRES 47-33-55-47.
NATION 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Déclaration et services.
Permanence téléphonique.
43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE
16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, secrét., tél., cuisine, asc.
Domicile : 180 5 386 / FAX
CIDES 47-33-55-47.

fonds de commerce
Ventes
A vendre BAR PUR (fonds)
Licence IV, Caisse muni.
Appartement F3 attenant.
(loyer adapté modifié).
500 10 St-Jean-des-Bains
(Bourg) près Saint-Lô
Pour tout renseignement :
Tél. (16) 33-55-14-95

Urgent, à voir 2 bureaux Toul
de Préfecture de l'Est, ensemble
ou séparé. T. 84-76-
21-42/84-75-27-49, ap. 20 h.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPPTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS-RESIDENTIEL.
T. (1) 45-62-16-40.

VOUS DESIREZ VENDRE
un apt. avec ou sans chf.
Adressez-vous à un spécialiste.
Imm. Marcadet 42-52-01-82.

Rech. URGENT 100 à
120 m² Paris préf. 5^e, 6^e, 7^e,
14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e,
COMPTANT. 45-73-48-07.

ACHÈTE COMPTANT
APPARTEMENT S/PARIS
même à rénover.
Tél : 42-71-94-34
ou 45-04-06-50.

hôtels particuliers
VINCENNES, bois, château.
Véhic. part. 5/3 nrs, Gd liv.,
4 chbrs, 4 sanitaires. Patio,
cuisine, garage
28 000 F/m². 45-04-24-30.

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

es cham-
lans des
son a un
et astu-
hauffage
a, Sonia
ines, du
guériss-
monde

L'Etat
ont pu
évén-
télévi-
Vichet,
enfants
soient

nt de
être
Saint-
om. a
rad i
fait :
Cela
cette
nos-
nant
plus
rds,
s et

les
les
sur.
sou
aut

N

CONTESSE

CONTESSE

MARCHÉS FINANCIERS

Après la nouvelle baisse du taux d'escompte

L'économie américaine continue à souffrir de la contraction des crédits bancaires

Au lendemain de l'abaissement par la Réserve fédérale d'un demi-point de son taux d'escompte (la *Monde* daté 15-16 septembre), ramené à 5 % - son plus bas niveau depuis 1973 - tandis que le taux de base (prime rate) était réduit dans les mêmes proportions par la Morgan Guaranty pour s'établir à 8 %, certains analystes américains ne cachent pas leur scepticisme, craignant une forte récession.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Que le prime rate soit à 8 % ou à 10 % ne change rien à l'avenir. Le vrai problème est que les banques américaines ne veulent pas commencer à prêter de l'argent tant qu'elles n'ont pas assuré leur situation financière durablement compromise par les excès des années passées. » Depuis la mi-août, ce commentateur new-yorkais a rallié le camp de ceux qui pensent que le scénario noir qui menace la conjoncture américaine - un double plongeon dans la récession après une sortie de crise trop molle pour relancer l'activité - ne doit plus être systématiquement écarté.

Pourtant, il y a seulement quelques jours, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale, le Fed. M. John Lawler, et le président de la banque fédérale de réserve de San Francisco, M. Robert Parry, affirmaient ensemble leur confiance dans une reprise de l'économie, régulièrement annoncée par l'administration pour le mois suivant, ce qui écartait *a priori* toute éventualité de nouvelle baisse des taux après la réduction, à trois reprises, du taux d'escompte, qui se situait encore à 7 % en janvier dernier.

Croissance insuffisante de la masse monétaire

Mais, en septembre, l'annonce simultanée du taux de chômage constaté en août (6,8 % de la population active) et du recul des ventes au détail pour la même période (0,7 %), la baisse la plus importante en sept mois, le tout accompagné d'une forte baisse (15,3 %) des ventes de voitures durant la première quinzaine de septembre, a conduit le conseil des gouverneurs du Fed à réagir à l'unanimité. Sans être assuré d'avoir définitivement emporté la partie auprès des marchés financiers.

Toutes proportions gardées, l'administration table sur la réédition du scénario de la reprise de 1983/1984, lorsque, au cours des deux années précédentes, marquées par une terrible récession, la

Réserve fédérale avait abaissé à neuf reprises son taux d'escompte pour le ramener de 14 % à 8 %. Mais il avait alors fallu attendre sept réductions successives du *discount rate* avant que prenne fin la récession et que s'installe la plus longue phase de croissance de l'histoire économique américaine. Une période faste pour M. Ronald Reagan, mais qui s'était accompagnée d'une forte croissance des agrégats monétaires (et d'une montagne de dettes), signe d'un système disposant d'abondantes liquidités financières, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Selon les dernières statistiques, la masse monétaire prise dans son acception la plus courante (M2) n'a progressé que de 2,4 % au deuxième trimestre 1991 et de 2,6 %, en base annuelle, depuis le quatrième trimestre 1990. Un taux qui se situe dans l'hypothèse basse de la fourchette retenue par le Fed (2,5 % à 6,5 %) et qui confirme la pénurie de crédits bancaires dont continue à pâtir l'économie américaine, une nouvelle fois démontrée le 12 septembre à l'annonce d'une chute de 9,7 milliards de dollars de M2 au 2 septembre dernier.

« Nous ne sommes pas dans un cycle de récession classique mais de crise très profonde du crédit, laquelle s'accompagne mécaniquement en raison de la crise, estime le patron d'une grande multinationale. Le secteur bancaire a fait le choix de la rentabilité. Les entreprises et les particuliers en font les frais. » Confirmant ce constat, la banque de données de Dun & Bradstreet fait état de 50 000 faillites supplémentaires aux États-Unis durant les sept premiers mois de l'année.

Dans le même temps, les résultats des entreprises américaines, au deuxième trimestre, ont reculé de 25 % en moyenne par rapport à la même période de 1990, tandis que Wall Street, apparemment indifférent à cette contre-performance, grimpait de près de 22 %. Si l'on en croit M. William Seidman, l'expert du D.C. l'institution chargée d'assurer les dépôts bancaires, les résultats des 12 150 banques commerciales américaines ont chuté de 12 % au deuxième trimestre pour s'établir à 4,6 milliards de dollars.

C'est le plus mauvais résultat annuel depuis 1987, l'année du krach boursier, suivi, deux ans plus tard, par une nouvelle et grave secousse. Depuis, l'indice Dow Jones a enregistré au cours de l'été un record historique en franchissant la barre des 3 000 points. Un beau numéro de funambule, qui conduit à s'interroger sur le bien-fondé d'une analyse consistant à capitaliser les résultats de 1992 en évitant de prendre en compte les mésaventures des douze mois précédents.

SERGE MARTI

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en millions de francs)

5 septembre 1991

Total actif	642 662
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	128 464
Ecarts	58 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 151
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	80 988
Concours au Trésor public	26 440
Titres d'Etat (bons et obligations)	47 144
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	418
Effets privés	77 062
Effets en cours de recouvrement	24 008
Total passif	642 662
dont	
Billets en circulation	259 025
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	51 241
Compte courant du Trésor public	11 568
Reprises de liquidités	9 305
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Compensation des allocations de droits de tirages spéciaux	8 722
Ecarts à l'effet du Fonds européen de coopération monétaire	59 470
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 12 mois	10 %
Taux des avances sur titres...	12 %

NEW-YORK

L'AMEX veut accueillir les petites sociétés

L'American Stock Exchange (AMEX) a annoncé, jeudi 12 septembre, un projet prévoyant d'élargir ses activités aux petites sociétés, en créant ainsi un marché alternatif à la NASDAQ, le second marché américain, où les transactions se font électroniquement.

Ce projet, qui doit encore être approuvé par la Commission des opérations boursières (Securities and Exchange Commission), permettrait aux petites sociétés de plus de 2,5 millions de dollars de capitalisation boursière de faire leur entrée à l'AMEX. Grâce à ce projet, l'AMEX espère récupérer une partie de l'activité se faisant actuellement sur la NASDAQ (National Association of Securities Dealers' Automated Quotation Market).

L'AMEX arrive aujourd'hui loin derrière la NASDAQ avec une moyenne quotidienne de 13,2 millions d'actions échangées l'an dernier, contre 131,9 millions. 880 sociétés sont cotées à l'AMEX, contre 1 100 à la NASDAQ. Il est également largement devancé par le New York Stock Exchange avec 2 800 sociétés cotées. La Bourse new-yorkaise a eu 156,8 millions d'actions au 12 septembre, contre 156,8 millions d'actions au 12 septembre.

FAITS ET RÉSULTATS

Les AGF détiennent 15 % de AMB. - Les AGF ont déclaré, jeudi 12 septembre, détenir plus de 15 % du capital de la compagnie d'assurances allemande Achener und Muenchener (AMB), investissement qui est évalué à environ 1,5 milliard de francs. Fin 1990, les AGF détenaient 6,5 % du capital de la compagnie allemande et sont en négociations depuis plus de deux ans. Au siège du groupe français, on indique que le but des AGF n'est pas d'obtenir la majorité mais une part significative pour créer une véritable coopération autour de trois domaines, la réassurance, les risques industriels et le réseau international. Une meilleure implantation sur le marché allemand a toujours été une des préoccupations majeures du président des AGF, M. Michel Albert, qui cherche à développer ses activités à l'étranger et principalement en Europe pour qu'elles atteignent 40 % du chiffre d'affaires en 1993 contre 34 % actuellement. Les dirigeants de la compagnie allemande ont affirmé au journal *les Echos* (vendredi 13 septembre) qu'ils se disposaient d'accepter l'information sur cette modification de leur capital.

Le Crédit lyonnais accorde ses fonds propres par emprunt perpétuel. - Le Crédit lyonnais vient de réussir une opération en fonds propres inaccoutumée. Un emprunt obligataire de 250 millions de dollars (1,5 milliard de francs environ) a été lancé - avec succès - sur le marché, fermé depuis plus d'un an, des *variable rate notes*. Ces titres subordonnés présentent deux avantages : la date de leur remboursement n'est pas fixée et le service des intérêts peut être suspendu en cas d'interruption du paiement des dividendes. Les ressources obtenues par ce type d'obligations sont recherchées par les caisses de retraite et les fonds de pension étrangers, peuvent être catalogués en fonds propres.

La Compagnie de Suez prend une participation dans Nole. La Compagnie de Suez a pris une

PARIS, 16 septembre

Bien orientée

Après un démarrage poussif, en léger retrait de 0,3 %, la Bourse de Paris a, au cours de la séance de lundi, repris de la vigueur au fil des échanges. En fin de matinée, les valeurs françaises s'appréciaient en moyenne de 0,5 %. En début d'après-midi, la tendance était identique et l'indice CAC 40 progressait de 0,6 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indicateur de la place ramenait ses gains à 0,3 %.

Les sentiments étaient partagés lundi dans les salles de marchés. Certains considéraient que la baisse des taux aux États-Unis destinée à favoriser la reprise, largement anticipée par les marchés financiers, n'avait pas empêché Wall Street de baisser. D'autres pensaient qu'une initiative similaire de la part de la Banque de France permettrait de conforter le marché dans sa tendance haussière. D'autres plus que les chiffres provisoires de l'inflation pour le mois d'août (+ 0,3 %) communiés plus tôt dans la matinée pouvaient militer en ce sens. A contrario, il est vrai, le raffermissement du deutschemark face au franc ne plaiderait pas pour la hausse du taux d'escompte et de l'émission à aloût 47,4 milliards de francs pour une tombée de 47,2 milliards de francs, en laissant effectivement inchangés ses taux directeurs.

Du côté des valeurs, on relevait Pechiney, en tête des plus fortes hausses à la mi-journée, avec une progression de 6 % pour 159 000 pièces échangées. La hausse du titre se serait faite en réaction à des informations selon lesquelles Pechiney serait la première entreprise nationalisée à avoir une fraction de son capital cédée au public dans le cadre du plan de privatisation partielle que va mettre en place le gouvernement.

TOKYO, 16 septembre

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont fermé lundi 16 septembre en raison de fêtes locales.

Le gouvernement japonais adopte le projet de loi sur les compensations boursières

Le gouvernement de M. Toshiki Kaifu a adopté, vendredi 13 septembre, le projet de loi destiné à interdire les compensations de pertes sur transactions boursières (la *Monde* du 12 septembre). Ce projet définit la compensation comme offre, la promesse ou le versement effectif d'indemnités aux investisseurs. Il devrait être soumis à l'examen du Parlement la semaine prochaine et la loi prendrait effet trois mois après son adoption.

Le gouvernement a proposé ces mesures à la suite des critiques sur les incertitudes de la législation et sur la position floue adoptée par le ministère des finances à l'occasion des dernières secousses boursières. En 1990, de ces dispositions, vingt et une maisons de titres japonaises ont versé au moins 172,5 milliards de yens (7,5 milliards de francs) à leurs bons clients pour compenser leurs pertes boursières.

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3738	3665	Imtech. Houtier	839	835
Amatel Associes	294	285 20	Imtech. Compos	159 80	159 80
B.A.C.	136 50	136 50	Imtech. Compos	86 80	87
Bique Verres	820	823	Imtech. Compos	250 30	252
Bolton (Syl)	370	370	Imtech. Compos	73 50	74
Boussac (Syl)	218	218	Imtech. Compos	110	108
C.A.L. de F. (C.C.I.)	806	810	Imtech. Compos	166	160
Cadence	400	410	Imtech. Compos	404 80	400
Cedif	705	700	Imtech. Compos	505	525
CEGEF	140	140	Imtech. Compos	321	321
C.F.P.I.	285	285	Imtech. Compos	190	190
CALIM	900	900	Imtech. Compos	103	103
Codator	276	275	Imtech. Compos	429	422
Conform	881	886	Imtech. Compos	130	130
Crochet	175	180	Imtech. Compos	281 30	270
Dagblin	438	430	Imtech. Compos	376	376
Dalme	1135	1150	Imtech. Compos	288	288
Danachy Worms Co.	385	385	Imtech. Compos	200	201
Deventer	885	890	Imtech. Compos	87	86
Devil	320	319	Imtech. Compos	844	836
Dollac	148	147			
Edisons Belland	220	215			
Europ. Population	280	280 30			
Finacor	147	141 10			
Frankfort	136	135 50			
GFF (group. J.L.)	172	168			
Grand Lins	435	435			
Gravogroup	220	220			
Group. Origyn	711	718			
Guinet	1008	1000			
I.C.C.	221	225			
Idanov	120 10	120 10			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 septembre 1991

Nombre de contrats : 147 240

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,78	106,96	107
Précédent	106,66	106,76	106,60

Options sur notionnel	Options d'achat		Options de vente	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
107	0,79	1,32	0,82	1,31

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Septembre		Octobre		Novembre	
	Dernier	Précédent	Dernier	Précédent	Dernier	Précédent
107	1 889	1 877	1 983	1 988,50	1 918	1 891

CHANGES

Dollar : 5,7420 F ↓

Le ralentissement de l'inflation aux États-Unis, qui a permis l'abaissement du taux d'escompte et de celui du marché monétaire, n'a pas entraîné de baisse significative du dollar. Celui-ci a poursuivi sa progression. A Paris, lundi 16 septembre, le billet vert s'inscrivait en léger repli au fixing à 5,7420 francs contre 5,7555 francs à la cotation officielle le vendredi 13.

FRANCFORT	13 sept.	16 sept.
Dollar (en DM)	1,996	1,987
TOKYO	13 sept.	16 sept.
Dollar (en yens)	134,32	134,32

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (16 sept.)	9 - 9 1/8
New-York (13 sept.)	5 1/4

BOURSES

PARIS (NSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	12 sept.	13 sept.
Valeurs étrangères	12 sept.	13 sept.
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	487,48	492,70
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1861,17	1876,19

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles	12 sept.	13 sept.
Industrielles	3 007,83	2 985,69
LONDRES (Index Financial Times)	12 sept.	13 sept.
100 valeurs	2 641,90	2 625,80
30 valeurs	2 605	2 607,80
Mines d'or	156,40	154,40
Fonds d'Etat	87,16	87,48

FRANCFORT

Dax	12 sept.	13 sept.
Dax	1 631,32	1 637,62
TOKYO	13 sept.	16 sept.
Nikkei Dow Jones	22 134,43	
Indice général	1 786,84	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UNE MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Requ. +	Requ. -	Requ. +	Requ. -	Requ. +	Requ. -
\$ E.-U.	5,7485	5,7505	+ 170	+ 360	+ 380	+ 1830
\$ Can.	5,0590	5,0630	+ 40	+ 80	+ 100	+ 210
Yen (100)	1,2877	1,2924	+ 75	+ 85	+ 170	+ 575
DM	3,4035	3,4063	+ 1	+ 15	+ 4	+ 25
Fl.	3,0216	3,0242	+ 100	+ 200	+ 150	+ 530
FB (100)	16,5190	16,5230	+ 20	+ 70	+ 20	+ 530
FS	3,8828	3,8868	+ 30	+ 45	+ 80	+ 310
L (1 000)	4,5473	4,5500	- 80	- 60	- 180	- 550
S	5,9478	5,9553	- 10	- 5	- 10	- 30

TAUX DES EUROMONNAIES

Taux	3 M		6 M		9 M		12 M	
	Requ. +	Requ. -	Requ. +	Requ. -	Requ. +	Requ. -	Requ. +	Requ. -
\$ E.-U.	5,38	5,58	5,38	5,12	5,38	5,12	5,38	5,58
Yen	6,78	7,18	6,78	6,12	6,78	6,12	6,78	7,18
DM	5,38	5,18	5,38	5,12	5,38	5,12	5,38	5,58
Fl.	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18
FB (100)	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18	9,18
FS	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
L (1 000)	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
S	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Lundi 16 septembre
Jean-Hugues O'Neill,
président
de la société L'Oréal.

Mardi 17 septembre
Frédéric Perin,
gérant associé du cabinet d'idée,
spécialisé dans les relations
sociales et la gestion de l'emploi.
« La Monde Initiatives » du 18 septembre
présente un dossier sur la négociation sociale.

COLLOQUE

L'ESSAIMAGE EN PRATIQUE :

- Un appui pour les créateurs d'entreprises ?
- Une stratégie économique et humaine pour les entreprises ?

de développement & emploi

JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991

Le Monde



à partir de 14 heures

■ État des lieux de l'essaimage en France.

■ Des essaimeurs et des essaïmés.

■ Pourquoi l'essaimage ?

■ Le rôle des pouvoirs publics.

Groupement des industries métallurgiques (G.I.M.)

34, avenue Charles-de-Gaulle, 92000 Neuilly-sur-Seine

Renseignements et inscriptions : 46-84-63-00.

فكرنا من الأصل



5

503254

1

10

10

1

1

1

1

1

1

54
4
9
2

2
70

3

4

1

— — — — —

SCIENCES

Le CNRS inaugure un centre de formation des chercheurs à Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant

A l'occasion du quinzième anniversaire du Centre d'immunologie INSERM-CNRS de Marseille-Luminy, M. François Kourilsky, directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), a inauguré, vendredi 13 septembre, un centre de formation des personnels du CNRS. C'est le second créé en France après celui de Garchy.

Placé sous la direction de M. Michel Liberman, ingénieur de recherche au CNRS, ce centre a une capacité d'accueil de trente personnes. Il précède d'un mois l'ouverture d'un autre centre de formation à Gif-sur-Yvette, ce qui portera au total à cent-cinquante les capacités d'accueil des stagiaires. « La formation continue des chercheurs

constitue pour le CNRS un outil privilégié d'accompagnement de sa politique scientifique et de valorisation de ses ressources humaines », a souligné M. Kourilsky, en remarquant que le budget formation de l'organisme avait quintuplé entre 1988 et 1991, passant de 8 millions de francs à 40 millions et qu'il visait à atteindre, en 1992, 2 % de la masse salariale.

Outre l'amélioration de la compétence de l'ensemble des personnels du CNRS (personnel administratif inclus), cette formation continue s'adresse aux chercheurs. « On ne peut plus penser faire toute sa carrière en se contentant de ce qu'on a appris pendant ses études », insiste M. Kourilsky qui souhaite un « décloisonnement » des esprits comme des disciplines.

JEAN CONTRUCCI

□ Accident du travail à la centrale nucléaire du Bugey (Ain). — Un technicien de la centrale nucléaire du Bugey (Ain) a été gravement blessé à la tête, dimanche 15 septembre, M. Bernard Thauvin, quarante-quatre ans, travaillant en compagnie de deux autres employés au fond d'une piscine, vide, de déchargement du combustible, lorsqu'une grille métallique est tombée d'une dizaine de mètres de hauteur. M. Thauvin souffre d'un traumatisme cérébral important, et a été hospitalisé.

□ Fuite radioactive à la centrale nucléaire bulgare de Kozlodou. — Une « fuite très faible de vapeur radioactive » due à la défaillance d'une pompe a entraîné, samedi 14 septembre, l'arrêt du réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire bulgare de Kozlodou. « Il n'y a aucun danger pour le personnel ni pour l'environne-

ment », a affirmé un responsable. Le réacteur pourrait être remis en marche dans huit jours. Inquiets de l'état de quatre des six tranches de cette centrale (des réacteurs soviétiques VVER de 400 mégawatts), l'Agence internationale de l'énergie atomique et la CEE ont lancé un plan d'urgence pour leur remise en état (le Monde du 16 juillet). La centrale de Kozlodou assure la production de 40 % de l'électricité bulgare. — (AFP)

□ Découverte à Caluire (Rhône) de flacons ayant contenu du tritium radioactif. — Le Service central de protection contre les radiations ionisantes (SCPRI) a annoncé la découverte à Caluire (Rhône), dans le jardin d'un particulier, de flacons et d'ampoules vides ayant contenu, il y a une dizaine d'années, du tritium faiblement radioactif destiné à des analyses médicales.

Parrainer un enfant du-bout-du-monde



Alou a 7 ans et toute la vie devant lui. Il y a quelques mois encore, il faisait partie des milliers de petits sénégalais qui ne sont pas scolarisés. Mais aujourd'hui, près de son village, il est inscrit à l'école. Très bientôt il aura un parrain en France. Un parrain qui lui permettra de suivre une scolarité dans de meilleures conditions. Un parrain à qui il racontera, 3 fois par an, son pays, son école, sa vie, au travers de dessins et même plus tard de petites lettres.

Un parrain qui lui enverra très certainement des cartes postales, des photos...

Où, Alou rejoindra bientôt les 3500 enfants sénégalais qui à ce jour bénéficient d'un parrainage personnalisé avec Aide et Action.

A l'origine de cette association 'loi de 1901', Pierre-Simon Le Bas. En 1981, cet homme lance en France l'ingénieux système du parrainage personnalisé. Le principe est simple: chaque parrain s'engage à verser 100F par mois le temps de la scolarité primaire de son filleul. Il reçoit alors le dossier de présentation de son filleul, avec sa photo et quelques mots sur l'histoire de sa famille. Plusieurs fois par an, l'enfant et son parrain échangent alors de leurs nouvelles.

Grâce à cette formule, plus de 42000 enfants sont désormais parrainés en Inde, au Rwanda, au Togo, au Kenya, au Niger et, depuis 1989, au Sénégal et à Haïti. Chaque parrain contribue à la construction, à la rénovation, à l'équipement des écoles, et à la formation des instituteurs. Le parrainage permet également d'aider plus loin en agissant sur l'environnement direct de l'enfant: alphabétisation des parents, eau potable, santé, petits mariages.

Pour eux aussi, les chemins de la vie passent par l'école.

AIDE ET ACTION A OBTENU LE PRIX CRISTAL 1990 POUR LA TRANSPARENCE DE SA GESTION

Bon à découper et à renvoyer à Aide et Action :
78/80, rue de la Réunion - 75020 PARIS

☐ OUI, je souhaite parrainer un enfant du-bout-du-monde.

Je joins un chèque de 100F à l'ordre d'Aide et Action, correspondant à mon premier mois de parrainage. Merci de m'adresser le dossier comportant la photo de mon filleul.

☐ Envoyez-moi une documentation complète sur Aide et Action.

☐ Je ne peux pas parrainer un enfant pour l'instant, mais je vous envoie un don de :

☐ 150F ☐ 300F ☐ 500F ou plus.

Mme ☐ Mlle ☐ M. _____
En majuscules S.V.P.

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. _____

Profession (facultatif) _____

MON 14

CARNET DU Monde

Mariages

— Paris. Saint-Jean-d'Abbeville.
M^{me} Françoise BILLON-NAGAIN,
Le commandant
et M^{me} Guy DOMAINE,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Claire et Yves,

célébrés dans l'intimité familiale, le 7 septembre 1991.

Décès

— M^{me} René Arnould,
son épouse,
Jacqueline et Marc Levilain,
M^{me} et M^{me} Thérèse Arnould,
ses enfants et beaux-enfants,
Juliette, Thomas, Matthieu-Emmanuel Levilain,
Michèle Brive-Levilain,
Béatrice et Frédéric Pastorelli,
Frédéric et Jérôme Arnould,
ses petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès du

colonel René ARNOULD,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille militaire,
survenu à Paris, le 5 août 1991,

et prient d'assister au service religieux qui sera célébré à sa mémoire, le vendredi 20 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides.

4, résidence du Petit-Chambord,
41, rue de la Fontaine-Greiot,
92340 Bourg-la-Reine.

— M^{me} Longchamp,
née Lefebvre,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et ses amis,
ont la peine de faire part du décès de

M. Etienne LONGCHAMP,
survenu le mercredi 11 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, selon sa volonté, dans l'intimité familiale.

64, rue Denfert-Rochereau,
92100 Boulogne.

— Paris.

M^{me} Michel Barba,
son épouse,
Laurent et Florence Barba,
Adeline Barba,
ses enfants,
Virginie, Nicolas, Dorothée,
Margaux, Juliette,
ses petits-enfants,
Parents et amis,
ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Michel BARBA,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu accidentellement à Sainte-Maxime (Var), le mercredi 21 août 1991. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le lundi 26 août, à Pontailleur-sur-Saône (Côte-d'Or).

Une messe sera dite en sa mémoire le vendredi 20 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7.

1, rue de l'Abbé-Roger-Derry,
75015 Paris.

— Montrouge.

M. Christian Sauvaire,
directeur général de l'Agence nationale pour le développement de la production appliquée à l'industrie (ADERA),
Le conseil d'administration,
Et tout le personnel de l'agence,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur président,

M. Michel BARBA,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
survenu accidentellement à Sainte-Maxime (Var), le mercredi 21 août 1991. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le lundi 26 août, à Pontailleur-sur-Saône (Côte-d'Or).

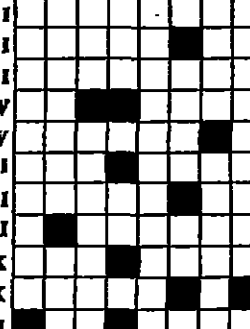
Il prient d'assister au service d'adieu à l'attention à la messe qui sera dite en sa mémoire, le vendredi 20 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7.

ADEPA,
13-17, rue Périer,
92120 Montrouge.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5808

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. Qui ont de jolies dents. —
II. Nous donne les boules s'il est cultivé. Fait sauter. — III. Peut remplacer tout un trousseau. —
IV. Lettre. Un centre de falencerie. —
V. Rendait plus libère. Un drame où il y a de tout. — VI. Qui a pu nous enrichir. Au nord de l'Inde. —
VII. Ob l'on peut en voir de toutes les couleurs. Son dos fait une bosse. — VIII. Bonne disposition. — IX. Adverbe. Vieillesse, ne sont pas dans le coup. — X. Lu par quelqu'un qui connaît ses lettres. — XI. En France. Une bonne réplique.

VERTICALEMENT

1. Est attaché à l'étiquette. —
2. Nous permet de garder des artères saines. Cloison au salon. —
3. Placé. Militaire et pas civils. —
4. Utiles pour le dessinateur. En Savoie. — 5. Qui remontent bien avant le déluge. — 6. A la noblesse chez le boucher. D'un auxiliaire. —
7. Après la neuvième heure. Des tissus au poil. — 8. Capable de frapper. — 9. S'imposait autrefois. Cri d'encouragement. Se mouille.

Solution du problème n° 5807

Horizontalement
I. Avertissement. II. Cramoisi. Nôpe. — III. Orseille. Tup. Au. — IV. Nier. Tentations. — V. Sa. Is. Amarré. — VI. Erotologie. Ami. — VII. Népétas. Périgée. — VIII. Tiède. Ile. — IX. Ecrues. Gê. Uns. — X. Miass. Accents. — XI. Est. Apion. Raps. — XII. Néologisme. Oc. — XIII. Tels. Rais. Onc. — XIV. Urats. Oroscope. — XV. Azars. Néné. Ris!

Verticalement

1. Consentement. — 2. Arrière. Ciseaux. — 3. Vase. Opérateurs. — 4. Emérite. Us. Lear. — 5. Roi. Sottes. Ta. — 6. TRL. Lals. Agrib. — 7. Iste. Ost. Apin. Sion. Décision. — 8. Teupe. Comète. — 10. Entamée. Gêne. On. — 11. Meute. Rien. Osé. — 12. Epir. — 13. Ne. Orageuse. Cor. — 14. Animé. Pô. Pl. — 15. Bue-tiers. Sciés.

GUY BROUTY

— On nous prie d'annoncer le décès

M. Patrick BOLLÉ,
le 12 septembre 1991.

Les obsèques auront lieu le mardi 17 septembre, à 16 h 30, en l'église Sainte-Césaire de Rantigny (Oise).

— Jacques Dreyfus,
son épouse,
Hervé et Marie-Christine de Tymowski,
Laure, Alexandre et Stanislas,
Philippe Dreyfus et Raphaël,
Bernard et Catherine Boullis,
Julien,
Dominique Dreyfus,
Françoise Dreyfus,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Anne Marie DREYFUS,
née Vanhove,
survenue le 13 septembre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, à Châteauneuf-Malabry, le mardi 17 septembre, à 15 h 30, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Châteauneuf-Malabry.

33, rue des Tournelles,
92290 Châteauneuf-Malabry.

— M^{me} Marguerite Guillo,
sa mère,
M^{me} Françoise Guillo,
son épouse,
Sa famille
Et tous ses amis,
ont l'honneur de faire part du décès de

Edouard-Jean GUILLOU,
survenu à Paris, le 13 septembre 1991, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 septembre, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

94, rue d'Hauteville,
75010 Paris.

— Odette MIGNON

est entrée dans la paix du Seigneur, le 14 septembre 1991, dans sa soixante-septième année.

Jacques Mignon,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
invitent à prier autour d'elle, le mardi 17 septembre 1991, à 8 h 30, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, 62, rue de l'Ancienne-Mairie, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Larçay (Indre-et-Loire).

14, rue de Sévres,
92100 Boulogne.

— Jean-Luc et Brigitte Piveteau,
Cécile Piveteau,
Hélène et René Laurenceau,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean PIVETEAU,
née Marcelle Jean,
survenue le 14 septembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 septembre, à 11 heures, en l'église de Forges-les-Bains (Eure-et-Loire).

SAMEDI 14 SEPTEMBRE 1991	
1985	
13	14
34	37
45	46
15	
6	
13	542 160 F
2	180 890 F
3	11 475 F
4	2 810 F
5	191 F
20835	
5	16
24	34
45	49
6	
6	
10	69 630 F
11	6 465 F
12	150 F
13	15 F
15 F	



9, RUE DE MANDRO, 75008 PARIS

Tél. (1) 42 93 73 10

Circulation hebdomadaire

53 ans de traditions heureuses

— Le conseil municipal de Saint-Sébastien-sur-Loire.
Le maire honoraire,
Et le personnel communal,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

Yves LAURENT,
conseiller général de Loire-Atlantique,
maire de Saint-Sébastien-sur-Loire.

Selon la volonté de la famille, les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— La section du Parti socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire,
a la très grande douleur de faire part du décès de

Yves LAURENT,
conseiller général de Loire-Atlantique,
maire de Saint-Sébastien-sur-Loire,
secrétaire fédéral chargé des élections,
délégué national du Parti socialiste chargé de l'enfance,
militant socialiste à la section de Saint-Sébastien-sur-Loire.

Remerciements

— La famille Glasberg,
très touchée par les nombreuses marques de sympathie qu'elle a reçues lors du décès de

M. Henri GLASBERG,
remercie avec tristesse et émotion ceux qui, par leur présence ou leurs messages, se sont associés à sa douleur.

— M^{me} Madeleine Palin
remercie tous ceux qui, par leurs témoignages d'amitié et d'estime, se sont associés à sa peine à l'occasion du décès de

professeur Henri LEHMANN,
grand amicaliste
du Musée de l'Homme,
survenu le 3 août 1991.

1, cité Chaplat,
75009 Paris.

— M. et M^{me} Joseph Cohen,
leurs enfants et petits-enfants
Et la famille,
remerciant de tout cœur tous ceux qui ont pris part à leur douleur et témoigné leur amitié à leur aimé,

Max Paul COHEN.
185, boulevard Bineau,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Messes anniversaires

— Célébrant le centenaire de sa naissance, une messe sera dite le mercredi 18 septembre, à 18 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, place Alphonse-Laveran, Paris-5, à la mémoire du

professeur Raymond DELABY.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 17 septembre 1981,

Jean LANDÈS

mourait accidentellement.

Sa famille, ses amis, se souviennent.

— Il y a un an, le 17 septembre 1990, Dieu rappelle à Lui

Marc SOULIMAN,
inspecteur général de l'administration.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— Réouverture du Cercle Bernard-Lazare, le 19 septembre 1991, à 20 h 30. Avraham Rosenzweig, délégué du MAPAM en Europe, traitera des perspectives politiques à la veille de la conférence internationale sur le Moyen-Orient, 10, rue Saint-Claude, Paris-3. Tél. : 42-71-68-19.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 14 septembre 1991 :

DES DÉCRETS
n° 91-911 du 13 septembre 1991 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Coteaux du Lyonnais »;

— du 10 septembre 1991 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Champagne »;

— du 6 mai 1988 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 et mettant en compatibilité les plans d'occupation des sols de diverses communes (extrait d'une décision d'annulation du Conseil d'Etat).

Est publié au Journal officiel du dimanche 15 septembre 1991.

UN DÉCRET

— n° 91-915 du 13 septembre 1991 modifiant le décret n° 90-868 du 27 septembre 1990 fixant le taux et la répartition du prélèvement non fiscal sur les sommes engagées au pari mutuel sur et hors les hippodromes.

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

La hausse des prix en août devrait être comprise entre 0,2 % et 0,3 %

Les prix de détail en France ont augmenté au cours du mois d'août - selon les calculs provisoires de l'INSEE - d'un pourcentage compris entre 0,2 et 0,3 %. Sur un an (août 1991 comparé à août 1990), la hausse des prix est de 3 %.

Ce résultat est satisfaisant dans la mesure où de nombreuses hausses de tarifs sont intervenues en août : + 2 % sur le gaz et + 1,4 % sur l'électricité en début de mois ; + 5,8 % sur la RATP et la SNCF banlieue en début de mois également ; relèvement des péages sur les autoroutes ; augmentation de 20 centimes (de 2,30 à 2,50 francs) du timbre-poste.

L'écart d'inflation avec l'Allemagne se creuse encore en faveur de la France : devenu négatif à partir du mois de juin (de 0,2 point), il est passé à - 1 point en juillet et a donc été de - 1,1 point en août (sur douze mois la hausse a été de 3 % en France et de 4,1 % outre-Rhin). Ce résultat laisse bien augurer d'une baisse des taux d'intérêt à court terme en France.

L'avenir des socialistes

M. Jospin souligne que M. Mitterrand « n'aurait pas été président de la République sans le PS »

M. Lionel Jospin a déclaré, dimanche 15 septembre, à « l'heure de vérité » d'Antenne 2, que « les ministres doivent aller sur le terrain à la rencontre de toutes les catégories de population, y compris quand il faut qu'ils prennent un peu de risques ». Il a ajouté, toutefois, « Lorsque l'on sait que l'accueil, c'est les jets de pierre, les jets de pierres, les jets de tomates, les coups contre les forces de l'ordre ou contre les collaborateurs des ministres, alors, je dis à M. Lacombe (président de la FNSEA) : on ne peut pas discuter les problèmes agricoles sous les jets de pierre ».

Le ministre de l'éducation nationale a évoqué, d'autre part, la situation de la majorité, pour souligner « un point tout à fait positif » : « Peut-être en partie sous l'effet de la crainte, a-t-il dit, je sens dans le Parti socialiste, depuis

deux mois, un sentiment d'unité et de fraternité. C'est un élément qui peut changer la donne politique et psychologique, d'autant plus que qu'il n'est pas hostile à la recherche d'un consensus avec ceux qui n'ont pas « une approche fondamentalement différente » de celle de la gauche.

Dans un entretien publié samedi par le Figaro, M. Jospin soulignait d'autres aspects des problèmes posés au PS. « M. François Mitterrand, déclarait-il, qui a participé à la refondation du Parti socialiste et à son développement, à sa rénovation, à son expansion, n'aurait pas été président de la République sans ce parti. Il y a là une espèce de dialectique : ce n'est pas simplement M. Mitterrand qui a fait le PS ; c'est, aussi, le Parti socialiste qui a fait M. Mitterrand, en tout cas, le François Mitterrand d'après 1971. Cette dialectique, entre un leader et une formation politique, se poursuivra dans l'avenir ».

Parlant de M. Michel Rocard, le ministre de l'éducation nationale disait : « M. Rocard n'a pas été minoritaire, à mon sens, tant qu'il était premier ministre. Il ne le

serait pas s'il était notre candidat à l'élection présidentielle, mais s'il se distinguait en tant que leader d'un courant de pensée, il est minoritaire. C'est un constat. » Au sujet de M. Jacques Delors, M. Jospin estime que, président de la Commission européenne depuis plusieurs années, il « a pratiquement le statut de chef d'Etat ». C'est un homme qui possède « une approche très sérieuse des problèmes, qui a une pensée propre, aussi », ajoutait-il. « Pour le reste, indiquait M. Jospin, je crois que l'on vient d'assister à ce que j'appellerai une rumeur. Le premier ministre, c'est M. Edith Cresson, le président, c'est M. Mitterrand, le reste appartient à l'avenir ».

Le président de la Commission européenne a rencontré, le 13 septembre au matin, M. Rocard, puis il a déjeuné avec M. Cresson. « L'amitié passe avant tout », a-t-il indiqué au sujet de son entretien avec M. Rocard. « Je le rencontrais tous les mois quand il était premier ministre, a-t-il rappelé. Pourquoi ne continuerai-je pas à le rencontrer ? Nous nous connaissons depuis trente-sept ans. » Il a ajouté : « L'amitié d'abord, la politique ensuite ».

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Longuet souhaite une motion de censure sur la politique économique et sociale

Invité, dimanche 15 septembre, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Gérard Longuet a défini les grandes lignes du programme économique du Parti républicain. Le président du PR souhaite, d'abord, que la France reprenne « le chemin des privatisations ». Il s'est prononcé, ensuite, pour « un très large effort » d'allègement des charges des entreprises. Il a proposé, enfin, une réforme de la fiscalité prévoyant : « Pour l'impôt sur le revenu, il faut que tout le monde paie un peu, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, où un petit nombre paient beaucoup [...] S'agissant de l'impôt sur la consommation, il faut s'aligner sur les normes européennes, ni plus ni moins [...] Quant à l'investissement, il ne faut pas multiplier les impôts en cascade sur le capital [...] Il faudrait, aussi, réviser la fiscalité de la famille. Actuellement, notre fiscalité méconnaît la réalité familiale ».

M. Longuet s'est dit favorable au dépôt par l'opposition d'une motion de censure contre la politique économique et sociale du gouvernement dès la rentrée parlementaire, le 2 octobre prochain. « Cela, a-t-il précisé, me paraît plus important que les affaires internationales, qui sont, sans doute, éminentes sur le plan des principes, mais qui ne concernent pas aussi directement ni directement la vie quotidienne des Français ». Interrogé sur l'éventualité d'une nouvelle période de cohabitation, M. Longuet a répondu : « La vraie question est la suivante : peut-on attendre indéfiniment la mise en œuvre d'une autre politique économique et sociale ? La réponse est non ». Toutes les occasions sont bonnes ! Si nous avons la majorité en 1993, nous ne pourrions pas gâcher l'opportunité de ceux qui nous auront fait confiance et nous devons gouverner ».

Marie Le Pen, a annoncé, dimanche 15 septembre, qu'elle rendrait « en personne », mardi 17 septembre, devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques, en remplacement du trésorier de son mouvement, convoqué mais, selon lui, « empêché de s'y rendre ». Dans une motion adoptée à l'issue de la réunion, à Paris, de son conseil national, le Front national s'est pris à cette « prétendue » commission d'enquête qui « s'érige en tribunal inquisitorial » de ses « activités ».

M. Cheysson estime que la dissuasion nucléaire doit être conser-

vée. - M. Claude Cheysson, président de la délégation socialiste française au Parlement européen, dément les propos qui lui avaient été prêtés selon lesquels il aurait été, comme trois personnalités de l'UDF, favorable à l'abandon de la dissuasion nucléaire française (le Monde du 14 septembre). M. Cheysson estime, au contraire, que « la France doit garder sa capacité de dissuasion aussi longtemps qu'il existe dans l'Europe de l'Est un potentiel militaire redoutable » et « s'oppose donc, totalement, la politique du président de la République en la matière ».

Succès pour les « portes ouvertes » des Monuments historiques. - La désormais traditionnelle journée « portes ouvertes » organisée par les Monuments historiques a été, dimanche 15 septembre, un succès. A Paris, vingt-deux mille personnes ont visité le palais de l'Elysée et la résidence Marigny. L'hôtel Matignon a accueilli six mille visiteurs, l'Assemblée nationale, plus de quatre mille, et trois mille curieux se sont succédé au Sénat. Enfin, le nouvel hôtel des Finances, quai de Bercy, qui ouvrait ses portes pour la première fois au grand public, a reçu huit mille personnes.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Rêve debout

SUPER, dites donc, cette fête de l'Humus ! Elle a fait un vrai tabac ! Six cent mille entrées, vous vous rendez compte un peu ! Comme la soulagait finement Philippe Aubert, ce matin, sur Europe 1, il y a eu plus de cocos, hier, à La Courneuve que dans toute l'Union ex-sov. Remarque, cette énorme kermesse, avec ses fontaines et ses stands dégoûtants de glaces au chocolat, de hot-dogs sauce ketchup et de barbe à papa, si on l'avait installée par Gorki, à Moscou, ça aurait été la ruée.

Sans compter qu'il était là, Johnny. Et alors, lui, pour se le taper gratis, on ne reculerait devant rien, pas même s'inscrire au parti. Ça ne mange pas de pain. Suffit de signer. Après quoi, les cotisations, les réunions de cellule et le reste, on verra bien. N'empêche, place du Colonel-Fabien, c'est tout vu : les nouveaux adhérents affluent.

C'est chouette, avouez, la démocratie. Ça permet de rouler à poings fermés, en caressant, peinant, un rêve qui tourne au cauchemar quand on a l'effrayant

pouvoir de l'inscrire dans la réalité. Mais, ça, bon, on veut pas le savoir. Interviewée à la télé, une jeune militante nous a raconté dimanche qu'elle a discuté avec un Russe. Il a essayé de lui ouvrir les yeux. Elle lui a fermé la gueule. Si ça vous plaît pas, le centralisme démocratique, tout ça, n'en dégoûtez pas les autres !

Allez vous demander, après ça, si le PCF ne devrait pas changer de nom. Parce qu'en Italie et dans tous les pays occidentaux, le nôtre excepté. Et la Grèce. Et le Portugal, soyons justes. Quelle idée ! Vous avez pas entendu ce qu'il a dit, Marchais ? C'est pas parce que les forces de droite ont pris le pouvoir en URSS que les forces de gauche vont entrer le communisme en France.

Et le socialisme encore moins, hein, mon Mim ! Lui, il a pas attendu les prochaines élections pour se rouler aux pieds des cocos déboussolés, il y en a quand même quelques-uns, dans l'espoir de les voir rappliquer ventre à terre et mettre le bon bulletin dans l'isoloir. Le jour où il perdra le nord, celui-là !

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale 2

ÉTRANGER

Les relations Jérusalem-Washington
M. Shamir demande à ses ministres de mettre une sourdine à leurs attaques contre M. Bush. 3

Accord de paix en Afrique du Sud
Le texte signé par vingt organisations pour mettre un terme à la violence 8

SOCIÉTÉ

Après le suicide d'Yves Laurent
Les élus socialistes de Loire-Atlantique dans l'ère du soupçon 11

L'adaptation de la défense française
M. Joxe demande l'étude d'une version bilingue du Rafale 12

SPORTS

Le dopage des athlètes
Les révélations se multiplient sur les méthodes de l'ex-RDA 13

CULTURE

Mozart roi à Versailles
Le Centre de musique baroque célèbre le divin Wolfgang 14

ÉCONOMIE

Crédits pour les agriculteurs
M. Charasse tente d'engager le dialogue avec les organisations paysannes 19

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Fragiles forêts • Malaisie, une richesse menacée • Canada, les arbres au repos • Attention au pommier vert • La chronique de Paul Fabre : « Le plan Marshall de M. Mitterrand » 23 à 26

Pessimisme aux États-Unis

La nouvelle baisse du taux de l'escompte n'efface pas le scepticisme des milieux industriels et financiers sur l'état de l'économie américaine 30

Services

Abonnements 2
Annonces classées 28-29
Carnet 32
Loto, Loto sportif 12-32
Marchés financiers 33
Météorologie 33
Mots croisés 32
Radio-Télévision 17-18
Spectacles 33
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 15-16 septembre 1991 a été tiré à 517 417 exemplaires.

M. Dumas assure que la coalition est « la forme de gouvernement de demain »

M. Roland Dumas, invité de l'émission « Sept sur sept », dimanche 15 septembre, sur TF1, a reproché à l'opposition d'avoir « brisé le consensus sur la politique intérieure » et d'avoir, ainsi, « porté préjudice à l'intérêt national ». Le ministre des affaires étrangères juge « fâcheux » que « l'on mette le débat de politique étrangère aux querelles intérieures ».

Interrogé sur la perspective d'une nouvelle cohabitation, M. Dumas a conseillé à l'opposition de « ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ». Il estime que le travail de rénovation, au sein du PS, « est en route à l'heure cadence ». Il s'est déclaré confiant dans l'avenir de ce parti, représentant « un mouvement d'idées qui plaît » toujours, qui « répond aux préoccupations » des Français et qui « dispose d'un réservoir d'hommes disponibles pour diriger les affaires de l'Etat ». Comme M. Jacques Delors, le Parti socialiste « reste un môle, autour duquel viendront s'ajouter les forces de progrès, de mouvement, d'ouverture », dans le cadre d'un gouvernement de coalition qui est « la forme de gouvernement de demain », a-t-il souligné, tandis que de l'autre côté de l'échiquier politique « la droite, petit à petit, inévitablement, évoluera vers l'extrême droite ».

EN BREF

■ AUTRICHE : arrestation de Markus Wolf. - Le chef des anciens services de sécurité est-allemands (Stasi), Markus Wolf, a été arrêté, dimanche 15 septembre, dans la soirée, en Autriche, a annoncé lundi le ministre autrichien de l'Intérieur à Vienne. Markus Wolf était arrivé le 30 août en provenance de Moscou, où il s'était réfugié après la chute du mur de Berlin, et était recherché depuis par les autorités autrichiennes. - (AFP)

■ Le leader du FN se rendra devant la commission d'enquête sur le financement des partis. - Le président du Front national, Jean-

Marie Le Pen, a annoncé, dimanche 15 septembre, qu'elle rendrait « en personne », mardi 17 septembre, devant la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques, en remplacement du trésorier de son mouvement, convoqué mais, selon lui, « empêché de s'y rendre ». Dans une motion adoptée à l'issue de la réunion, à Paris, de son conseil national, le Front national s'est pris à cette « prétendue » commission d'enquête qui « s'érige en tribunal inquisitorial » de ses « activités ».

M. Cheysson estime que la dissuasion nucléaire doit être conser-

vée. - M. Claude Cheysson, président de la délégation socialiste française au Parlement européen, dément les propos qui lui avaient été prêtés selon lesquels il aurait été, comme trois personnalités de l'UDF, favorable à l'abandon de la dissuasion nucléaire française (le Monde du 14 septembre). M. Cheysson estime, au contraire, que « la France doit garder sa capacité de dissuasion aussi longtemps qu'il existe dans l'Europe de l'Est un potentiel militaire redoutable » et « s'oppose donc, totalement, la politique du président de la République en la matière ».

Succès pour les « portes ouvertes » des Monuments historiques. - La désormais traditionnelle journée « portes ouvertes » organisée par les Monuments historiques a été, dimanche 15 septembre, un succès. A Paris, vingt-deux mille personnes ont visité le palais de l'Elysée et la résidence Marigny. L'hôtel Matignon a accueilli six mille visiteurs, l'Assemblée nationale, plus de quatre mille, et trois mille curieux se sont succédé au Sénat. Enfin, le nouvel hôtel des Finances, quai de Bercy, qui ouvrait ses portes pour la première fois au grand public, a reçu huit mille personnes.

Après la Nouvelle Calédonie, les Nouveaux Métrages, avec la Nouvelle Alsace, naît...

LES NOUVEAUX MÉTRAGES !
Les Nouveaux Métrages, la plus forte teneur de Mode, de qualité, de nouveauté dans chaque mètre de tissu. Ils sont des milliers et des milliers de mètres, les Nouveaux Métrages, tous différents.
La Mode par les Nouveaux Métrages : des prix totalement « revus et corrigés » depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)
Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE
Stage linguistique ou études
Année : 60 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office, 57, rue Charles-Laffitte
92200 Neuilly (T) 47-45-09-19

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S
3 ANS D'ETUDES SUPERIEURES EN MANAGEMENT ET GESTION HOTELIERE
INSCRIPTION
1ère année, BAC ; 3ème année, DUT/DEUG/BTS
Tel: 42 66 66 82
71, RUE DU FGB SAINT HONORE 75001 PARIS

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration
■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management
■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International
Informations et sélections pour l'Europe : 17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna) tél. : (1) 40 70 11 71
IUA
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG

فكرنا من الأصل